

Afrique :



Sommaire :

Afrique du Sud : 3-4	Égypte : 33-34	Mozambique : 73-74
Algérie : 5-6	Érythrée : 35-36	Namibie : 75-76
Angola : 7-8	Eswatini : 37-38	Niger : 77-78
Bénin : 9-10	Éthiopie : 39-40	Nigéria : 79-80
Botswana : 11-12	Gabon : 41-42	Ouganda : 81-82
Burkina Faso : 13-14	Gambie : 43-44	Rwanda : 83-84
Burundi : 15-16	Ghana : 45-46	São Tomé-et-Principe : 85-86
Cameroun : 17-18	Guinée : 47-48	Sénégal : 87-88
Cap Vert : 19-20	Guinée-Bissau : 49-50	Seychelles : 89-90
République Centrafricaine : 21-22	Guinée équatoriale : 51-52	Sierra Leone : 91-92
Comores : 23-24	Kenya : 53-54	Somalie : 93-94
Congo : 25-26	Lesotho : 55-56	Soudan : 95-96
République démocratique du Congo : 27-28	Libéria : 57-58	Soudan du Sud : 97-98
Côte d’Ivoire : 29-30	Libye : 59-60	Tanzanie : 99-100
Djibouti : 31-32	Madagascar : 61-62	Tchad : 101-102
	Malawi : 63-64	Togo : 103-104
	Mali : 65-66	Tunisie : 105-106
	Maroc : 67-68	Zambie : 107-108
	Maurice : 69-70	Zimbabwe : 109-110
	Mauritanie : 71-72	



Afrique du Sud

République d'Afrique du Sud



Nature du régime : parlementaire
Chef de l'Etat : M. Cyril Ramaphosa



Superficie : 1 219 912 km²
Capitale : Administrative : Pretoria / Tshwane ; Parlementaire : Le Cap ; Judiciaire : Bloemfontein / Mangaung
Villes principales : Johannesburg (3,2 M.), Durban (3 M.), Le Cap (2,9 M.), East Rand/Ekurhuleni (2,4 M.)
Langues officielles : anglais (langue maternelle de 8,2 % des Sud-Africains), zoulou (23,8 %), xhosa (17,6 %), afrikaans (13,3 %), swazi, ndébélé, sotho du nord, sotho du sud, tswana, venda, tsonga-shangaan
Monnaie : Rand sud-africain, 1 Euro = 18,44 RAN d
Fête nationale : La fête nationale se tient le 27 avril, commémorant la Première élection démocratique en 1994.



Population (2017) : 56,7 millions d'habitants
Espérance de vie (2018) : 63 ans pour les femmes et 56 ans pour les hommes ans (Blancs : 71 ans, Noirs : 51 ans).
Taux de croissance démographique (2017) : 1,2 %
Taux d'alphabétisation : 86 %
Religions : Chrétiens (toutes églises confondues) 80 % ; athées, agnostiques, sans affiliation 14 % ; musulmans 1,7 % ; hindouistes 1,1 % ; autres 2,2 %
Communautés : Noirs 79,2 %, Blancs 9,4 %, Métis 8,9 %, Indiens 2,5 %

L'Afrique du Sud est l'un des **berceaux de l'humanité**, car depuis la préhistoire, la région était peuplée par des hominidés. Des chercheurs sud-africains ont découvert des squelettes australopithèques, datant de 3,3 millions d'années, dans les grottes de Sterkfontein. Mais l'histoire retient que les **populations San** ont **peuplé la région** avant les **Khoi-Khoi**. Ces deux ethnies font partie du **même groupe linguistique Khoisan** et sont les **plus anciens peuples d'Afrique australe**. Entre le **VIIIe et XVIe siècle**, la **migration** progressive des populations **bantouphones** d'Afrique centrale et orientale vers le sud **s'opère**. Les **ethnies Zoulous, Xhosas, Swazis, Ndébélés, Sothos, Tswanas et Vendas**, peuplant l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, sont les **descendants** de ces **migrants Bantous**. Les **Néerlandais** fondent la **colonie Le Cap en 1652**. Ils y installent une escale de la Compagnie des Indes Orientales. Poursuivant leur expansion, les Boers, descendants des premiers colons, rencontrent après plus d'un siècle, en 1775, les populations Bantous. Après une série de conflits Anglo-Boers et Bantous-Boers, le **traité de Paris de 1814** attribue la **colonie aux Britanniques** qui abolissent l'esclavage en 1833. Les **Boers, mécontents, migrent** alors vers le **Transvaal et le Natal**. Après la **découverte d'or** et de **diamants** sur ces territoires, les **Britanniques** leur déclarent la **guerre en 1899** et remportent la **victoire en 1902**. **L'Union sud-africaine naît en 1910**. En **1911**, les Afrikaners et les Britanniques mettent en place les **premières lois de l'Apartheid**. Les mouvements de résistance de l'élite noire s'organisent en 1912 et l'African National Congress (ANC) prend son nom en 1923. En **1961**, **l'Afrique du Sud prend le statut de république indépendante de la Grande-Bretagne**. Après des dizaines d'années de lutte du peuple noir et un isolement international du régime de l'Apartheid, **Nelson Mandela**, l'icône de cette lutte, est **libéré après 27 années passées en prison**. En **1996**, il devient le **premier Président noir de l'Afrique du Sud**. Pour promouvoir l'unité nationale et la réconciliation, une gestion exceptionnelle du passé est mise en place. La **nation arc-en-ciel naît** alors dans cette société plurielle, où les peuples vivent ensemble dans le respect de leurs différences.



Avec un PIB de 370 Mds USD (62 % du PIB d'Afrique australe ; 21 % du PIB d'Afrique subsaharienne), **l'Afrique du Sud**, unique pays africain membre des BRICS et du G20, est la **2e économie du continent** derrière le Nigéria et devant l'Égypte. Toutefois, en termes de richesse par habitant, l'Afrique du Sud (6 377 USD/tête - 2e pays d'Afrique australe derrière le Botswana) se situe bien devant ces deux pays. Le pays **dispose** de **nombreux atouts** qui en font une **économie émergente importante** : **économie la plus moderne et diversifiée d'Afrique** (malgré une forte dépendance au secteur minier - 7 % du PIB), **secteur des services puissants** (notamment financiers - 21 % du PIB), **large ouverture aux exportations, stabilité politique et fiabilité des institutions notamment judiciaires, richesses en ressources naturelles, qualité des infrastructures, progression de la classe moyenne, sophistication financière** (11e et devant la France sur ce critère au classement du World Economic Forum). La croissance du pays a cependant du mal à redécoller depuis la récession de 2009 (croissance de 1,3 % en 2017). D'importants progrès ont été enregistrés depuis la fin de l'Apartheid : **réduction de l'extrême pauvreté** (11,5 % en 1994, 5 % en 2019), **accès à l'électricité** (accessible pour 83 % des ménages) ou au **logement** (79,4 % des ménages résident aujourd'hui dans des maisons en dur), **mais le pays souffre encore d'importantes disparités sociales**.



La **relation économique bilatérale** est fondée sur un **partenariat relativement équilibré**. Les exportations françaises en Afrique du Sud se sont élevées à 1,6 milliard d'euros en 2018 et les exportations sud-africaines en France à 1,4 milliard d'euros à la même période. Avec un excédent commercial de près de 200 millions d'euros en faveur de la France, l'Afrique du Sud constitue un partenaire de premier rang. La France est le 10e fournisseur de l'Afrique du Sud. La France est un investisseur important en Afrique du Sud avec un stock de 2,5 Mds €, en croissance. Le stock d'investissements sud-africains en France s'élève à 213 M € en 2017. La relation bilatérale tire en outre profit de **l'implantation** de plus de **370 entreprises françaises**, (dont 29 sociétés du CAC40), qui **représentent 37 000 emplois** et un chiffre d'affaires évalué à 8,5 Mds €, couvrant la quasi-totalité des secteurs industriels et de services et respectant pleinement les règles locales imposées par les autorités en matière de contenu local (65 % à titre illustratif dans le secteur des transports) et de **discrimination positive** (emploi, formation). À ce titre, les entreprises contribuent activement à l'industrialisation du pays, permettant à l'Afrique du Sud de monter progressivement en gamme en dépit de ses contraintes structurelles toujours fortes (à commencer par la faiblesse du système éducatif). Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté sud-africaine en France est d'environ 2 000 ressortissants tandis que la communauté française en Afrique du Sud est d'environ 10 000 personnes**.



Algérie

République Algérienne Démocratique et Populaire



Nature du régime : Présidentiel

Chef de l'Etat : M. Abdelmajid Tebboune
(depuis le 19 décembre 2019)

Premier ministre : Abdelaziz Djerad
(depuis le 28 décembre 2019)



Superficie : 2 381 741 km², dont 85% de désert

Capitale : Alger (4,4 millions d'habitants pour le Grand Alger)

Villes principales : Oran, Constantine, Annaba, Tlemcen, Sétif

Langues officielles : Arabe littéraire, Tamazight

Langues courantes : Arabe dialectal, langues berbères, français

Monnaie : Dinar Algérien, 1 Euro = 1160,45 DA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 1 novembre, commémorant le jour célébrant le déclenchement de la révolution contre l'occupation française.



Population (ONS, janvier 2018) : 42,2 millions d'habitants

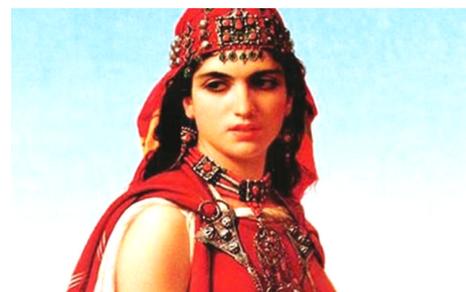
Espérance de vie : 77,2 ans

Taux de croissance démographique : 2,17 %

Taux d'alphabétisation : 77,9 %

Religions : islam sunnite, minorité ibadite (dans la région du Mزاب)

Des **sites archéologiques** ont révélé des **traces d'hominidés** datant de près de **deux millions d'années**. Dans l'**Antiquité**, le territoire algérien connaît la formation des **royaumes numides** avant de passer sous la domination partielle des **Romains**, des **Vandales**, des **Byzantins** et des **principautés berbères indépendantes**. Le **VII^e siècle** marque le début de l'**islamisation** puis l'**arabisation** partielle de la population. Le **Maghreb** central connaît alors **plusieurs dynasties locales** : Rostémides, Zirides, Hammadides, Zianides et des périodes d'intégration dans des groupements impériaux plus larges. L'**Algérie contemporaine** commence à se **constituer** territorialement au début de la **régence d'Alger**, soit au **XVI^e siècle**. Après plus d'un **siècle de colonisation française**, à l'issue d'une guerre d'indépendance longue et meurtrière et à la suite du **référendum d'autodétermination du 1er juillet 1962**, l'Algérie a proclamé son **indépendance le 5 juillet 1962**.



L'Algérie est la **quatrième économie du continent africain**, avec un PIB de 196 Mds USD en 2019. L'économie algérienne **doit faire face face**, depuis 2014, à la **chute des cours des hydrocarbures**. Dans ce contexte, les indicateurs macro-économiques n'ont eu de cesse de se dégrader : en 2015, le **déficit budgétaire a atteint 15% du PIB** avec une croissance à 3,7%. Cette situation a mis en exergue la nécessité d'une diversification de l'économie algérienne dont les **revenus sont principalement issus de l'exportation des hydrocarbures** (94,5% des exportations). En 2019, le déficit budgétaire a atteint 9% du PIB, avec une croissance à 0,7%. En **dépit de la dégradation de ses finances publiques**, l'Algérie ne recourt **pas à l'endettement extérieur** et a préféré, en 2018, avoir **recours à des politiques non-conventionnelles** (création monétaire). La **pandémie de Covid-19**, accompagnée d'une chute des cours des hydrocarbures depuis février 2020, est **venue détériorer les perspectives économiques de l'Algérie pour 2020**. Les indicateurs macro-économiques ont été revus dans la loi de finances complémentaire (LFC) 2020, adoptée le 2 juin par le Parlement. Basée sur un baril à 30 dollars, elle prévoit une hausse du déficit budgétaire à 10,5% du PIB (20% selon le FMI), un creusement de la balance commerciale à 18,8 milliards de dollars et une croissance négative à 2,63% (-5,2% selon le FMI).



La **relation bilatérale** se fonde en particulier sur des **liens humains et historiques** sans équivalent pour les deux pays. La **visite du Président de la République** le 6 décembre **2017** a donné le ton d'une relation approfondie. Le Président de la République a souhaité adresser trois messages à nos partenaires : **la volonté partagée d'avancer ensemble sur la question mémorielle** (restitution des restes humains algériens conservés au Musée de l'Homme), **soutien aux investissements croisés, le souhait d'une relation répondant plus particulièrement aux attentes de la jeunesse** : enseignement supérieur, formation professionnelle. Les **relations économiques et commerciales** ont **progressé** rapidement depuis 1999 et sont particulièrement riches. Nos **échanges** ont effectivement **triplé** entre **1999** et **2013**, faisant de l'Algérie le premier partenaire commercial de la France en Afrique et le troisième débouché pour les exportations françaises hors OCDE, après la Chine et la Russie. La **France** est le **premier investisseur hors hydrocarbures et le premier employeur étranger en Algérie** : l'activité de nos **entreprises représente 40 000 emplois** directs et 100 000 emplois indirects, pour environ **500 entreprises implantées** (une trentaine d'entreprises du CAC 40 sont actives ou présentes sur le marché algérien). Notre **coopération** s'appuie sur un **réseau culturel français** redéployé depuis 2000 avec **cinq instituts français actifs** (Alger, Annaba, Oran, Constantine et Tlemcen, le centre culturel français de Tizi-Ouzou est aujourd'hui en sommeil). Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté algérienne en France est de 564 936 Algériens titulaires d'un permis de séjour français au 31/12/2017 hors binationaux tandis que 41 780 français inscrits habitent en Algérie**.



Angola

République d'Angola



Nature du régime : République
présidentiel multi-partite

Chef de l'Etat et du gouvernement: M.
João Lourenço



Superficie : 1 246 700 km²

Capitale (2020) : Luanda (2,572 millions d'habitants)

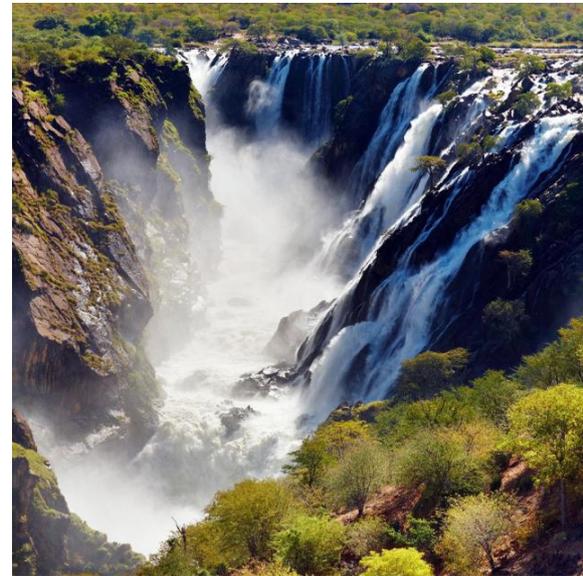
Villes principales : Huambo, Benguela, Lobito, Namibe, Lubango,
Cabinda, Malange

Langues officielles : Portugais

Langues courantes : Kikongo, kimbundu, tchokwé, umbundu,
ngangela, kuanyama

Monnaie : Kwanza, 1 Euro = 793,87 Kwanza

Fête nationale : La fête nationale se tient le 11 novembre,
commémorant l'indépendance vis-à-vis du Portugal en 1975 .



Population (Institut national de statistiques d'Angola) : 28 millions
d'habitants

Espérance de vie (PNUD, 2018) : 61,8 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2014) : 3,6 %

Taux d'alphabétisation (PNUD, 2018) : 66 %

Religions : chrétiens (90 %), croyances traditionnelles (10 %)

Peuples : Ovimbundu (37 %), Kimbundu (24 %), Bakongo (13,2 %), Lunda-
Tchokwe (5,4 %), Nyaneka-Humbé (5,4 %), Ngangela (5 %)

L'Angola est **habité** depuis le **Paléolithique**. Sa formation en tant qu'**État-nation** provient de la **colonisation portugaise**, qui a d'abord commencé avec les **colonies côtières et les postes de traite fondés au XVIe siècle**. Au **XIXe siècle**, les **colons européens** ont progressivement commencé à s'établir à l'**intérieur**. La colonie portugaise qui est devenue l'**Angola n'a eu ses frontières actuelles qu'au début du XXe siècle**, en raison de la résistance de groupes indigènes tels que les Cuamato, les Kwanyama et les Mbunda. Après une **longue lutte anticoloniale**, l'Angola a obtenu son **indépendance en 1975** en tant que **république marxiste-léniniste à parti unique**. Le pays a sombré dans une **guerre civile dévastatrice** la même année, entre le **Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA)** au pouvoir, soutenu par l'**Union soviétique et Cuba**, et l'**Union nationale anti-communiste insurgée pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA)**, soutenu par les **États-Unis et l'Afrique du Sud**. Après la **fin de la guerre en 2002**, l'Angola a émergé comme **relativement stable unitaire**, présidentielle république constitutionnelle.



L'Angola dispose d'un **fort potentiel économique** : **pétrole et gaz, diamants, hydroélectricité, agriculture, pêche**. Le pays a **connu des taux de croissance à deux chiffres** (24,4 % en 2007). Étant donné la **forte dépendance** aux **ressources pétrolières** (45 % du PIB, 70 % des recettes et 98 % des exportations jusqu'en 2014) la **chute du cours du baril de pétrole a eu un très fort impact sur l'économie angolaise**. Le taux de croissance s'est effondré à - 1,7 % en 2018. La **raréfaction** des **devises** affecte les transactions et freine l'activité. Après avoir atteint un point historiquement bas en 2014 (7,3 % en moyenne), l'inflation a repris (+ 42 % en décembre 2016), mais s'est stabilisée (+ 20 % en 2018). **Plusieurs mesures de politiques économiques** (monétaire et budgétaire) ont été **prises** : le déficit budgétaire a été réduit (solde quasi à l'équilibre en 2018) et le taux de change réajusté. La **dette publique** a toutefois **augmenté, atteignant 91 % du PIB** en 2018 (40 % en 2014). En décembre 2018, le FMI a approuvé un programme de soutien triennal (3,7 Mds \$).



Les **échanges commerciaux** entre la France et l'Angola sont **dominés par le secteur des hydrocarbures**. Nos importations sont composées exclusivement de pétrole brut, et la moitié de nos exportations sont des équipements destinés principalement à ce secteur. À partir de 2016, du fait de la baisse des prix du pétrole et de la crise financière, le commerce bilatéral s'est contracté. La France demeure toutefois un partenaire important de l'Angola. La **présence française repose sur 50 à 70 filiales**, succursales ou bureaux qui représentent **15 000 emplois**. L'**Agence française de développement** s'est **réinstallée** en Angola (accord de siège signé en juillet 2017), avec pour **secteurs d'intervention prioritaires l'agriculture, l'eau et l'énergie**, notamment. Un **accord de coopération** dans le **domaine de l'agriculture** et un **protocole sur le tourisme** ont été signés le 1er mars **2018**, ainsi qu'un **accord de coopération dans le domaine de la défense**, le 28 mai 2018. La **coopération universitaire est particulièrement développée** : programme de bourses en cofinancement. La coopération éducative et la promotion de la langue française sont également prioritaires. **Trois Alliances françaises** sont **implantées** en Angola, de même que quatre lycées du réseau Eiffel. Expertise France met en œuvre (seule ou en co-délégation) deux projets (financés par l'Union européenne) dans le domaine de l'enseignement technique supérieur et de la formation professionnelle. **La France soutient également la mise en valeur d'un site historique inscrit au patrimoine mondial par l'UNESCO (Mbanza Kongo)**. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté angolaise** en France est de plus de **12 000 ressortissants** tandis que la **communauté française en Angola** est d'environ **2 000 personnes**.



Bénin

République du Bénin



Nature du régime : république multipartite à régime présidentiel

Chef de l'Etat et du gouvernement : Patrice Talon (élu le 20 mars 2016)



Superficie : 112 622 km²

Capitale (2013) : Porto-Novo (264 320 d'habitants)

Villes principales : Cotonou, Djougou, Parakou, Abomey

Langues officielles : français

Langues courantes : fon, yoruba

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 655,37 Franc CFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 1er août, commémorant la proclamation de l'indépendance en 1960.



Population (2019) : 11,7 millions d'habitants

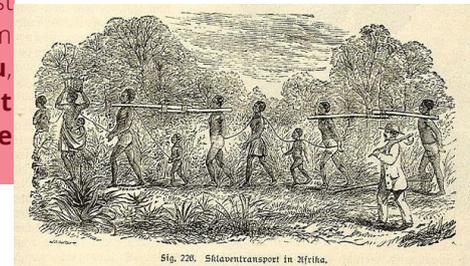
Espérance de vie (2017) : 61,2 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 2,75 % par an

Taux d'alphabétisation des adultes (2012) : 32,9 %

Religions : vaudou, christianisme, islam, autres

On en sait peu sur les débuts de l'histoire du Bénin. Du **XVIIe au XIXe siècle**, les principales entités politiques de la région étaient le **Royaume du Dahomey**, ainsi que la **cité-état de Porto-Novo**, et une **vaste zone avec de nombreuses nations différentes au nord**. Cette région a été appelée la **Côte des Esclaves** dès le XVIIe siècle en raison du **grand nombre de personnes asservies qui ont été expédiées vers le Nouveau Monde** pendant la traite transatlantique des esclaves. Après l'abolition de l'esclavage, la **France a repris le pays et l'a rebaptisé Dahomey français**. Le Bénin a accédé à **l'indépendance** complète le **1er août 1960**, sous la dénomination de **République du Dahomey**. Les pouvoirs furent transmis au président Hubert Maga par le ministre d'État français Louis Jacquinot. En **1972**, l'**officier Mathieu Kérékou prend le pouvoir** : il adopte en 1974 le **marxisme-léninisme comme idéologie officielle du gouvernement** et, en **1975**, **rebaptise** le pays République populaire du **Bénin**. À la fin des années **1980**, de **graves difficultés économiques** conduisent à la **fin du régime** : le Bénin entame un processus de transition démocratique et, en **1990**, adopte une **nouvelle constitution**. La transition démocratique est assurée par Nicéphore Dieudonné Soglo, ancien Directeur Afrique de la Banque Mondiale. Le nom de Bénin est conservé, le pays devenant simplement la République du Bénin. **Mathieu Kérékou**, battu aux élections par Nicéphore D. Soglo, abandonne le pouvoir. Il y **revient démocratiquement par les urnes en 1996 et ne rétablit pas la dictature. Il gouverne le pays jusqu'en 2006.**



Le Bénin a connu **une croissance soutenue en 2019 (+ 6,9 %)** qui devrait se **poursuivre en 2020** à un rythme plus lent (+2,2 %), selon le FMI. En **2020**, le Bénin **se trouve confronté à deux chocs exogènes**, celui de la **crise avec le Nigéria** qui perdure et celui de la **crise sanitaire mondiale**. Le Bénin peut toutefois **compter** – comme en 2019 – sur la **progression continue de la production cotonnière** (620 000 tonnes de coton graine en 2018-2019 et 700 000 tonnes attendues en 2019-2020), sur la **poursuite des chantiers d'infrastructures** (voieries urbaines, réseaux électriques, eau potable) dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions du gouvernement – PAG – et, ultérieurement, sur le **démarrage de la construction de l'oléoduc Niger-Bénin par la CNPC**. L'inflation devrait rester modérée en 2020 (+1 %), largement en deçà des 3 %, qui constituent le plafond retenu dans les critères de convergence de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine).

Les **relations entre la France et le Bénin**, pays prioritaire de l'aide publique au développement française, sont renforcées par de **fréquentes visites bilatérales**. En ce qui concerne l'Union européenne, la programmation du **11e FED (2014-2020)** prévoit une **enveloppe de 372 M EUR** pour le Bénin. Le 17 septembre 2018 s'est tenue la 5e session du Dialogue politique au titre de l'article 8 de l'Accord de Cotonou entre l'UE et le Bénin, dont le bilan positif a été souligné. La 6e session de ce Dialogue sera organisée en l'automne 2020. Les **échanges commerciaux franco-bénois** se caractérisent par un **très faible niveau d'importations françaises** (2,4 M EUR en 2018 et 2,1 M EUR en 2019), centrées autour de **quelques produits agricoles** (fruits tropicaux) et **agroalimentaires** (jus de fruits). Les exportations françaises à destinations du Bénin se sont élevées à 162,8 M EUR en 2019, en baisse de 26,9 % par rapport aux résultats de l'exercice précédent (222,7 M EUR). Le bon chiffre de 2018 était dû à la livraison exceptionnelle de turbines électriques pour la centrale de Maria Gléta 2 (32 M EUR). Le résultat 2019 souffre également de la baisse continue de nos ventes de volailles congelées destinées à la réexportation vers le Nigéria (14,7 M EUR contre 21,6 M EUR un an plus tôt), baisse qui devrait s'accélérer en 2020. Nos **exportations traditionnelles de médicaments**, premier poste d'exportations vers le Bénin, se sont stabilisées à 34,8 M EUR. Une **quarantaine d'entreprises françaises sont implantées au Bénin**. **Concentrées dans l'agroalimentaire, la logistique, le BTP et la banque** elles **emploient directement environ 8 000 collaborateurs**. Selon le Ministre des Affaires étrangères, la **communauté béninoise en France est environ 30 000 personnes** dont 16 000 enregistrés tandis que la **communauté française est de 3 900 enregistrés**. Le nombre des non-inscrits est estimé à 1 100.



Botswana

République du Botswana



Nature du régime : République parlementaire

Chef de l'Etat : Mokgweetsi Masisi (depuis le 01/04/2018)



Superficie : 581 730 km²

Capitale (2011) : Gaborone (231 592 d'habitants)

Langues officielles : tswana et anglais

Monnaie : Pula, 1 Euro = 13,36 Pula

Fête nationale : La fête nationale se tient le 30 septembre, commémorant l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni en 1966.



Population (Banque mondiale, 2018) : 2,254 millions d'habitants

Espérance de vie : 68 ans

Taux de croissance démographique : 1,9 %

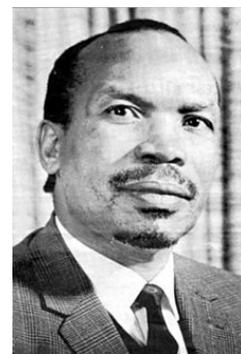
Taux d'alphabétisation des adultes : 85 %

Religions : Chrétiens en majorité (environ 72 %) et présence d'autres communautés : musulmane (originaire d'Asie du Sud-est), hindouiste et bouddhiste

Population vivant sous le seuil de pauvreté : 19,3 %

Prévalence du VIH : 25 % des 15/49 ans. 350 000 séropositifs.

À la fin du **XIXe siècle**, les **hostilités** éclatent entre les **Tswanas**, habitant le Botswana, et les tribus **Ndebele migrant** sur ce territoire depuis le désert du Kalahari. Les **tensions** montent également d'un cran avec les colons **Boers** venant du Transvaal. Après les **demandes d'assistance** lancées par les dirigeants botswanais Khama III, Bathoen et Sebele, le **gouvernement britannique met le Bechuanaland sous sa protection le 31 mars 1885**. La partie nord de ce territoire passe sous administration directe en tant que protectorat du Bechuanaland, formant le Botswana actuel. La partie sud du territoire est intégrée à la colonie du Cap, et fait maintenant partie de la province nord-ouest de l'Afrique du Sud. Une expansion de l'autorité centrale britannique et l'évolution du gouvernement tribal aboutissent à la **création** en **1920** de **deux conseils consultatifs représentant les Africains et les Européens**. Les proclamations de 1934 régularisent les lois et pouvoirs des tribus. Un **conseil consultatif euro-africain** est formé en **1951**, et la constitution de 1961 crée un conseil consultatif législatif. En juin **1964**, le **Royaume-Uni accepte** les propositions de **création** d'un **gouvernement autonome** élu démocratiquement au Botswana. La **constitution** de 1965 mène aux **premières élections générales** et à **l'indépendance**, le 30 septembre 1966. **Seretse Khama**, un chef de file du mouvement pour l'indépendance, est élu **premier président de la République** du Botswana. Réélu à deux reprises, il meurt en fonction en 1980. Depuis, le pays connaît un véritable régime démocratique.



Avec un PIB de 19 Mds USD et une population de 2,3 M habitants en 2018, le **Botswana** est une **petite économie**. Il s'agit d'un des cinq pays les plus riches d'Afrique sub-saharienne. Avec un taux de croissance annuel moyen de 5 % depuis le début des années 2010, le pays croît plus vite que la moyenne des économies d'Afrique sub-saharienne. Cette dynamique a été soutenue par un **cours du diamant élevé**, un **cadre institutionnel stable**, une **gouvernance solide** et une **politique budgétaire plutôt expansionniste**. Elle s'explique aussi par une bonne gestion de la rente diamantifère, illustrée par la création en 1994 d'un fonds souverain, le **Pula Fund**. L'**économie du pays** est largement **dépendante** du **secteur minier** (environ 30 % du PIB en moyenne ces dernières années) et notamment du diamant (80 % des exportations en moyenne et jusqu'à 90 % comme en 2017). Bien que les industries extractives soient l'atout majeur du pays, elles entretiennent parallèlement le sous-développement des secteurs agricole et manufacturier. C'est pourquoi le **nouveau gouvernement** affiche parmi ses priorités sa **volonté d'accélérer la diversification de la base productive du pays grâce à une politique économique visant à favoriser l'investissement privé**. Sur ce plan, on observe toutefois une montée en puissance du secteur du tourisme dont le poids dans le PIB est passé de 15 % en 2010 à près de 20 % en 2018. Sur le **plan social**, le pays souffre des mêmes maux que ses voisins : un **niveau élevé de pauvreté** (en dépit de progrès significatifs ces dernières années puisque 16,1 % de la population vivait avec moins de 1,9 USD par jour en 2018 contre 18,2 % en 2009), un **taux de chômage élevé** (environ 18 % de la population active) et des **inégalités parmi les plus importantes au monde** – avec l'Afrique du Sud et la Namibie.

Reposant sur des **valeurs démocratiques partagées**, la relation bilatérale est confiante et amicale. Elle a été **dynamisée par l'ouverture d'une ambassade à Gaborone**, en juillet 2000, à l'occasion de l'installation à Gaborone du siège de la SADC. Le chef de la mission diplomatique française est également le Représentant spécial de la France auprès de la SADC. **L'ouverture, en mars 2019, d'une ambassade du Botswana de plein exercice à Paris** (auparavant suivie depuis Bruxelles) atteste également de la solidité des liens unissant les deux pays. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté botswanaise en France est de 26 inscrits** en 2016 tandis que la communauté française au Botswana est au 31 décembre 2017, de **96 Français inscrits au registre dont 34 double-nationaux**.



Burkina Faso

République du Botswana



Nature du régime : République semi-présidentiel

Chef de l'Etat : Roch Marc Christian Kaboré

Premier ministre : Christophe Joseph Marie Dabiré



Superficie : 274 500 km²

Capitale (2019) : Ouagadougou (2,453 millions d'habitants)

Villes principales : Bobo-Dioulasso, Koudougou

Langues officielles : français

Monnaie : franc CFA, 1 Euro = 656,44 Franc CFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 11 décembre, commémorant la proclamation de la République en 1958.



Population (Banque mondiale, 2019) : 20,32 millions d'habitants

Espérance de vie à la naissance (Banque mondiale, 2018) : 61,2 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2018) : 2,8 %

Taux d'achèvement de l'école primaire (Banque mondiale, 2019) : 64,5 %

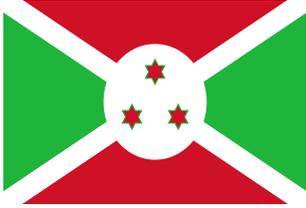
Religions : islam (1re religion du pays), christianisme, animisme

Comme pour tout l'ouest de l'Afrique, le **Burkina Faso** a connu un **peuplement très précoce**, avec notamment des **chasseurs-cueilleurs** dans la partie nord-ouest du pays (12 000 à 5 000 ans avant l'ère chrétienne), et dont des outils (grattoirs, burins et pointes) ont été découverts en 1973. La **sédentarisation** est apparue entre **3 600 et 2 600 avant l'ère chrétienne** avec des agriculteurs. **Avant la colonisation, le territoire actuel du Burkina Faso était partagé entre différents royaumes ou chefferies** : le Gurma, pays des Gurmantchés et des Bembas ; le Mossi, pays des Mossis ; le Gwiriko, pays des Bobo-Dioulas... En **1896**, le **royaume mossi** de Ouagadougou **devient un protectorat français**. En 1904, ces territoires sont intégrés à l'Afrique-Occidentale française au sein de la colonie du Haut-Sénégal et Niger. Le **premier président de la république** de Haute-Volta est **Maurice Yaméogo**. Le 4 janvier **1966**, le **lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana** le remplace au pouvoir après un soulèvement populaire. Le 25 novembre **1980**, un **coup d'État militaire** porte le **colonel Saye Zerbo** au **pouvoir**. Celui-ci est **renversé** en **1982** par un autre coup d'État militaire qui place le médecin commandant **Jean-Baptiste Ouédraogo** à la tête de l'État et le capitaine **Thomas Sankara** à la **tête du gouvernement**. Le capitaine **Blaise Compaoré** prend le **pouvoir** lors d'un **putsch** le 15 octobre **1987**. Le 30 octobre **2014**, **Blaise Compaoré** fait face à un **soulèvement populaire** contre son projet de modification de l'article 37 de la loi fondamentale limitant le nombre de mandats présidentiels, afin de se représenter en 2015. À la suite des émeutes, Blaise Compaoré **quitte le pouvoir**.



Pays enclavé, le Burkina Faso est **dépendant** de ses **voisins** : ses débouchés logistiques sont notamment les ports d'Abidjan (en Côte d'Ivoire, relié par rail avec Ouagadougou) et de Téma (au Ghana). Son **économie**, très **agricole** (30 % du PIB, 80 % des emplois), est **dépendante des précipitations**. L'adaptation au changement climatique est à cet égard un véritable enjeu sur lequel le pays est pionnier en Afrique, tout comme sur les énergies renouvelables (centrale solaire de Zagtouli). **L'or**, avec le **coton génère** près de **95 % des recettes d'exportation du pays**. Il est essentiellement exporté vers la Suisse et l'Inde. Le Burkina Faso reste un des premiers producteurs de coton d'Afrique (4e place en 2018-2019). Le Burkina Faso est engagé dans un effort de développement soutenu par les partenaires, notamment dans le cadre du **Programme d'urgence Sahel élargi**, adopté par le gouvernement pour la période 2017-2020. Ce programme est structuré autour de 4 axes d'intervention : (i) **prise en charge des défis sécuritaires**, (ii) **optimisation de la gestion des urgences sociales**, (iii) **renforcement de la présence de l'État**, (iv) **construction des bases de la résilience des populations et des territoires**. L'indice Doing Business sur la facilité des affaires est stable (151 sur 190 en 2020). Le pays est membre de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA).

La France entretient avec le Burkina Faso des **relations** historiquement **privilegiées**. En 2019, le Burkina Faso est le **12e client de la France** et le **29e fournisseur**. Le pays accueille une **cinquantaine de filiales d'entreprises françaises**. Au total, on estime à une centaine le nombre d'entreprises filiales ou à intérêts français. Les **investissements** des entreprises françaises sont concentrés sur les secteurs suivants : **agriculture, industrie alimentaire, construction, banques et assurances et services de communication**. Compte tenu des **enjeux de sécurité** dans la **zone sahélo-saharienne** et dans le pays et de l'engagement burkinabé dans les opérations de maintien de la paix, la France et le Burkina Faso entretiennent une **coopération** importante en **matière de sécurité et de défense**. Dans le cadre de l'opération Barkhane, lancée en août 2014, la France dispose d'un point d'appui à Ouagadougou. Elle appuie la montée en puissance du détachement burkinabé de la force conjointe du G5 Sahel. **L'Union européenne est le 1er bailleur multilatéral du Burkina Faso**. Cet appui se décline dans le fonds européen de développement (FED, 623 millions d'euros sur 2014-2020) et le Fonds fiduciaire d'urgence (FFU, alimenté par l'UE et certains États membres) destiné à lutter contre les causes profondes des migrations, créé suite au Sommet de La Valette en novembre 2015. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté française au Burkina Faso est de 3 695 Français inscrits** au registre en février 2020 tandis que la **communauté burkinabenne en France est de 6 700 Burkinabés en 2018**.



Burundi

République du Burundi



Nature du régime : république multipartite à régime présidentiel
Chef de l'Etat : M. Evariste Ndayishimiye



Superficie : 27 834 km²
Capitale : Gitega (depuis le 21 décembre 2018)
Villes principales : Bujumbura, Ngozi, Rumonge, Muyinga
Langues officielles : français, kirundi
Monnaie : Franc burundais, 1 Euro = 2 344,65 BIF
Fête nationale : La fête nationale se tient le 1er juillet, commémorant la proclamation de l'indépendance du pays est proclamée le 1962.



Population : 11,53 millions d'habitants
Espérance de vie à la naissance : 61 ans
Taux de croissance démographique : 3,18 %
Taux d'alphabétisation : 59,3 %
Religions : chrétienne (dont catholique 60 % et protestante 15 %), animiste (11 %), musulmane (2 %)

Les **premières traces archéologiques** d'un État burundais remontent au **XVI^e siècle** dans l'Est de ses frontières actuelles. À partir de **1903**, le Burundi fait partie de l'**Afrique orientale allemande**. Après la **Première Guerre mondiale**, le pays tombe dans le **giron** de l'Empire colonial **belge** qui **s'appuie** sur l'**aristocratie tutsi**. L'**indépendance** du pays est proclamée le 1^{er} juillet **1962**, et le roi **Mwambutsa IV** établit un **régime de monarchie constitutionnelle** qui sera **aboli** en **1966**. Le **pouvoir politique central reste un monopole Tutsi**. En 1987, 13 sur 15 gouverneurs de provinces sont Tutsi, et la totalité de l'armée aussi. » **Des heurts ont lieu entre Tutsis et Hutus dans les années 1960**. En **1972**, l'**insurrection des Hutus contre le régime dictatorial** du président Tutsi Micombero est durement réprimée, les massacres atteignent plusieurs dizaines de milliers de victimes chez les Hutus (estimation 100 000). Les conflits latents entre Tutsis et Hutus se poursuivent dans les années 1970 et 1980 et débouchent sur la **guerre civile burundaise en 1993**. Le Burundi a connu des violences qui ont fait **300 000 morts** et un **long processus de paix entre 1993 et 2006**. L'accord de **paix d'Arusha signé en 2000** a **permis la mise en place d'une république multipartite dans laquelle institutions et partis politiques doivent obligatoirement respecter des quotas entre communautés**. L'**Assemblée nationale est composée à 60 % de Hutu et à 40 % de Tutsi**. En 2015, le Burundi tombe en crise suite après l'annonce de la candidature du **Président Nkurunziza à un troisième mandat**. A l'issue d'**élections jugées non crédibles par les partenaires extérieurs**, le **Président Nkurunziza est réélu au premier**. Il **décide de ne pas se représenter en 2020** et **Evariste Ndayishimiye** est élu Président de la République du Burundi.



Le Burundi est l'un des **pays les plus pauvres au monde** avec un PIB par habitant de 280 USD (2019) et **plus des deux tiers de sa population** qui vit sous le **seuil de pauvreté**. Enclavé, le pays a connu **une croissance économique moyenne** de **+3,7 %** sur la décennie écoulée, presque intégralement amortie par la croissance démographique (+3,3 % en 2015, pour 11,55 millions d'habitants). La **population rurale** (90 %) vit d'une **agriculture de subsistance**. Le pays souffre structurellement d'une **économie peu diversifiée** et vulnérable aux conditions climatiques et aux variations des cours des marchés internationaux. La **crise politique et sécuritaire** résultant des élections de 2015 a **aggravé** cette **situation de fragilités structurelles**. Les secteurs source d'emploi et de croissance (agriculture, industrie de la bière) sont très fortement affectés par les mouvements de population, la hausse des prix et de la fiscalité et l'absence d'investissement. Les **priorités du gouvernement burundais en matière de développement** ont été formalisées dans le **Plan national de développement (PND) 2018-2027**, officialisé le 22 août 2018, qui reprend les grands axes développés par le « Cadre de lutte stratégique contre la pauvreté 2012-2015 » (CLSP) élaboré avec le système onusien. Celui-ci prévoit notamment de **renforcer l'industrialisation du pays, d'améliorer la formation des élèves et des étudiants** et de **mieux s'adapter aux changements climatiques**.

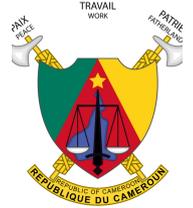


La **France** est le deuxième pays après la Belgique à avoir reconnu l'indépendance du Burundi en 1962. Elle a activement **soutenu** la **mise en œuvre de l'accord d'Arusha** et a poursuivi de même son appui aux institutions mises en place postérieurement. Depuis la **crise de 2015**, la **France** a toujours **plaidé** pour une **solution politique et pacifique entre Burundais**, avec l'appui de la région, dans le respect des accords d'Arusha et sur la base d'un dialogue burundais inclusif. En raison des liens étroits qui existent entre le Burundi, le Rwanda et la RDC, la réussite de la transition burundaise demeure un enjeu essentiel pour la stabilisation de la région des Grands Lacs, à laquelle la France est très attachée. Les **relations économiques** entre la France et le Burundi **restent de faible ampleur** : le **Burundi** est le **168^e partenaire commercial de la France** avec un total d'échanges estimé à 13,2 millions d'euros en 2018. Une **dizaine d'entreprises françaises sont présentes au Burundi**. Sogea Satom (BTP/construction, infrastructures) est la principale, avec dans une moindre mesure SDV (groupe Bolloré) et AGS (déménagements). La majorité des niches d'opportunités pour les entreprises françaises (**agriculture, hydroélectricité, infrastructures, tourisme**), en pleine restructuration depuis 2006, ont été fortement sinistrées suite à la crise politique. Le **Burundi** souffre d'un **manque d'investissement direct étranger (IDE)**. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté française au Burundi** est de **281 inscrits** au registre (2019).



Cameroun

République du Cameroun / Republic of Cameroon.



Nature du régime : République de type parlementaire dualiste et rationalisé

Chef de l'Etat : M. Paul Biya, Président de la République

Chef du gouvernement : M. Joseph Dion Nguté, Premier Ministre



Superficie : 475 442 km²

Capitale (2015) : Yaoundé (2,766 millions d'habitants)

Villes principales : Douala, Yaoundé, Bafoussam, Garoua, Maroua.

Langues officielles : français, anglais

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 655,96 XAF

Fête nationale : La fête nationale se tient le 20 mai, commémorant la naissance de la République unie du Cameroun. Le 20 mai 1972, le président de l'époque, Ahmadou Babatoura Ahidjo, avait organisé un référendum pour en finir avec le système fédéral. Les électeurs camerounais avaient largement approuvé.



Population (2017) : 24 millions d'habitants

Espérance de vie à la naissance (2016) : 58 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 2,6 %

Taux d'alphabétisation (2015) : hommes : 81,2% ; femmes : 68,9%

Religions : Christianisme (35-40%), Islam (15-20%), animisme (45%)

Avant la période coloniale, les habitants ne forment pas un seul groupe homogène et présentent plusieurs formes d'organisations sociales allant de royaumes structurés à des ethnies nomades. Aux anciens royaumes (**Bamoun, Bodjongo, Adamaoua, Garoua**) succède au **XIXe siècle** la colonie allemande qui place le **Cameroun sous protectorat**. À l'issue de la **Première Guerre mondiale**, le **Cameroun** est placé sous la **tutelle** de la **Société des Nations** et **confié** à l'**administration de la France pour sa partie orientale et du Royaume-Uni pour sa partie occidentale**. L'ancien mandat de l'ONU sous administration française accède à l'**indépendance** sous l'appellation de république du Cameroun le 1er janvier **1960**. Il est **rejoint** par la **Cameroun du Sud (partie du territoire sous administration britannique)** en **octobre 1961** pour former la république fédérale du Cameroun qui, le 20 mai **1972**, est **renommée république unie du Cameroun**, puis république du Cameroun en 1984. Comme pour la plupart des États d'Afrique, les frontières actuelles du pays résultent de la colonisation européenne qui a séparé des mêmes ethnies telles que les Fang-Beti qui se trouvent au Cameroun et au Gabon. Le **Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC)**, **parti du Président Paul Biya**, au **pouvoir depuis 1982**, a largement **remporté** toutes les **dernières élections**. Il a obtenu 148 des 180 sièges à l'assemblée nationale aux législatives de 2013 et 63 des 70 sièges de sénateurs en 2018 (les 30 autres sont nommés par le chef de l'Etat). Depuis **novembre 2016**, les **régions anglophones** du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun **connaissent** des **mouvements de contestation**, sur fond de revendication d'indépendance, qui ont pris une tournure de plus en plus violente. Les principaux leaders séparatistes sont en prison. Plus d'une centaine de membres des forces de l'ordre camerounaises et plusieurs centaines de civils auraient été tués depuis fin 2017.



L'économie camerounaise est la **plus diversifiée de la région**. Les **activités agricoles et forestières**, qui représentent **22,2 % du PIB** (2014) s'appuient à la fois sur les **cultures de rente** (cacao, café, banane, palmier à huile, canne à sucre, hévéa) et vivrières (banane plantain, maïs, manioc...). Le **secteur secondaire** représente **30,1 % du PIB**. Les **hydrocarbures** restent un **élément important de l'économie**. L'industrie couvre des secteurs variés (boissons, sucrerie, huilerie, savonnerie, minoterie, aluminium, ciment, métallurgie, première transformation du bois). Le **secteur des services** (47,8 % du PIB) est dominé par les **transports** (en particulier les ports), le **commerce**, la **téléphonie mobile** et les **services financiers**. Malgré cette diversification, l'**essentiel des exportations** (80%) **repose** sur des **produits non transformés**. Les **principaux partenaires commerciaux** du Cameroun sont l'**UE**, le **Nigéria** et la **Chine**. La croissance économique du Cameroun est passée de **2 % environ en 2009** à 5,9 % en 2015, 4,8 % en 2016, 3,5 % en 2017, et **3,8 % en 2018**. Depuis 2010, la moyenne de l'inflation est restée inférieure à 3 %. La dette publique camerounaise est passée de 9,7 % du PIB en 2008 à 36,9 % du PIB en 2018. Souhaitant mettre le Cameroun sur la **voie de l'émergence à l'horizon 2035**, les **autorités** ont lancé un **programme de grands projets structurants** qui visent à dynamiser l'économie.

Les **relations franco-camerounaises** sont **anciennes et denses**. Notre **coopération civile** est **importante et multiforme** (gouvernance, santé, éducation, infrastructures, développement rural, environnement, enseignement supérieur, recherche et culture). En 2017, les **exportations françaises** vers le Cameroun ont atteint **537 millions d'euros**, tandis que les **importations françaises** depuis le Cameroun se sont élevées à **476 millions d'euros**. Très diversifiée, la présence économique française au Cameroun est le fait d'une **centaine de filiales** et d'environ **200 entreprises** appartenant à des ressortissants français.

Depuis **2006**, notre **coopération** repose notamment sur le **contrat de désendettement et de développement (C2D)**. Le **troisième C2D** a été **signé** le 30 juin **2016** pour un montant de **611 M€ sur 8 ans** et se répartit selon les thématiques suivantes : **agriculture et développement rural** (182 M€), **infrastructures et aménagements urbains** (156,5 M€), **aide budgétaire** (185 M€, dont une partie sera consacrée au secteur de l'éducation)...

L'**Institut français du Cameroun**, avec ses deux sites à Yaoundé et Douala, **constitue l'outil privilégié de la coopération française** dans les **domaines culturel, linguistique, universitaire** et de **recherche**.

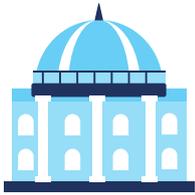
La France entretient avec le Cameroun une **importante coopération de sécurité et de défense**, qui porte essentiellement sur la formation, notamment dans le cadre d'écoles nationales à vocation régionale telles que l'Ecole supérieure internationale de guerre (ESIG) de Yaoundé.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté camerounaise** en France (personnes disposant d'un titre de séjour) est de **51 625 personnes en 2016** tandis que la **communauté française au Cameroun est de 6153 inscrits**.



Cap-Vert

République de Cabo Verde



Nature du régime : république présidentielle

Chef de l'Etat : Jorge Carlos Fonseca (depuis le 9 septembre 2011)

Chef du gouvernement : José Ulisses Correia e Silva



Superficie : 4 033 km²

Capitale (2017) : Praia (159 050 habitants)

Villes principales : Mindelo, Assomada.

Langues officielles : portugais

Langue courante : créole

Monnaie : Escudo cap-verdien, 1 Euro = 110,41 escudos

Fête nationale : La fête nationale se tient le 5 juillet, commémorant la proclamation de l'indépendance en 1975



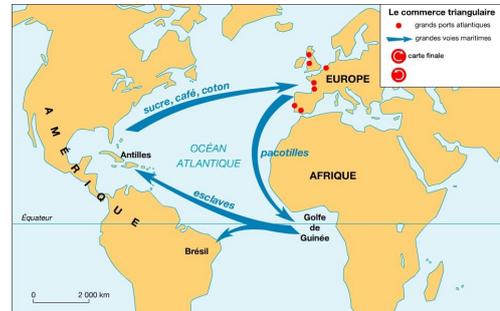
Population (2018) : 568 373 habitants

Espérance de vie (2018) : 72,7 ans

Taux d'alphabétisation : 85 %

Religions : catholicisme (92 %), protestantisme (7 %), islam (1 %)

Les îles étaient inhabitées avant l'arrivée des premiers explorateurs portugais en 1456. Première colonie européenne dans les tropiques, des esclaves venant du Sénégal, du Mali, de la Guinée, etc., elle sert de tête de pont à la traite des esclaves et au commerce triangulaire. Le Cap-Vert attire alors de nombreux corsaires et pirates, parmi lesquels Francis Drake vers 1580. Le naturaliste Charles Darwin visite également l'archipel en 1832. La colonie continue de croître au XIXe siècle en devenant une escale sur les routes maritimes menant aux Indes orientales et à l'Australie. Au cours du XXe siècle, plusieurs famines déciment la population. Le pays accède à l'indépendance en 1975 et devient membre de la CEDEAO l'année suivante. À cette époque, de nombreux Cap-Verdiens émigrent à l'étranger, constituant une diaspora supérieure en nombre à la population résidente du pays. La plupart des habitants se définissent aujourd'hui comme créoles.



L'archipel cap-verdien, isolé et disposant de très peu d'eau douce, est **largement dépendant de l'extérieur**. Son **PIB** (1,6Md\$ en 2016) est **dominé** par le **tourisme** et le **commerce d'importation**. Le secteur primaire (9 % du PIB) tend à se développer mais demeure loin de satisfaire les besoins domestiques : ne disposant que de 10 % de terres arables, le **Cap-Vert importe 85 % de ses besoins alimentaires**. L'industrie (19 % du PIB) est à la recherche de débouchés extérieurs pour des activités de sous-traitance (secteurs aéronautique et pharmaceutique notamment). Le **secteur des services** (72 % du PIB) est **porté** par le **tourisme** et les **services financiers**. Le Cap-Vert a su s'imposer comme l'un des pays les plus dynamiques de la région. Cet **essor** a néanmoins été **fortement obéré** par la **crise économique** et les **difficultés des principaux partenaires européens du pays** (en particulier Portugal et Espagne). La bonne tenue du secteur touristique a permis au pays d'échapper à la récession. Depuis 2009, la conjugaison de dépenses de soutien à l'activité économique et de recettes limitées par le ralentissement de la croissance s'est traduite par un déficit budgétaire important. En **2015**, la **dette publique** atteint **133 % du PIB**. Toutefois, cet endettement est jugé soutenable par le FMI et la Banque mondiale dans la mesure où il s'appuie sur des financements concessionnels de long terme et un flux toujours important d'entrées de devises.

La France et le Cap-Vert **entretiennent** des **relations suivies**, sur le plan bilatéral et via le partenariat spécial entre l'Union européenne et le Cap-Vert.

La **France est un partenaire commercial de second rang pour le Cap-Vert**. En 2016, les **exportations** françaises composées essentiellement de **produits électroniques et alimentaires** ont atteint 40 M€. Les **importations** françaises demeurent **symboliques**. La présence française est essentiellement le fait de particuliers qui créent leurs propres sociétés dans le secteur des services (gestion d'entreprises, tourisme...). Présente au Cap-Vert depuis son indépendance, l'Agence française de Développement (AFD) intervient dans les secteurs des infrastructures (équipements municipaux, eau, assainissement, électricité) et du crédit bancaire.

S'agissant de la **coopération militaire et de défense**, l'**appui** de la France se concentre sur l'**accompagnement des forces armées cap-verdiennes** dans leur volonté d'intégration régionale, en particulier au sein de la brigade en attente de la CEDEAO. Il se concrétise notamment par l'enseignement du français au profit des militaires, en s'appuyant sur les structures de la coopération civile. Les fréquentes escales de la Marine nationale sont par ailleurs l'occasion de formations.

La **francophonie progresse** également dans ce pays (**obligatoire** dès le **secondaire** depuis 2013). La **France** a de plus **rejoint** en 2018 la **Communauté des Pays de langue portugaise** (CPLP) et a donc rejoint le Cap Vert au sein de cette instance de dialogue.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté française au Cap-Vert est de 278 inscrits** au registre au 31 décembre 2017. On estime que **75 000 touristes français** ont visité ce pays en 2018.



Centrafrique

République centrafricaine



Nature du régime : épublique où le président de la République est à la fois chef de l'État, chef de l'exécutif et garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire. Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement qui comprend deux chambres l'Assemblée nationale et le Sénat.

Chef de l'Etat et du gouvernement : M. Faustin Archange Touadéra



Superficie : 623 000 km²

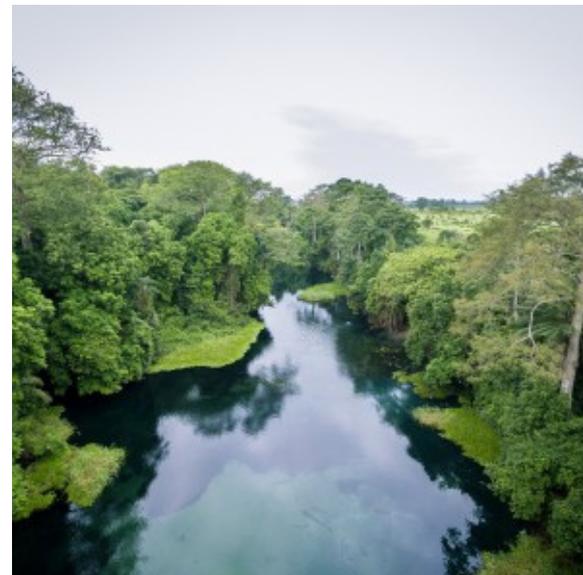
Capitale (2020) : Bangui (889 231 habitants)

Villes principales : Berbérati, Carnot

Langues officielles : français, sango.

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 656,85 Franc CFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 1er décembre; commémorant la date de la proclamation de la République en 1958.



Population (INED estimation 2018) : 4,6 millions d'habitants

Espérance de vie (INED estimation 2018) : 53,5 ans

Taux de croissance démographique : 19,8/1000 (INED 2018).

Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus) : 56,6 %

Religions : animisme, christianisme, islam.

Ce qui est **aujourd'hui** la **République** centrafricaine est **habitée** depuis des **millénaires** ; cependant, les **frontières actuelles** du pays ont été **établies par la France**, qui a **gouverné** le pays en tant que **colonie** à partir de la **fin du XIXe siècle**. Après avoir obtenu son **indépendance** de la France en **1960**, la République centrafricaine a été **dirigée** par une **série de dirigeants autocratiques**, y compris une tentative avortée de monarchie ; dans les années **1990**, les **appels à la démocratie** ont conduit aux **premières élections démocratiques multipartites en 1993**. Ange-Félix Patassé est devenu président, mais a ensuite été destitué par le **général François Bozizé** lors du coup d'État de 2003. La **guerre de Bush** en République centrafricaine a commencé en **2004** et, malgré un traité de paix en 2007 et un autre en 2011, la **guerre civile a repris en 2012**, perpétuant le mauvais bilan du pays en matière de droits humains, caractérisé par des abus généralisés et croissants de la part de divers groupes armés participants, tels que l'emprisonnement arbitraire, la torture et les restrictions sur la liberté de la presse et la liberté de mouvement.



Enclavée et tributaire de la voie fluviale Oubangui-Congo et des routes vers le Tchad et le Cameroun, la RCA **figure parmi les plus pauvres des pays les moins avancés**. La **crise** a fortement **affecté l'ensemble des secteurs économiques**, notamment en zone rurale, où l'insécurité a désorganisé ou anéanti les activités. L'activité économique **reprend lentement**, mais le PIB est loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant crise. La **production vivrière a connu une reprise**, mais celles de **café, de palmier à huile et de coton** ont atteint un **niveau dérisoire**. L'activité dans l'agroalimentaire, le commerce et le BTP croît, grâce, notamment, à la présence étrangère. La levée partielle de l'embargo sur les diamants et la relance de l'exploitation forestière ouvrent également de nouvelles perspectives. **Les finances publiques** se caractérisaient déjà avant la crise par une **trésorerie structurellement déficitaire, une capacité d'investissement très faible, une forte dépendance à l'aide budgétaire extérieure** et des **difficultés à assurer le service de la dette**. À partir de mars 2013, l'effondrement des recettes douanières et fiscales du pays a rendu d'autant plus importants les appuis de ses partenaires internationaux. Les recettes budgétaires ont crû sensiblement en 2015, sans permettre au gouvernement de financer le développement. Les dépenses sont globalement maîtrisées. Le FMI a approuvé en 2016 un nouveau programme (3 ans) basé sur le rétablissement progressif de l'économie.

La France est le **seul pays de l'Union européenne** à avoir une **ambassade à Bangui** (où l'UE dispose aussi d'une délégation). Forte de sa **relation ancienne et dense** avec la RCA, elle **continue de soutenir et d'accompagner** ses **autorités élues** dans leurs **efforts pour stabiliser et développer durablement le pays**. Au sein de l'UE, la **France** a été à **l'origine**, en juillet **2014**, avec l'Allemagne, les Pays-Bas et la Commission européenne, de la **création du premier fonds européen multibailleurs pour l'urgence et le développement**, le fonds « Bêkou », qui a rapidement permis l'adoption et la mise en œuvre de projets dans les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire, des infrastructures urbaines et de la relance économique et sociale. Il est aujourd'hui alimenté à hauteur de **226M€**.

Les **relations commerciales** entre la France et la RCA ont **souffert de la crise**. Les **échanges commerciaux** restent **modestes** et les **entreprises françaises peu nombreuses, mais** la France, qui dispose d'une présence ancienne et multisectorielle, reste le **premier investisseur en RCA**. En dépit des crises successives et de pertes financières parfois lourdes, on compte aujourd'hui plus d'une **vingtaine de sociétés françaises implantées en RCA** sur des secteurs structurants tels qu'Orange, Air France, Bolloré (logistique et transport fluvial), Total (stockage et distribution des produits pétroliers).

En vue de **protéger les populations civiles** face au cycle de très graves violences, la France a déployé à partir du 5 décembre **2013 l'opération Sangaris**, en appui à la MISCA. L'intervention française (qui a compté jusqu'à 2 000 hommes) s'est **effectuée** dans le **cadre** du mandat conféré par la résolution 2 127 du **Conseil de sécurité**. Sangaris a pris **fin** le 31 octobre **2016, mais des soldats français** participent à la **mission EUTM** et sont présents au **sein** de la **MINUSCA**.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté centrafricaine en France** est de **6 613 ressortissants** tandis que la **communauté française est de 802 inscrits** dont 60 % de binationaux



Comores

Union des Comores



Nature du régime : une république fédérale à régime présidentiel, multipartite et largement décentralisée

Chef de l'Etat et du Gouvernement : Azali Assoumani, depuis le 26 mai 2016, réélu le 27 mars 2019.



Superficie : 1 862 km²

Capitale (2011) : Moroni (54 000 habitants), Grande Comore

Villes principales : Moutsamoudou (Anjouan), Fomboni (Mohéli)

Langues officielles : comorien, français, arabe

Monnaie : franc comorien : 492,98 FC

Fête nationale : la fête nationale se tient le 6 juillet, commémorant l'indépendance du pays obtenu en 1975.



Population (Banque mondiale, 2018) : 832 322 habitants

Population vivant à l'étranger (Banque mondiale, 2015) : 562 000

Espérance de vie (Banque mondiale, 2017) : 64 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2018) : 2,2 %

Taux d'alphabétisation (en % de la population des 15-24 ans, selon l'UNICEF, 2008 - 2012) : 86 %

Religions : islam sunnite de rite chaféite (98 %, religion officielle), catholicisme (2 %), récent renouveau du chiisme

formé il y a environ **9 millions d'années**, l'archipel des Comores, d'**origine volcanique**, ne semble pas avoir connu de **présence humaine** avant le **VII^e siècle**, les mammifères en étant probablement absents à l'exception des roussettes. Les **VIII^e et IX^e siècles** voient les **premières installations humaines**. Il semble que les premiers habitants appartiennent déjà aux premiers peuples **swahilis**, caractérisés par une culture d'origine bantoue répandue sur l'ensemble des rivages de l'Afrique orientale de la Somalie au Mozambique, entretenant des relations encore mal connues avec les populations malgaches, d'origine austronésienne. Mayotte et Anjouan ont été occupées plus tardivement car les deux îles se différencient de l'ensemble des Comores par une évolution linguistique spécifique, et une influence malgache plus prononcée. Le **commerce maritime**, très **actif** dès cette époque, atteste de **contacts** avec le **Moyen-Orient** musulman, notamment la Perse, puis l'Oman. Les premières populations n'étaient vraisemblablement pas musulmanes, et ne se seraient islamisées que plus tard, au contact des marchands arabes. En **1453**, la **chute de Constantinople** ferme brutalement les routes commerciales qui reliaient l'Europe à l'Orient. S'ouvre alors l'**âge d'or du commerce maritime**, qui contourne l'Afrique pour atteindre l'Inde et la Chine : le **canal du Mozambique** se retrouve donc subitement au **cœur de la principale route commerciale au monde**, entraînant une importante période de prospérité pour les nombreuses îles et cités-États de l'aire culturelle swahilie. C'est alors **Anjouan** qui devient **l'île la plus prospère** de l'archipel, car plébiscitée par les marins : comme elle dispose de **trois côtes**, les marins sont sûrs de pouvoir s'y mettre à l'abri de n'importe quel vent, et les **mouillages** y sont **excellents** ; les **Portugais** en font rapidement une **relâche** incontournable dans la route des Indes, et **établissent** des relations commerciales avec la population. Mais cette **richesse s'accompagne** bientôt de **rivalités politiques** entre les quatre îles (on parle alors de « **sultans batailleurs** »), qui donnent lieu à de **nombreuses razzias et guerres ouvertes**. Le 25 avril **1841**, le **sultan** Andriantsoly, **considérant qu'il ne peut plus protéger son île presque entièrement dépeuplée par les guerres incessantes** (tous les villages sont alors abandonnés à l'exception de Dzaoudzi), **vend Mayotte à la France**, en échange d'une rente à vie et de l'autorisation d'élever ses enfants à la Réunion aux frais de la France. Il fait ensuite partie de l'**empire colonial français** au cours du XIX^e siècle, avant de devenir **indépendant** en **1975**. **Depuis** sa déclaration **d'indépendance**, le pays a connu plus de **20 coups d'État** ou tentatives de coups d'État, avec l'assassinat de plusieurs chefs d'État.



L'Union des **Comores** souffre de **fragilités structurelles** et la situation **économique** reste **précaire**. L'Union des Comores fait **partie** des pays les moins avancés (**PMA**), **42,4 % de la population** vivant en dessous du **seuil de pauvreté** (Banque mondiale, 2014). **L'économie** de l'archipel est très **peu diversifiée** et **repose** sur quelques secteurs d'activité, l'insularité et le déficit en infrastructures limitant fortement sa capacité à se diversifier : **L'agriculture** représente **33 % du PIB** (2017) mais repose sur trois produits principaux : vanille, girofle et ylang-ylang, qui représentent **70 % des exportations**. Ce secteur est vital pour le pays et occupe une très grande majorité de travailleurs informels. **L'industrie**, qui pèse uniquement **12 % du PIB**, est peu développée, ce qui s'explique par la crise du secteur de l'énergie constatée jusqu'à fin 2016 mais freine le développement. L'industrie comorienne reste principalement **constituée** de **petites activités manufacturières**. Les **services** représentent **55 % du PIB** ; ils correspondent principalement à des activités de commerce et d'hôtellerie-restauration. La situation monétaire des Comores, qui font partie de la zone franc, est maîtrisée. Toutefois, le secteur bancaire et financier y est encore peu développé.

La coopération française avec l'Union des Comores s'inscrit dans le cadre d'un Document cadre de programmation conjointe. Celui portant sur la période 2015-2020 prévoit une enveloppe totale de 135 M €. Leur mise en œuvre dépend cependant de la capacité à faire face aux nombreux handicaps dont souffre le pays : énergie, éloignement, transport maritime, sous-traitance, respect des contrats.

Le 27 septembre 2010, la France et l'Union des Comores ont signé un nouvel Accord de partenariat de défense qui a pour objectif de développer les capacités de l'armée comorienne et prévoit un volet de coopération dans le domaine de la sécurité maritime.

La France est également active en matière de coopération culturelle. Des alliances françaises sont présentes sur chacune des trois îles de l'Union des Comores (Grande Comore, Anjouan et Mohéli). Elles comptent plus de 3 000 inscrits aux cours de français.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté comorienne en France est estimée à 370 000 personnes, dont 123 000 à Mayotte tandis que la communauté française en Union des Comores est de 1957 inscrits sur les listes consulaires (novembre 2019), dont près de 64 % de binationaux.



Congo

République du Congo



Nature du régime : république multipartite à régime présidentiel

Chef de l'Etat : Denis Sassou N'Guesso (en fonction depuis 1997 ; élu en 2002, 2009, 2016)

Chef du Gouvernement : Clément Mouamba (nommé le 23 avril 2016)



Superficie : 342 000 km²

Capitale (2016) : Brazzaville (1,696 million d'habitant)

Villes principales : Pointe-Noire, Dolisie, Nkayi

Langues officielles : français

Langues nationales véhiculaires : lingala, kituba

Langues courantes : lari, téké, mbochi

Monnaie : franc CFA, 1 Euro = 655,84 FCFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 15 août, commémorant l'indépendance du pays obtenu en 1960.



Population (Banque mondiale, 2019) : 5,38 millions d'habitants

Espérance de vie (Banque mondiale, 2018) : 64,29 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2018) : 2,6 %

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : christianisme (90 %), islam, animisme

Avant la colonisation française, le territoire actuel du Congo était occupé par plusieurs entités politiques, parmi lesquelles le royaume de Loango (fondé entre le Xe et le XIIe siècle), le Kongo (fondé au XIIIe siècle) et le royaume Tio (fondé au XVIIe siècle). À la suite de plusieurs missions d'exploration, dont la plus notable reste celle de Savorgnan de Brazza (la capitale du pays porte aujourd'hui son nom), ce territoire est intégré au second empire colonial français à la fin du XIXe siècle. Après 70 ans de colonisation, il prend son indépendance en 1960, avec pour premier chef de l'État l'abbé Fulbert Youlou. Les deux décennies suivantes sont marquées par un grand nombre de tentatives de coup d'État, dont quatre réussissent (1963, 1968, 1977 et 1979). Le chef de l'État actuel est Denis Sassou-Nguesso ; il a été au pouvoir de 1979 à 1992, puis de 1997 à nos jours. En 1991, une conférence nationale souveraine est organisée dans le but de mettre fin au système du parti unique et d'installer la démocratie. À la suite de grandes grèves générales, le président Sassou-Nguesso cède et des élections sont organisées. Pascal Lissouba est élu président de la République en 1992 pour un mandat de 5 ans, dont la fin est marquée par une guerre civile l'opposant à Denis Sassou-Nguesso, qui reprend le pouvoir en 1997 et ne l'a pas quitté depuis.



L'économie congolaise, extrêmement dépendante des recettes issues des hydrocarbures (85 % des exportations et 63 % des recettes), pâtit de la chute des cours du pétrole depuis 2014. En dehors des industries extractives, essentiellement pétrolières, et d'un secteur tertiaire en croissance régulière, la part dans le PIB des autres secteurs (BTP, industrie manufacturière, agriculture et élevage) reste faible. Dans ce contexte, la situation des finances publiques s'est détériorée et la dette publique s'est accrue (87,8 % du PIB en 2020, pré-Covid). Si la croissance a redémarré en 2018 (+2 %), après s'être fortement repliée (-3,1 % en 2017), l'année 2019 s'est finalement soldée par une croissance négative avec -0,9 %. La pandémie de Covid-19 a ensuite durement impacté l'économie congolaise en 2020 (prévision de -7 %, selon le FMI). L'inflation, pour sa part, s'établit autour de 2,5 %. À l'issue d'un accord avec la Chine, obtenu en avril 2019, et de négociations avec le FMI, un programme de soutien triennal a été adopté le 11 juillet 2019, adossé à une Facilité élargie de crédit de 448,6 M USD. Cette étape a permis à d'autres bailleurs, tels que la Banque africaine de développement ou la France, d'apporter leur soutien au Congo. Depuis, le versement de la seconde tranche du programme a été suspendu. Dans le contexte de pandémie, le Congo est toutefois éligible à l'initiative de suspension du service de la dette, lancée par le G20 et le Club de Paris.

La France et le Congo ont des relations bilatérales denses et diversifiées. La France est l'un des principaux investisseurs au Congo, avec un stock d'investissements directs étrangers (IDE) de 3,9 Mds EUR en 2019. Bien que les échanges commerciaux déclinent depuis plusieurs années, le solde commercial est excédentaire pour la France. En 2018, le Congo a été le 2e excédent commercial de la France en Afrique centrale, derrière le Gabon, et le 3e importateur de produits français dans cette zone (derrière le Cameroun et le Gabon). Près de 200 entreprises françaises sont présentes au Congo, employant environ 15 000 personnes. Total est le premier opérateur pétrolier du pays (lancement en mai 2017 de l'exploitation d'un nouveau gisement off-shore – champ de « Moho-Nord » dont la production représente aujourd'hui 2/3 du pétrole extrait au Congo).

La coopération de sécurité et de défense porte essentiellement sur le conseil de haut niveau et la formation, en France ou dans les écoles nationales à vocation régionale (ENVR) africaines.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté congolaise en France est d'environ 35 000 résidents autorisés à séjourner en France tandis que la communauté française au Congo est d'environ 5 500 Français inscrits (février 2020).



République démocratique du Congo



Nature du régime : république constitutionnelle et, définie comme, démocratique représentative

Chef de l'Etat : Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo (depuis le 24 janvier 2019)

Chef du Gouvernement : Sylvestre Ilunga Ilunkamba (nommé le 20 mai 2019)



Superficie : 2 345 409 km²

Capitale : Kinshasa (11 millions d'habitants)

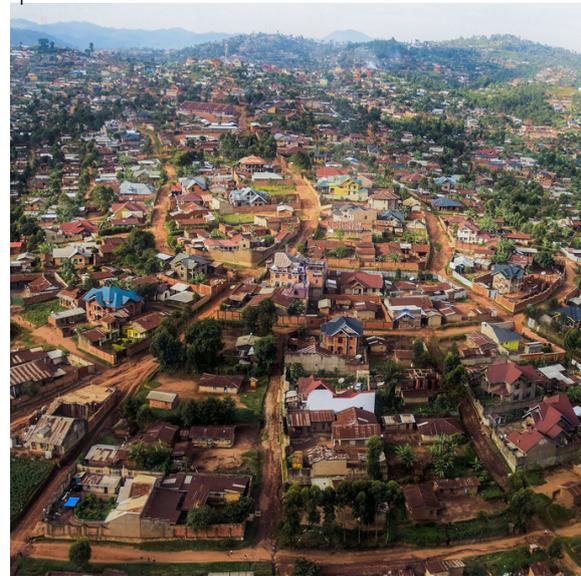
Villes principales : Lubumbashi (1,8), Mbuji-Mayi (1,7), Goma (1,1), Kananga (1,1), Kisangani (0,9), Bukavu (0,8)

Langues officielles : français

Langues courantes : lingala, kikongo, tshiluba et swahili

Monnaie : franc congolais, 1 Euro = 2 390,14 CDF

Fête nationale : La fête nationale se tient le 30 juin, commémorant l'indépendance du pays vis-à-vis de la Belgique en 1960.



Population (sEstimation Banque mondiale pour 2018) : 84 millions d'habitants

Espérance de vie (Banque mondiale, 2017) : 48,7 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2018) : +3,2 %

Taux d'alphabétisation (15 ans et plus) : 55 %

Religions : catholiques (40 à 50 %), protestants (40 à 50 %), musulmans (5 à 10 %), kimbanguistes (5 à 10 %)

Centré sur le bassin du Congo, le territoire de la RDC a été **habité** pour la première fois par des **butineurs centrafricains** il y a environ **90 000 ans** et a été atteint par l'**expansion bantoue** il y a environ **3 000 ans**. À l'ouest, le **royaume de Kongo** a régné autour de l'embouchure du fleuve Congo du **XIVe au XIXe siècle**. Au nord-est, au centre et à l'est, les royaumes d'Azande, de Luba et de Lunda ont régné des XVIe et XVIIe siècles au XIXe siècle. Dans les **années 1870**, juste avant le début de la ruée vers l'Afrique, l'**exploration européenne** du bassin du Congo a été menée, d'abord dirigée par **Henry Morton Stanley** sous le **parrainage** de **Léopold II** de Belgique. Léopold a officiellement **acquis les droits sur le territoire du Congo** à la Conférence de Berlin en 1885 et a déclaré la terre **sa propriété privée**, la nommant État libre du Congo. Pendant l'État libre, son unité militaire coloniale, la **Force publique**, a **forcé la population locale à produire du caoutchouc**. De 1885 à 1908, des millions de Congolais sont morts des suites de la maladie et de l'exploitation. En **1908**, **Léopold**, malgré ses réticences initiales, **céda le soi-disant État libre à la Belgique**, ce qui en fit le Congo belge. Le Congo a obtenu son **indépendance** de la Belgique le 30 juin **1960** sous le nom de République du Congo. Le nationaliste congolais **Patrice Lumumba** a été élu **Premier ministre**, tandis que Joseph Kasa-Vubu est devenu le **premier président**. Après l'indépendance, le pays a connu de très **importante crise politique** (Moïse Tshombe et le Katanga, le coup d'état de Mobutu Sese Seko...) et la seconde guerre du Congo entre 1998 et 2003, faisant plus de 5 millions de morts.



Les **années 2000** ont connu un **redémarrage de l'économie** congolaise. Cette reprise **tenait à l'amélioration** des **conditions de sécurité** dans le pays, mais surtout à un **appui massif des bailleurs de fonds**. Les indicateurs macro-économiques se sont toutefois **détériorés** en **2009**, en raison de l'impact de la **crise financière internationale** sur le prix des matières premières, qui a touché de plein fouet l'industrie minière (cuivre, cobalt, zinc, diamants), un des principaux vecteurs de croissance de la RDC. Le **taux de croissance** est passé de **9,5 % en 2014** à **2,4 % en 2016**, pour remonter à **4,3 % pour 2018**.

La **France** est **mobilisée** depuis de nombreuses années pour **garantir le respect** de la **souveraineté** et de **l'intégrité territoriale** de la **RDC** et **permettre un règlement** de la **crise** dans la région des Grands Lacs.

La **balance commerciale** bilatérale est traditionnellement **favorable** à la **France**, avec des flux en augmentation progressive (+100 % entre 2009 et 2014). Les **exportations** françaises sont concentrées dans les domaines suivants : **équipements mécaniques** (30 %), **produits pharmaceutiques** (28 %), produits agricoles et agro-alimentaires (24 %). Les **importations** françaises (qui représentent 1 % des exportations congolaises) sont elles aussi constituées pour l'essentiel de **produits agricoles et agro-alimentaires** (77 %).

La **coopération** française est **riche** et **variée**. Elle se concentre sur les **domaines de l'éducation**, de la **protection de l'environnement** et de la **biodiversité**, et de la **santé**. En matière de culture et de francophonie, la **France dispose** en RDC de **quatre antennes de l'Institut français** : à Kinshasa, à Lubumbashi, à Bukavu, à Goma ; d'un réseau de plusieurs « Alliances françaises », avec le statut d'associations de droit local ; ainsi que de deux lycées français : René Descartes conventionné par l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger, et le lycée Blaise Pascal de Lubumbashi.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté congolaise en France est de 66 492 personnes en 2016 tandis que la communauté française en RDC est de 2 612 inscrits au registre.



Côte d'Ivoire

République de Côte d'Ivoire



Nature du régime : République à régime présidentiel

Chef de l'Etat : M. Alassane Dramane Ouattara (né le 1er janvier 1942)

Chef du Gouvernement : M. Amadou Gon Coulibaly



Superficie : 322 463 km²

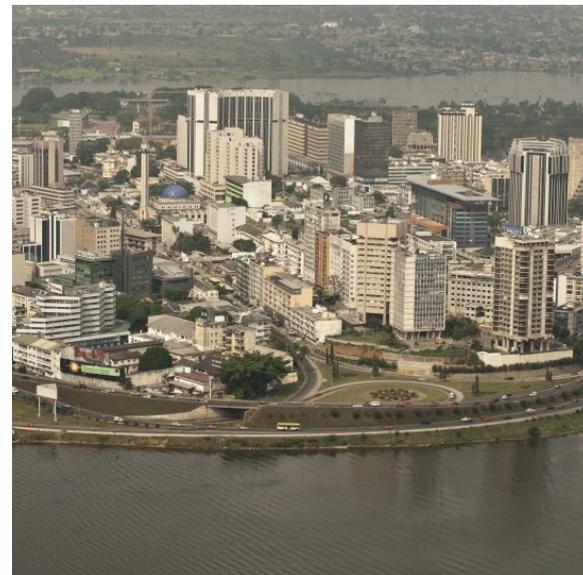
Capitale (2014) : Yamoussoukro (212 670 habitants)

Villes principales : Abidjan, Bouaké, San Pedro, Gagnoa, Korhogo, Daloa

Langues officielles : français

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 655,51 FCFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 7 août, commémorant l'indépendance du pays vis-à-vis de la France en 1960.



Population (FMI, 2019) : 26,27 millions d'habitants dont 25 % d'étrangers

Espérance de vie (Banque mondiale, 2017) : 57 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2018) : 2,6 %

Taux d'alphabétisation (Banque mondiale, 2018) : 47 %

Religions : islam : 42 %, christianisme : 34 %, animisme : 4 %, sans religion : 19 %, autres religions : 1 %

avant sa colonisation par les Européens, la Côte d'Ivoire abritait plusieurs États, dont Gyaaman, l'Empire Kong et Baoulé. La région est devenue un protectorat de la France en 1843 et a été consolidée en tant que colonie française en 1893 au milieu de la ruée européenne pour l'Afrique. Elle accéda à l'indépendance en 1960, dirigée par Félix Houphouët-Boigny, qui dirigea le pays jusqu'en 1993. Relativement stable par rapport aux normes régionales, la Côte d'Ivoire a établi des liens politiques et économiques étroits avec ses voisins ouest-africains tout en maintenant des relations étroites avec l'Occident, en particulier la France. La Côte d'Ivoire a connu un coup d'État en 1999 et deux guerres civiles, d'abord entre 2002 et 2007 et de nouveau en 2010-2011. Une nouvelle constitution, approuvée par référendum le 30 octobre 2016, est entrée en vigueur. Elle prévoit que le président de la République soit élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Il choisit un Vice-président qui est élu en même temps que lui. L'investiture d'Alassane Ouattara, en mai 2011, met un terme à une décennie de crise et marque le retour à la normale. Le président Ouattara a été réélu en 2015 avec 83,66 % des suffrages exprimés. La réconciliation nationale n'est pas encore achevée. Une nouvelle dynamique s'était toutefois enclenchée avec l'annonce le 6 août dernier par le président de la République d'une ordonnance portant amnistie de 800 Ivoiriens poursuivis ou condamnés pour des infractions en lien avec la crise postélectorale de 2010 ou des infractions contre la sûreté de l'État commises après 2011. Un des paramètres de la réconciliation nationale est la normalisation des relations entre les deux acteurs de la crise de 2010-2011, le Front populaire ivoirien (FPI) et le RHDP. Le dialogue a progressé (libération de prisonniers), de même que le traitement judiciaire de la crise : Simone Gbagbo a été libérée suite à la mesure d'amnistie prise en 2018 ainsi que plusieurs autres cadres du FPI.



La Côte d'Ivoire, qui dispose de solides atouts économiques, est une puissance sous-régionale. Elle possède des infrastructures héritées des deux décennies du « miracle ivoirien » (1960-1980) : 2e port d'Afrique subsaharienne, important réseau routier, aéroport international récemment agrandi. Dans le secteur agricole le pays est le 1er producteur de cacao au monde avec plus de 35 % du marché. Il figure aux tout premiers rangs africains pour plusieurs autres productions agricoles d'exportation (caoutchouc, noix de cajou, coton, café, palmier à huile, banane, ananas, cola). Le secteur secondaire est dominé par le raffinage de pétrole brut, le BTP et la transformation agroalimentaire. Le secteur tertiaire (47 % du PIB) est fortement dominé par les activités bancaires, les transports, la distribution ainsi que les TIC, dont la téléphonie mobile (cinq opérateurs). Le pays assure son autosuffisance énergétique grâce à l'exploitation depuis quelques années de gisements de gaz et de pétrole ; ils lui ont permis d'exporter de l'électricité et des produits pétroliers dans la sous-région. Avec une croissance de 8,6 % par an en moyenne depuis 2012, la Côte d'Ivoire vise à accéder au rang d'économie émergente en 2020. D'autre part, la Côte d'Ivoire doit encore relever de nombreux défis, notamment dans le domaine de la lutte contre la corruption et de l'amélioration de l'environnement des affaires, afin de retrouver pleinement son statut de moteur de la croissance économique régionale.

A l'issue du scrutin d'octobre 2010, en conformité avec la position des Nations unies, des organisations africaines et de la communauté internationale, la France a reconnu M. Alassane Ouattara comme président légitime de Côte d'Ivoire et appelé M. Laurent Gbagbo à céder pacifiquement le pouvoir. Elle a soutenu les efforts diplomatiques de la communauté internationale et de médiation de l'Union africaine et de la CEDEAO. Conformément à la résolution 1975, elle est intervenue, sur demande du Secrétaire général des Nations unies au président de la République, en soutien des forces de l'ONUCI pour la neutralisation des armes lourdes utilisées par les forces de M. Laurent Gbagbo contre les populations civiles et les forces de l'ONU. La France, au travers de la Force Licorne, est intervenue pour protéger de très nombreux ressortissants français et d'autres nationalités à Abidjan, accueillant plus de 5000 personnes sur sa base de Port-Bouët. Celle-ci abrite depuis janvier 2015 les forces françaises de Côte d'Ivoire (FFCI), composée de 950 hommes, qui constitue une base opérationnelle avancée en Afrique de l'Ouest. L'élection du Président Ouattara a permis d'ouvrir une nouvelle page de la relation franco-ivoirienne. Le président Macron s'est rendu en Côte d'Ivoire dans le cadre du sommet UE-UA en novembre 2017. Il s'agissait de son premier déplacement en Afrique. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté ivoirienne en France est de 70 000 personnes en 2019 tandis que la communauté française est de 18 424 inscrits au Consulat au 31 décembre 2018 et environ 3 000 non enregistrés, soit près de 22 000 au total.



Djibouti

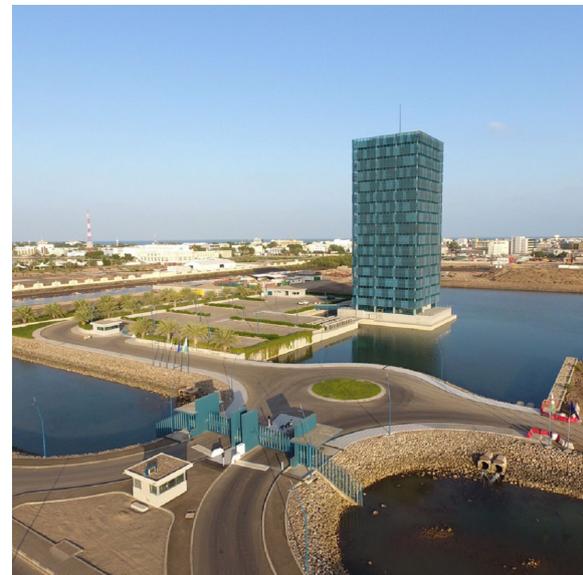
République de Djibouti



Nature du régime : république semi-présidentielle
Chef de l'Etat : Ismail Omar GUELLEH (1999, 2005, 2011, 2016)



Superficie : 23 200 km²
Capitale : Djibouti (570 000 habitants)
Villes principales : Ali Sabieh 25 000, Dikhil 21 000, Arta 12 000, Tadjoura 13 000
Langues officielles : français, arabe
Langues courantes : somali, afar
Monnaie : Franc djiboutien, 1 Euro = 215,53 Franc djiboutien
Fête nationale : La fête nationale se tient le 27 juin, commémorant l'indépendance du pays vis-à-vis de la France en 1977.



Population (2017, Banque mondiale) : 1 000 000 d'habitant
Espérance de vie (Banque mondiale, 2016) : 62 ans
Taux de croissance démographique (estimation 2014) : 2 %
Taux d'alphabétisation des adultes (2015) : 54,5 %
Religions : Islam (96 %)

Dans l'antiquité, le territoire avec l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie faisait partie du **pays de Punt**. À proximité, Zeila, maintenant en Somalie, était le siège des **sultanats médiévaux d'Adal** et d'**Ifat**. À la fin du **XIXe siècle**, la **colonie du Somaliland français** a été **établie** à la suite de traités signés par les sultans au pouvoir Dir Somali et Afar avec les Français et son **chemin de fer jusqu'à Dire Dawa** (et plus tard Addis-Abeba) l'a permis **remplacer** rapidement **Zeila** comme **port du sud de l'Éthiopie et l'Ogaden**. Il a été par la suite **rebaptisé Territoire français des Issas en 1967**. Une **décennie plus tard**, le peuple **Djiboutien** a **voté pour l'indépendance**. Cela a officiellement marqué la création de la République de Djibouti, du nom de sa capitale. L'État souverain a rejoint les Nations Unies la même année, le 20 septembre 1977. Au début des **années 1990**, les **tensions** sur la **représentation gouvernementale** ont conduit à un **conflit armé**, qui s'est terminé par un **accord de partage du pouvoir** en **2000** entre le parti au **pouvoir** et l'**opposition**.



Le pays est **handicapé** par la **faible disponibilité des ressources en eau**, l'**insécurité alimentaire**, le **déficit énergétique**, la **faiblesse des capacités institutionnelles** et l'**absence de diversification économique**. Mais Djibouti **présente l'intérêt stratégique d'être situé sur le détroit de Bab-el-Mandeb**, un des **corridors maritimes les plus fréquentés au monde** qui contrôle l'accès à la Mer rouge, ce qui a conduit le **gouvernement djiboutien** à poursuivre un modèle de croissance **centré sur le développement des infrastructures** (ports, chemins de fer). Le président IOG espère transformer ainsi son pays en un **centre pour le transit des minerais et marchandises avec l'Éthiopie** et vise à en faire également un **hub numérique**. Ces **chantiers** sont en très grande partie **financés par la Chine**. Le risque d'un surendettement à l'égard de la Chine est important (deux tiers de la dette extérieure djiboutienne seraient détenus par la Chine).

Djibouti et la **France** sont restées **proches** depuis **l'indépendance**. Djibouti est un **îlot francophone** de la Corne de l'Afrique. Le français est avec l'arabe l'une des deux langues officielles du pays et les autorités conservent un fort attachement à la francophonie, considérée comme le principal fait générateur de l'identité nationale de Djibouti.

Le **Traité de coopération en matière de défense** entre la France et Djibouti a été signé le 21 décembre **2011** à Paris. Il est entré en vigueur le 1er mai 2014. La France **réaffirme**, par ce traité et la **clause de sécurité** qu'il comprend, son **attachement à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République de Djibouti**. Le traité **fixe** les **facilités opérationnelles** accordées aux **forces françaises stationnées**, qui constituent notre plus importante base militaire à l'étranger (environ 1 450 hommes).

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté djiboutienne en France** est de **2 209 personnes** en 2017 tandis que la **communauté française à Djibouti** est de **4 339 inscrits** dont 1 014 binationaux



Égypte

République arabe d'Égypte



Nature du régime : république semi-présidentielle

Chef de l'Etat : Abdel Fattah Al Sissi (depuis le 8 juin 2014)

Chef du Gouvernement : Moustapha Madbouli



Superficie : 1 002 000 km²

Capitale : Le Caire (22 millions d'habitants)

Villes principales : Alexandrie (4,1 millions d'habitants), Port-Saïd, Assiout, Louxor, Assouan

Langues officielles : arabe

Monnaie : Livre égyptienne, 1 Euro = 19,09 LE

Fête nationale : La fête nationale se tient le 23 juillet, commémorant la révolution des officiers libres du 23 juillet 1952



Population (2019) : 100,4 millions d'habitants

Espérance de vie (2018) : 71,8 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 2 %

Taux d'alphabétisation (2019) : 80,8 %

Religions : islam sunnite ; christianisme (environ 10 % de Coptes)

L'Égypte a l'une des **histoires les plus longues de tous les pays**, faisant remonter son **héritage** le long du delta du Nil aux **VI^e et IX^e millénaires avant notre ère**. Considérée comme un **berceau de la civilisation**, l'Égypte ancienne a **connu** certains des premiers **développements** de **l'écriture**, de **l'agriculture**, de **l'urbanisation**, de la **religion** organisée et du **gouvernement central**. Ils ont créés des **monuments** tels que la **nécropole de Gizeh** et son grand sphinx, ainsi que les **ruines de Memphis**, Thèbes, Karnak et la **vallée des rois**, reflètent cet héritage et demeurent un important centre d'intérêt scientifique et populaire. Le long et riche héritage culturel de l'Égypte fait partie intégrante de son **identité nationale**, qui a **subi** et souvent **assimilé** diverses **influences étrangères**, notamment **grecque, perse, romaine, arabe, ottomane turque** et **nubienne**. L'Égypte était un **centre précoce** et **important** du **christianisme**, mais a été largement **islamisée** au **septième siècle** et reste un pays à prédominance musulmane, bien qu'avec une minorité chrétienne significative. L'**Égypte moderne** remonte à **1922**, lorsqu'elle a obtenu son **indépendance** de l'**Empire britannique** en tant que **monarchie**. À la suite de la **révolution de 1952**, l'Égypte s'est déclarée **république** et, en **1958**, elle a **fusionné** avec la **Syrie** pour former la **République arabe unie**, qui s'est **dissoute** en **1961**. Tout au long de la **seconde moitié du XX^e siècle**, l'Égypte a enduré des **conflits sociaux et religieux** et une **instabilité politique**. plusieurs **conflits armés** avec **Israël** en 1948, 1956, 1967 et 1973, et occupant la bande de Gaza par intermittence jusqu'en 1967. En **1978**, l'Égypte a **signé les accords de Camp David**, se retirant officiellement de la bande de Gaza et reconnaissant Israël. Le pays continue de faire face à des défis, des troubles politiques, y compris la **récente révolution de 2011** et ses **conséquences**, au **terrorisme** et au **sous-développement économique**.



Le **PIB** de l'Égypte, le **deuxième d'Afrique**, était d'environ 303 mds \$ en 2018/19. Il résulte d'une **économie diversifiée, structurée** autour des **secteurs manufacturier** (16%), **immobilier et construction** (16%), **commerce de gros et de détail** (14%), **agricole, forestier & pêche** (11%) et **extractif** (10%). Le **secteur public** occupe une **place prépondérante** dans l'économie, représentant **31% de l'activité** et **56% des investissements** (tout secteur public confondu). L'**Armée** est également un **acteur économique important**, y compris dans le domaine civil. L'Égypte **bénéficie** traditionnellement des **revenus de quatre rentes** : **les transferts de la diaspora** (21 mds\$ / an en moyenne depuis 2013/14), le **tourisme** (jusqu'à 12 mds\$ par an avant la révolution de 2011, les revenus sont tombés à 3,8 mds\$ en 2015/16 et ont significativement augmenté depuis pour atteindre 12,6 mds\$ en 2018/19), **les redevances d'utilisation du Canal de Suez** (5,7 mds\$ en 2018/19). A cela s'ajoute les **ventes d'hydrocarbures** (11,6 mds\$ en 2018/19) et une balance énergétique redevenue excédentaire en 2018/19 (8 M\$ d'excédent symbolique) après cinq années de déficit, qui représentent 41% des exportations. A la suite de la **modernisation de son économie** au milieu des **années 2000**, l'Égypte a **connu** des **taux de croissance record** (7% entre 2005 et 2008) qui s'est **stabilisé** autour d'un taux de **3,5%**. En 2018/19, seul 11% du budget a été consacré aux dépenses d'investissement. Seulement **croissance** est **insuffisante** pour absorber de façon inclusive les quelques **700 000 jeunes qui rejoignent chaque année le marché du travail** et **réduire** de façon durable la **pauvreté** (32,5% des égyptiens vivaient sous le seuil de pauvreté en 2018 - fixé à 1,4\$ par jour par les autorités - contre 27,5% en 2015)

Les **relations** bilatérales franco-égyptiennes sont **fondées** sur des **relations historiques denses d'amitié** et de **confiance**, qui se sont fortement développées depuis quatre ans, dans tous les domaines.

La **France** est un **partenaire économique de premier plan de l'Égypte**. D'après les douanes françaises, les échanges commerciaux entre la France et l'Égypte ont enregistré en 2019 une augmentation de 22 % allant 3 Mds €. La **présence économique française** en Égypte - composée de **160 filiales** qui **emploient** plus de **50 000 personnes** - s'est également récemment renforcée. Les **entreprises françaises bénéficient** de **positions fortes** sur les secteurs porteurs de l'économie égyptienne : **industrie, eau et assainissement, agro-industrie, équipements électriques, pharmacie, distribution, exploitation d'hydrocarbures, tourisme et infrastructures**. La signature de contrats emblématiques pour nos entreprises confirme régulièrement la qualité de la relation économique franco-égyptienne. Dans le secteur des transports, le **métro du Caire est un projet phare de la coopération bilatérale**, avec une importante participation des entreprises françaises, notamment grâce à un soutien financier français exceptionnel (plus de 2 milliards d'euros de financements concessionnels depuis 1980). Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté égyptienne en France est estimée à 15 000 personnes tandis que 5 872 Français immatriculés et 394 étrangers (enfants ou conjoints de Français) vivent en Égypte.



Érythrée

Etat d'Erythrée



Nature du régime : république à régime présidentiel à parti unique

Chef de l'Etat : M. Issayas Aferworki (ou Afwerki)



Superficie : 117 600 km²

Capitale (2020) : Asmara (963 000 habitants)

Villes principales : Massaoua, Assab, Keren

Langues officielles : tigrinya, arabe, anglais

Langues courantes : tigré, kunama, afar, bilen, saho, nara et autres langues couchitiques

Monnaie : Nakfa, 1 Euro = 18,1979 Nfk

Fête nationale : La fête nationale se tient le 24 mai, commémorant l'anniversaire de la proclamation de l'Indépendance en 1993



Population : inconnu

Espérance de vie : 65 ans

Taux de croissance démographique : inconnu

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : Musulmans sunnites 50% ; Chrétiens orthodoxes 30% ; Catholiques 13% ; Autres 7% (Protestants, Adventistes du Septième Jour, Témoins de Jéhovah)

Le **royaume d'Axoum**, couvrant une grande partie de l'**Érythrée moderne** et du **nord de l'Éthiopie**, a été **établi** au cours du **premier** ou du **deuxième siècle après J.-C.** Il a **adopté le christianisme** vers le milieu du **quatrième siècle**. À l'époque **médiévale**, une **grande partie de l'Érythrée** tomba sous le **royaume de Medri Bahri**, une région plus petite faisant partie du Hamasien. La **création de l'Érythrée moderne** est le résultat de l'**incorporation de royaumes indépendants et distincts** (par exemple, Medri Bahri et le sultanat d'Aussa) qui a finalement **abouti** à la formation de l'**Érythrée italienne**. Après la **défaite de l'armée coloniale italienne** en **1942**, l'**Érythrée** a été **administrée** par l'**administration militaire britannique** jusqu'en **1952**. Suite à la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, en **1952**, l'**Érythrée se gouvernerait avec un parlement érythréen local**, mais pour les **affaires étrangères et la défense**, elle entrerait dans un **statut fédéral avec l'Éthiopie** pour une période de **10 ans**. Cependant, en **1962**, le gouvernement **éthiopien** a **annulé le parlement érythréen** et a officiellement **annexé l'Érythrée**. Le mouvement sécessionniste érythréen a organisé le **Front de libération érythréen** en **1961** et a **mené la guerre d'indépendance érythréenne** jusqu'à ce que l'Érythrée obtienne son **indépendance de fait** en **1991**. L'Érythrée a obtenu son **indépendance de jure** en **1993** après un **référendum sur l'indépendance**.



L'**Érythrée** fait partie des **pays les moins avancés (PMA)** et ne **bénéficie pas d'une croissance économique significative**. Le PIB du pays est estimé à **2,2 Md\$**. Le secteur des services dispose du poids le plus important dans l'économie en raison des activités de commerce liées au positionnement géographique du pays. Le **secteur primaire** est très **peu développé** en raison des faibles ressources agricoles et, s'il emploie **70% de la population**, il ne représente moins de **15%** du PIB. Le **secteur industriel** représente quant à lui **22% de l'économie** et repose sur l'industrie extractive : le pays **dispose d'importantes ressources de cuivre, d'or, de minerai de fer, de nickel, de granite et de potasse**. Le **secteur privé** est **quasi-inexistant** en Érythrée notamment en raison d'un environnement des affaires très difficile. Le **déficit budgétaire s'est élevé en moyenne à 10% du PIB** au cours des dernières années en raison de ressources domestiques extrêmement faibles (moins de **14%** du PIB). Cela contribue à accroître la **dette publique** qui s'élève en **2019** à près de **267% du PIB** selon les estimations de la Banque Mondiale. Le **niveau de l'aide publique au développement** reçue par l'Érythrée est relativement **faible** pour un PMA. Les deux principaux donateurs sont le **Fonds mondial** et la **Commission européenne** (au titre du 11ème FED, **200M€** ont été programmés pour la période 2014-2020, sans pour autant qu'aucun décaissement n'ait pu se faire jusqu'à présent). Un projet de rénovation des routes en Érythrée, à hauteur de **20 M€** a récemment été voté via le Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) de l'Union européenne.

Les **relations franco-érythréennes** se sont **développées** à partir d'**août 1992** avec la visite de Bernard Kouchner, alors Ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, qui fut le **premier ministre européen à se rendre en Érythrée après la fin de la guerre d'indépendance**. Ce déplacement a été **suivi de la visite en France d'Issayas Afewerki** en mai **1994**, première visite officielle du Président érythréen dans un pays européen. Un **canal de dialogue** a depuis été **maintenu** avec l'Érythrée grâce à la présence d'une **ambassade de France à Asmara**.

Les **échanges commerciaux** entre la France et l'Érythrée sont extrêmement **limités**. Les **exportations** françaises sont composées d'**équipements industriels et agricoles** ainsi que de **produits chimiques et cosmétiques**. Nos **importations** d'Érythrée sont composées à **98% de gomme arabique érythréenne**. De la même façon, les **seuls investissements français** en Érythrée datent de l'installation de **Total** en **1994**, sur la **branche Marketing & Services**, qui est le **second opérateur du marché avec 46% de parts de marché** derrière le libyen Tamoil.

Notre **coopération culturelle** repose sur l'**Alliance française d'Asmara**, **seul acteur culturel non érythréen du pays**.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté érythréenne en France est inconnue** (mais **peut être estimée à plusieurs milliers de personnes**) tandis que **12 Français vivent là-bas**.



Eswatini



Royaume d'Eswatini (anciennement royaume du Swaziland)



Nature du régime : monarchie absolue

Chef de l'Etat : Roi Mswati III

Chef du gouvernement : Ambrose Mandvulo Dlamini
(depuis le 29/10/2018)



Superficie : 13 363 km²

Capitale (2015) : Mbabané (61 940 habitants)

Villes principales : Manzini, Lobama, Siteki

Langues officielles : swati, anglais

Monnaie : Lilangeni (rattaché au rand sud-africain), 1 Euro = 18,08 SZL

Fête nationale : La fête nationale se tient le 6 septembre, commémorant la date de l'indépendance en 1968.



Population (2018) : 1,136 million d'habitants

Espérance de vie à la naissance (2018) : 59 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 1,8 %

Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans (2018) :
95,5 %

Religions : christianisme 80 %, croyances traditionnelles 18 %, islam 2 %.

Bien que des **restes d'occupations par des humains** datant de **plus de 100 000 ans** aient été trouvés en Eswatini, la **population actuelle**, composée de **pasteurs**, s'y **installe** uniquement au **XIXe siècle**, dans des **hauts-plateaux**, dans le cadre des guerres qui opposent les Ndwandwe aux Ngwane. Une **guerre** oppose, en **1815**, les **Ngwane-Dlamini** du roi **Sobhuza Ier** aux **Ndwandwe** menés par **Zwide**. En conflit pour les terres de la vallée de la Pongola, Zwide repousse les Ngwane vers le nord ; ils se réfugient sur les hauts-plateaux de ce qui deviendra l'Eswatini. **À la mort de Sobhuza**, son fils **Mswazi** lui **succède** ; c'est à ce **moment** que le peuple Ngwane-Dlamini prend le nom de **Swazi**. Un peu plus tard, les premiers Blancs commencent à pénétrer dans cette région. Après la **Seconde guerre des Boers**, l'Eswatini **devient une colonie britannique** sous le nom de **Swaziland**. **L'indépendance** est accordée au pays le 6 septembre **1968**. C'est **Sobhuza II** qui est à la tête de cette **monarchie**. L'Eswatini reste membre du Commonwealth et intègre l'ONU. En avril **1973**, jugeant la **constitution rédigée** par les **Britanniques**, et faisant de ce **pays une monarchie constitutionnelle**, en **inadéquation** avec les **traditions swazies**, **Sobhuza II dissout le parlement** (le Libandla) élu, et **abolit cette Constitution**, s'appuyant pour ce faire sur une armée privée qu'il a formée et équipée en secret. Ceci lui permet de **s'arroger les pleins pouvoirs**. À partir de ce moment, les **partis politiques sont interdits**. **L'Eswatini devient une monarchie absolue de fait depuis 1973 et de droit depuis 1978.**



La **baisse des cours du sucre**, la **difficile situation fiscale**, la **baisse des revenus douaniers** perçus dans le cadre de la SACU (Southern African Custom Union) et l'**accumulation d'arriérés au secteur privé ont entraîné une baisse de la croissance économique** (+2 % en 2018). Des **problématiques d'ordre structurel impactent également l'économie** (complexité de la régulation, prévalence du VIH de 27,3 % (2018) qui impacte la disponibilité de la main d'œuvre). L'Eswatini est de fait classé 112/190 dans le classement Doing Business et le pays conserve un **fort niveau de pauvreté** (63 %) avec des **inégalités de revenus importantes** et un **taux de chômage de 41 %**.

Les **relations politiques** sont **bonnes mais modestes**.

Le **roi** a effectué une **visite officielle à Paris en 1999** et a **participé aux Sommets Afrique-France de Cannes** (février 2007) et **Nice** (Juin 2010). En 2013, le Premier ministre Sibusiso Barnabas Dlamini a représenté le roi, au sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique. Le Premier ministre était présent au sommet Afrique-France de Bamako mi-janvier 2017.

L'agroalimentaire (cane à sucre en particulier), les **énergies renouvelables**, les **mines** (charbon, or, diamants), sont des **secteurs qui intéressent nos entreprises**.

Notre **action bilatérale**, quoique **limitée**, est **appréciée**. **L'Alliance française de Mbabane est active dans les domaines linguistique et culturel**. C'est un **lieu culturel de référence** en Afrique australe, à l'**origine du Festival MTN Bushfire, un des plus grands festivals au monde**. Au plan **multilatéral**, l'action de la France est significative à travers le **FED** (qu'elle finance à hauteur de 17,8 % sur la période 2014-2020) mais aussi le **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**, pour lequel la France est le **deuxième contributeur** après les États-Unis.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté swazie en France est de 9 personnes** tandis qu'il **semble qu'aucun français n'habite là-bas**.



Éthiopie

République fédérale démocratique d'Éthiopie



Nature du régime : République fédérale

Chef de l'Etat : Roi Mswati III

Chef du gouvernement (poste honorifique) : Mme Sahle-Work Zewde (depuis le 25 octobre 2018)

Premier ministre (chef de l'exécutif) : M. Abiy Ahmed Ali (depuis le 2 avril 2018)



Superficie : 1 104 300 km²

Capitale : Addis Abeba (3 352 000 habitants)

Villes principales : Debre Zeit, Nazareth, Baher Dar, Dire Dawa, Mekele

Langues officielles : amharique, anglais, arabe, oromo (langue régionale officielle), tigrinya (langue régionale officielle)

Langues courantes : somali, gurage, sidamo, hadiyya

Monnaie : le birr éthiopien, 1 Euro = 47,85 ETB

Fête nationale : La fête nationale se tient le 28 mai,, commémorant le renversement du dictateur Mengistu Haile Mariam et la chute du gouvernement militaire provisoire de l'Éthiopie socialiste (gouvernement du « Derg ») en 1991.



Population (2018) : 108 millions d'habitants

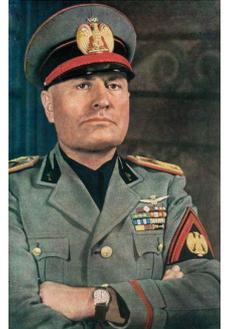
Espérance de vie (2017) : 65 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 2,8 %

Taux d'alphabétisation (2017) : 39 %

Religions : Orthodoxes 43,5 % ; Musulmans 33,9 % ; Protestants 18,6 % ; Animistes 2,6 %, Catholiques 0,7 % ; autres 0,7 %

certaines des **preuves squelettiques** les plus **anciennes** ont été **trouvées** en **Ethiopie**. Il est considéré comme la **région à partir** de laquelle les **humains modernes** se sont d' **abord dirigés vers le Moyen-Orient et les endroits au-delà**. Selon les linguistes, les premières populations de langue afro-asiatique se sont installées dans la région de Corne pendant l'ère néolithique qui a suivi. Remontant ses racines au **deuxième millénaire avant J.-C.**, le système gouvernemental **éthiopien** a été une **monarchie pendant la majeure partie de son histoire**. La **littérature orale** raconte que la **monarchie** a été **fondée** par la **dynastie salomonienne de la reine de Saba**, sous son premier roi, **Menelik Ier**. Dans les premiers siècles, le royaume d'Axoum a maintenu une civilisation unifiée dans la région. Au cours de la **ruée vers l'Afrique de la fin du XIXe siècle**, **l'Éthiopie et le Libéria** ont été les deux **seuls pays à avoir préservé leur souveraineté de la colonisation à long terme par une puissance coloniale européenne**, et de nombreuses nations nouvellement indépendantes du continent ont adopté les couleurs de son drapeau. Pendant cette période, **l'Éthiopie a établi ses frontières modernes par une vaste conquête de territoires à l'est, à l'ouest et au sud**. L'Éthiopie était le premier membre africain indépendant de la Société des Nations et des Nations Unies. Le **pays a été occupé par l'Italie en 1936** et est devenu l'Éthiopie italienne dans le cadre de **l'Afrique orientale italienne**, jusqu'à sa **libération** pendant la **Seconde Guerre mondiale**. Au cours de la **domination italienne**, le **gouvernement a aboli la pratique séculaire de l'esclavage**, et **l'urbanisation n'a cessé d'augmenter**. En **1974**, la **monarchie éthiopienne** de longue date sous Haile Selassie a été **renversée** par le **Derg**, un **gouvernement militaire communiste** soutenu par l' Union soviétique. En **1987**, le Derg a **établi la République démocratique populaire d'Éthiopie**, qui a été **renversée en 1991** par le **Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien**, qui est **depuis** lors la **coalition politique au pouvoir**.



La **croissance éthiopienne** connaît depuis une dizaine d'années une **augmentation** de l'ordre de **10 % par an**. Le PIB par habitant a ainsi doublé, **contribuant à un recul significatif de la pauvreté**. Le modèle de développement et de croissance de l'Éthiopie **repose essentiellement** sur la **demande intérieure** et plus particulièrement sur **l'investissement public** (23 % du PIB) dans les **infrastructures** (barrage de la Renaissance sur le Nil bleu, ligne ferroviaire Addis-Abeba – Djibouti) et les **parcs industriels**. La **croissance du pays s'est accompagnée de réels efforts** en terme de **développement humain et social** : 70 % de ses dépenses consacrés à des programmes sociaux et de réduction de la pauvreté (-15 points en 10 ans) ; augmentation de l'espérance de vie (+10 ans sur la dernière décennie). **L'économie** éthiopienne doit néanmoins faire face à des **faiblesses conjoncturelles** (sécheresse, chute des cours du café et baisse de la croissance chinoise) mais **surtout structurelles** : la pauvreté, un secteur privé peu développé et peu diversifié ; rigidités institutionnelles, environnement des affaires encore peu rassurant, des ressources domestiques encore faibles, une situation extérieure fragile (surévaluation de la monnaie nationale, politique monétaire peu flexible, réserves internationales faibles, besoins de financements extérieurs importants).

La **visite du Premier ministre éthiopien** en France en octobre **2018** et celle du **Président de la République** en Éthiopie les 12 et 13 mars **2019**, ont permis de **rehausser** considérablement la **qualité de la relation bilatérale**. Ces visites ont également permis de mettre en avant les **trois domaines de coopération privilégiés** pour les années à venir : **économique, militaire et culturel**.

Les **relations** entre la France et l'Éthiopie se sont **densifiées** au cours des cinq dernières années. En 2018, le **commerce bilatéral** entre les deux pays s'est élevé à **655 M€**. Le **solde commercial** est structurellement **excédentaire** pour la **France** (580 M€ en 2018). En 2018, les **exportations** françaises se sont principalement concentrées sur deux secteurs : **matériels de transport et produits pharmaceutiques**. Les importations françaises en provenance de l'Éthiopie sont en baisse continue depuis 2015. Elles se concentrent à **81 % sur les produits agricoles** (essentiellement du café brut). Au début de l'année **2019**, **57 entreprises françaises** étaient **présentes** en Éthiopie, **employant** près de **4 900 personnes**.

Dans le **domaine culturel**, la France a pris pour **engagement** d'appuyer la **rénovation** et la **mise en valeur des églises rupestres de Lalibela**.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté éthiopienne en France** est d'environ **3 000 personnes** tandis que **1 051 Français habitent en Éthiopie**.



Gabon

République gabonaise



Nature du régime : république à régime parlementaire

Chef de l'Etat : Roi Mswati III

Chef du gouvernement : Ali Bongo Ondimba



Superficie : 267 667 km²

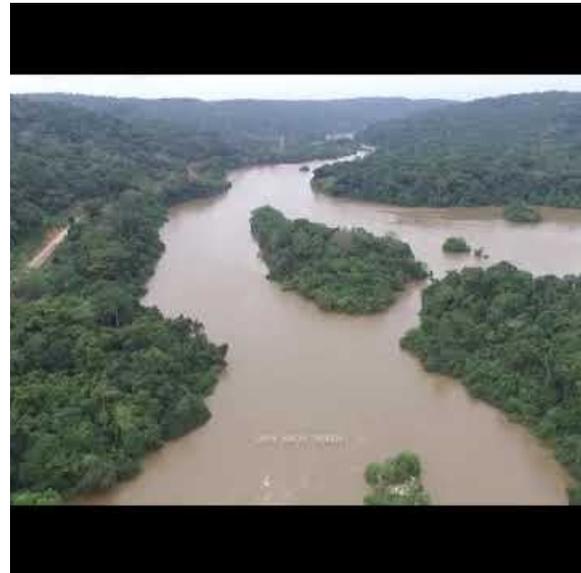
Capitale (2013) : Libreville (703 940 habitants)

Villes principales : Port-Gentil, Franceville

Langue officielle : Français

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 656,96 FCFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 17 août 1960, commémorant l'acte de la colonisation par la France. L'indépendance fut proclamée par le Premier Ministre Léon Mba, alors favorable non pas à l'indépendance mais à la départementalisation du Gabon refusée par De Gaulle. Candidat unique, il fut élu président de la République l'année suivante.



Population (Banque mondiale, 2018) : 2,1 millions d'habitants

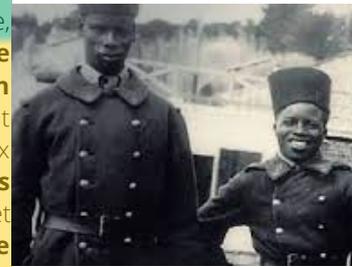
Espérance de vie (OMS, 2018) : 66,5 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale) : 2,60 %

Taux d'alphabétisation (Banque mondiale, 2018) : 85 %

Religions : christianisme (85 %), islam, animisme

La **grande vague migratoire des Bantous** a atteint le Gabon à une date encore mal déterminée : peut-être vers le **XIe** ou le **XIIe siècle**. Les **migrations** se sont **poursuivies** jusqu'au **XIXe siècle**. **Autrefois**, le Gabon était une **zone active sur le plan économique**, notamment grâce au commerce qui empruntait les voies d'eau vers l'intérieur des terres. Le **royaume du Loango** aurait été **fondé** au **XIVe siècle**, dans le sud du Gabon actuel. Au **XVe siècle**, le **Loango** tomba sous la **tutelle** de son puissant voisin, le **Kongo**. Il ne s'en libéra qu'au XVIIe siècle, lorsque les Portugais s'emparèrent du Kongo. Les **premiers navigateurs portugais atteignirent l'embouchure du Gabon en 1472**. Le Portugais Diogo Cam, le premier, explora la côte gabonaise en 1484. Le nom de **Gabon viendrait du portugais gabão** (qui a **donné en français le mot caban**), vêtement porté par les marins et dont la forme ressemblerait à l'estuaire du fleuve. Au XVIIe siècle, les Portugais durent abandonner le terrain aux Hollandais. Les **Britanniques et les Français se joignirent ensuite aux échanges que la traite des esclaves rendait très fructueux**. Au XIXe siècle, celle-ci atteignit son apogée dans la région. Des produits de la forêt intéressaient les Européens : en premier lieu le caoutchouc puis le bois. En **1839, Bouët-Willaumez signa une convention avec un chef mpongwé, Rapontchombo**, dit «le roi Denis», **consacrant la présence française** sur la rive gauche de l'estuaire du Gabon. En **1849, ils fondèrent Libreville**, «village de liberté» pour les esclaves libérés des bateaux clandestins. En **1891, le Gabon fut détaché des Établissements français du golfe de Guinée**. Les décrets de 1903, 1906 et surtout 1910 constituèrent le Gabon et l'A-EF (Afrique-Équatoriale française). Libreville perdit son rôle de chef-lieu de l'Afrique centrale française au profit de Brazzaville. Le **référendum de 1958 sur la Communauté française reçut 92 % de «oui»** et, le **17 août 1960, le Gabon accéda à l'indépendance et devint une république autonome**.



Classé par les institutions internationales comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Gabon présente une **économie de rente peu diversifiée fondée sur l'exploitation des matières premières**. L'activité **pétrolière** représentait, jusqu'en 2014, **40 % du PIB et plus de 85 % des recettes d'exportation**. Après avoir atteint un plancher en 2006, la production pétrolière s'est stabilisée à environ 230 000 barils/jours et son déclin est annoncé, les **espoirs se tournant désormais vers l'exploitation en off-shore profond**. Les trois principaux producteurs sont Perenco, Total et Shell. Le **secteur minier** représente un **autre axe de développement**. Le **manganèse est la principale ressource minière exploitée par la Comilog** (groupe ERAMET, France) et CITIC (Chine). Le **bois** constitue également une **ressource naturelle importante**.

Le Gabon et la France **entretiennent** une **relation** marquée par des **échanges étroits**. La **coopération** civile entre la France et le Gabon est **dense** (éducation, environnement, recherche scientifique etc.).

Avec une **part de marché de 26 %**, la France est le **premier fournisseur du Gabon**, devant la Belgique et la Chine. Les **importations** françaises **concernent** le secteur des **hydrocarbures** (55 % des importations) mais également la **filière du bois** et le **manganèse**. On compte **110 entreprises françaises** au Gabon, qui génèrent quelque **14 000 emplois** et réalisent un chiffre d'affaires évalué à 3,23 Mds €.

Afin de **soutenir** le programme « **Gabon vert** », la **France a signé en 2008 un accord de conversion de dette** (60,4 M € intérêts compris), **intégralement affecté à la gestion durable des écosystèmes forestiers et au développement de l'économie de la filière bois/forêt**. L'accord a notamment permis le financement d'un plan de lutte contre le braconnage des éléphants et d'un projet de surveillance satellitaire développé par l'agence gabonaise d'études et d'observations spatiales.

Dans le **domaine de la coopération culturelle**, il y a l'**Institut français du Gabon**. Il œuvre à la valorisation de la culture française et développe des partenariats avec les acteurs de la vie artistique locale

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté française au Gabon est de 8 512 personnes**.



Gambie

République de Gambie



Nature du régime : république, régime présidentiel
Chef de l'Etat : Adama BARROW



Superficie : 11 295 km²
Capitale (2013) : Banjul (31 301 habitants)
Villes principales : Brikama, Bakau, Farafenni, Serrekunda
Langue officielle : anglais.
Langues courantes : wolof, mandingue, fula, jola, serere.
Monnaie : Dalasi, 1 Euro = 62,62 Dalasi
Fête nationale : La fête nationale se tient le 18 février, commémorant la proclamation de l'indépendance, en 1965.



Population (2016) : 2 millions d'habitants (dont la moitié à Banjul)
Espérance de vie (Banque Mondiale, 2015) : 61 ans
Taux de croissance démographique : 1,05 %.
Taux d'alphabétisation des plus de 15 ans (Banque mondiale, 2015) : 55,6 %
Religions : Islam (85 %), christianisme et religions traditionnelles (15 %)

La Gambie partage des racines historiques avec les autres pays d'Afrique de l'Ouest qui ont connu la pratique de la traite des esclaves. Le commerce des esclaves est à l'origine de la mise en place et de la tenue d'une colonie sur le fleuve Gambie ; d'abord par les Portugais, époque au cours de laquelle le pays s'appelle « A Gâmbia », et plus tard par les Britanniques. En 1965, la Gambie obtient son indépendance du Royaume-Uni. Depuis son indépendance, la Gambie a eu trois dirigeants : le président Dawda Jawara, qui a gouverné le pays de 1970 à 1994 avant que Yahya Jammeh prenne le pouvoir lors d'un coup d'État en tant que jeune officier de l'armée. Le 1er décembre 2016, Adama Barrow gagne l'élection présidentielle mais le président sortant, Yahya Jammeh, ne reconnaît pas sa défaite. Une délégation de la CÉDÉAO (dont la Gambie est un État membre) a tenté de régler la situation pacifiquement, mais à l'issue de l'échec des négociations, le 19 janvier 2017, l'armée sénégalaise est intervenue en Gambie, à la suite du vote d'une résolution de l'organisation des Nations unies (ONU). Le soir du 21 janvier 2017, Yahya Jammeh décide, sous la pression de l'ONU et des pays voisins, de quitter la Gambie, et de s'exiler en Guinée équatoriale. Cette décision permet désormais à Adama Barrow d'exercer le pouvoir.



La Gambie, PMA imbriqué dans le territoire sénégalais, couvre une étroite bande de 15 à 25 km de part et d'autre du fleuve éponyme. Le secteur agricole représente 27,5 % du PIB et emploie 70 % de la population active. Le secteur secondaire ne représente que 15,5 % du PIB. Le secteur des services représente 57,1 % du PIB, alimenté par les NTIC, notamment la téléphonie mobile. Le tourisme, en majorité britannique et allemand, représente 19 % des services et constitue le premier poste de salariés déclarés en Gambie. Selon le FMI, le déficit budgétaire a été ramené de 9,8 % du PIB en 2016 à 3,9 % en 2017. Le nouveau gouvernement a dénoncé des détournements massifs de fonds par le régime Jammeh, notamment au niveau des entreprises publiques, qui ont épuisé les recettes de l'État et entraîné des chocs budgétaires importants. Les résultats provisoires de l'audit actuellement en cours au sein de l'administration estiment ces détournements à au moins 4 % du PIB par an depuis 2014. Cela a renforcé la nécessité de renflouer des fonds d'entreprises publiques par le biais d'emprunts supplémentaires, ce qui a conduit à l'augmentation significative de la dette publique à 123,2 % du PIB en 2017. Cette augmentation est aussi en partie due à une accélération en 2017 des projets d'investissement. Depuis le rétablissement de la stabilité politique, les organismes et partenaires internationaux de développement ont engagé des soutiens substantiels à l'économie gambienne. Les autorités ont engagé dès leur arrivée l'élaboration d'un plan de développement (National Development Plan 2018-2021), présenté aux bailleurs en amont de la conférence de Bruxelles (22 mai 2018).

Les relations commerciales entre la Gambie et la France demeurent modestes. Les importations françaises sont constituées exclusivement de produits agroalimentaires (arachide et produits dérivés), tandis que les exportations concernent principalement des biens d'équipement et des biens intermédiaires. Les entreprises françaises sont peu présentes en Gambie. Total dispose d'un réseau de stations-services. Castel a repris en 2009 une unité de production de bière et de boissons non alcoolisées. CFAO conserve une concession automobile. La coopération culturelle franco-gambienne a pour objectif principal de promouvoir le bilinguisme en Gambie dans une perspective d'intégration régionale. En effet, si la langue officielle de la Gambie est l'anglais, le français y tient une place importante compte tenu de la situation géopolitique de ce pays. Le bilinguisme anglais-français étant perçu comme facteur de développement économique, les autorités gambiennes en ont fait un objectif de leur politique d'éducation. L'école française de Banjul compte une centaine d'élèves dont une vingtaine de Français. Seul « centre culturel » étranger en Gambie, l'Alliance française de Banjul constitue le pilier de notre action culturelle dans le pays. Fondée en 1949, elle dispose d'une bibliothèque de plus de 3 000 ouvrages, d'une médiathèque et d'un centre de ressources pédagogiques mis gratuitement à la disposition des enseignants de français. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté gambienne en France est estimée à plusieurs milliers de personnes tandis que 139 français sont inscrits au consulat honoraire de Gambie.



Ghana

République du Ghana



Nature du régime : république, régime présidentiel
Chef de l'Etat : Nana Akufo-Addo (né le 29 mars 1944)



Superficie : 238 537 km²
Capitale (2013) : Accra (2 291 352 habitants)
Villes principales : Kumasi, Sekondi-Takoradi, Tamale
Langue officielle : anglais.
Langues courantes : Asante (Twi), Ewe, Fante, Boron, Dagomba, Dangme, Dagarte, Kokomba, Akyem, Ga, Haussa
Monnaie : cedi, 1 Euro = 7,07 GHS
Fête nationale : La fête nationale se tient le 6 mars, commémorant la proclamation de l'indépendance, en 1957.



Population (Banque mondiale, 2019) : 30,4 millions d'habitants
Espérance de vie (Banque Mondiale, 2018) : 63,78 ans
Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2019) : 2,2 %
Taux d'alphabétisation (Perspective Monde, 2018) : 79,4 %
Religions (Ghana Statistical Service, 2012) : Christianisme 71,2 % (Pentecôtisme 28,3 %, Protestantisme 18,4 %, Catholicisme 13,1 %, autres 11,4 %), Islam 17,6 %, traditionnelles 5,2 %, sans religion 5,3 % (

premier État permanent sur le territoire du Ghana actuel remonte au **XIe siècle**, l'**État de Bono**. De nombreux royaumes et empires ont émergé au cours des siècles, dont les plus puissants étaient le **Royaume de Dagbon** et l'**Empire Ashanti**. À partir du **XVe siècle**, l'**Empire portugais**, suivi par de nombreuses autres puissances européennes, contesta la zone pour les droits commerciaux, jusqu'à ce que les **Britanniques** établissent finalement le **contrôle** de la **côte** à la **fin du XIXe siècle**. Après plus d'un siècle de résistance indigène, les **frontières actuelles** du Ghana suivent les lignes de ce qui était quatre **territoires coloniaux britanniques distincts** : Gold Coast, Ashanti, les Territoires du Nord et le Togoland britannique. Ceux-ci ont été **unifiés** en tant que **dominion indépendant** au sein du **Commonwealth des Nations** le 6 mars **1957**. Le pays tente après son **indépendance** de **diversifier** son **économie** et de **réduire** sa **dépendance extérieure** avec le **développement** d'une **industrie lourde**. Une série de grands projets est lancée, tels que le **barrage de la Volta** pour produire de l'électricité afin de soutenir les nouvelles industries. Un **port en eau profonde** est construit à Tema notamment afin de développer un programme d'exportation de l'aluminium. En **politique extérieure**, le Ghana est à l'**initiative** de conférences à visées **panafricanistes**, réunissant tant des délégations d'États indépendants que d'organisations anticolonialistes. **Élu en 2000** à la suite de Jerry Rawlings, **John Kufuor**, membre du **Nouveau Parti patriotique** avait été **réélu** pour un second mandat en décembre **2004**. Le 28 décembre **2008**, au terme d'une élection présidentielle très disputée et unanimement saluée pour son caractère démocratique rarissime sur le continent, le candidat du Congrès démocratique national (Ghana), **John Atta Mills**, devient le **nouveau président du pays**. À la suite du **décès du président en exercice** le 24 juillet **2012**, le **vice-président John Dramani Mahama** lui succède à la **tête de l'État**. Depuis **2017**, **Nana Akufo-Addo** est **président** de la République.



Avec un **PIB de 67,0 Mds USD**, le Ghana **représente la 2e économie de la CEDEAO**, derrière le géant nigérian mais devant la Côte d'Ivoire. L'économie ghanéenne **repose** sur l'**exploitation de matières premières** (or, pétrole, cacao) et les **activités de service** qui s'y **adossent**. Après une période de **ralentissement** de la **croissance** entre **2014** et 2016 entraînée par la chute des cours des matières premières, le **dynamisme économique** ghanéen a **repris** en 2017. Le Ghana a **connu** l'un des **taux de croissance** les **plus élevés** au monde en **2019** (6,5 %) **mais** la crise économique engendrée par le **COVID-19** a entraîné une **révision à la baisse des perspectives** du FMI, qui prévoit dorénavant une croissance de 1,5% pour l'année 2020. Encore peu diversifiée, l'économie ghanéenne **présente** une **forte dépendance** au cours des **matières premières**. Elle est aussi l'une des **économies les plus endettées d'Afrique** sub-saharienne : sa dette représentait 63,2 % de son PIB en 2019, détenue à plus de 60% par des investisseurs non-résidents.

La **relation bilatérale** a connu une **nouvelle étape** avec la **visite** historique du président de la République française, Emmanuel **Macron**, au **Ghana** en novembre **2017** (première visite d'un chef d'État français), venu **illustrer** la **vision renouvelée des relations** entre la France et ses partenaires africains. Le **discours** du président français a reçu un **écho favorable** auprès du **Président ghanéen, francophone et francophile**, promoteur d'un développement plus responsable, non tributaire de l'aide internationale, et d'un renforcement de la francophonie au Ghana. Le **Président ghanéen Nana Akufo-Addo**, s'est ensuite **rendu** en **France** juillet 2019 & les deux chefs d'État ont convenu **d'approfondir** la **coopération** entre la France et le Ghana en **matière de sécurité et de défense**, et ce, plus particulièrement dans **la lutte anti-terroriste**. Le Président ghanéen s'est aussi engagé à soutenir l'ancrage du Ghana dans son espace francophone et renforcer le statut de la langue française dans son pays. Depuis **2013** se tient **une fois par an** un **dialogue politique bilatéral** au niveau des secrétaires généraux des deux ministères des Affaires étrangères. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté ghanéenne** en France est de **25 000 personnes** (pas de distinction faite entre résidents Ghanéens et binationaux Franco-ghanéens) tandis que **1 226 français** sont **inscrits** au **consulat** de Ghana.



Guinée

République de Guinée



Nature du régime : république, régime présidentiel
Chef de l'Etat : Président Alpha Condé



Superficie : 245 857 km²
Capitale (2014) : Conakry (1,66 million habitants)
Villes principales : Kindia, Kankan, Nzérékoré, Labé
Langue officielle : Français.
Langues courantes : peul, malinké, soussou
Monnaie : Franc guinéen, 1 Euro = 12 480,91 Franc guinéen
Fête nationale : La fête nationale se tient le 2 octobre, appelé le Jour de l'Indépendance commémorant la déclaration d'indépendance de la république en 1958



Population (FMI 2019) : 13,63 millions d'habitants
Espérance de vie (Banque Mondiale, 2017) : 60,6 ans
Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2017) : 2,6 % par an
Taux d'alphabétisation : inconnu
Religions : Islam (85 %), christianisme (8 %), animisme (7 %)

11^{ème} siècle : Les **Nalou** et les **Bagu** peuplent la **région**.

du IX^{ème} siècle au XI^{ème} siècle : Le **royaume mandingue**, vassal de l'empire du Ghana, **s'établit** du haut Sénégal au haut Niger.

XI^{ème} siècle : Ils sont **rejoints** par les **Jalonké** d'origine mandée.

XIII^{ème} siècle : Le **légendaire Soundiata Keita** forme un **immense empire** ayant pour capitale Niani (aujourd'hui petit village guinéen).

XIV^{ème} siècle : L'**empire du Mali** connaît son **apogée**, s'étendant du nord et de l'est de la Guinée à Tombouctou.

XV^{ème} siècle : **Déclin** de l'**empire** du Mali.

du XVI^{ème} au XVIII^{ème} siècle : **Arrivée** des **Peul** et des **Mandingue**, **apportant l'islam**.

Seconde moitié du XIX^{ème} siècle : La **France**, employant alternativement la force et la diplomatie, **s'empare** non sans difficulté de la **plus grande partie de l'ouest du Soudan** (actuel Mali). Elle prend Tombouctou, pousse jusqu'au lac Tchad et occupe la côte guinéenne.

1891 : La **Guinée** est **proclamée colonie française**, indépendamment du Sénégal, auquel elle était précédemment rattachée. Cependant, cette conquête ne s'opère pas sans résistance. Samory Touré, relayé ensuite par les peuples de la forêt, mène une guerre organisée contre l'occupation française sur la côte et dans les massifs montagneux du Sud-Est.

1898 : **Samory Touré est vaincu**.

1899 : Les régions du haut Niger sont annexées au territoire.

1906 : La **Guinée** devient une **partie intégrante** de l'**Afrique-Occidentale française** (A.O.F.), administrée par un gouvernorat général.

2 octobre 1958 : La **Guinée** accède à l'**indépendance**. **Sékou Touré**, alors très populaire dans son pays comme dans tous les pays d'Afrique, en devient le **président**. Il **prône** alors le **panafricanisme**, "La décolonisation intégrale de toutes les structures du pays" et la mise en place d'une "société socialiste". En fait, le régime se transforme en dictature.



Parfois qualifiée de « **scandale géologique** », la Guinée **dispose de richesses hydrographiques immenses** (« château d'eau de l'Afrique »), d'un **riche potentiel minier** (un tiers des réserves mondiales de bauxite, or, diamant, fer, manganèse, zinc, cobalt, nickel, uranium) largement sous exploité. L'**économie** guinéenne, **frappée** de plein fouet par l'épidémie de maladie à virus **Ebola** (2 544 décès sur 3 813 cas recensés entre 2014 et 2016) **donne des signaux positifs de reprise**. Après deux années de quasi-stagnation du PIB, la **croissance** a été **retrouvée** en **2016** (+ 5,2 %) et s'est **consolidée** en **2019** (+ 5,9 %). Le **pays** a par ailleurs achevé pour la **première fois** de son histoire un **programme avec le FMI** (adoption de la huitième et dernière revue en octobre 2016). Un nouveau programme triennal (2018-2020), portant sur un prêt non concessionnel de 650 M \$ dans le cadre de la Facilité élargie de crédit, a été conclu avec le FMI en décembre 2017.

La **relation bilatérale** est **dense** et **rythmée** par de nombreuses rencontres de haut niveau. Elle s'est **intensifiée** depuis l'**accession** au pouvoir d'**Alpha Condé**.

Les **exportations** françaises vers la **Guinée** restent **stables** en 2018, soutenues notamment par les **ventes de médicaments** (12 % des exportations), des **équipements mécaniques**, du **matériel électrique, électronique et informatique** (30 %), et des **produits des industries agroalimentaires** (17 %). Quant aux **importations** concernent essentiellement les **métaux précieux** (43 %) et les **autres minerais métalliques** (45 %). Des **perspectives prometteuses** s'offrent à nos **entreprises** (plus de 80 d'entre elles sont présentes en Guinée), en **raison d'un climat plus favorable** (fin de l'épidémie d'Ebola, retour de la croissance, apaisement du climat politique...). Bolloré, Air France, Orange, Société Générale, BNP Paribas, Total, Bureau Veritas et Castel consolident leur place de leader dans leur secteur respectif.

La **France** a été un des **acteurs** majeurs de la **lutte contre** l'épidémie de maladie à virus **Ebola** en Guinée. Dans la phase d'urgence, sa **contribution** s'est **chiffrée** à **158 M€** entre 2014 et 2015.

La **gouvernance**, la **promotion de la langue** et de la **culture françaises**, le **soutien à l'enseignement supérieur** et la **recherche scientifique**, sont les autres **priorités** de notre **action**.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté guinéenne** en France est estimée à **30 000 personnes** (pas de distinction faite entre résidents Ghanéens et binationaux Franco-ghanéens) tandis que **2 675 français** sont **inscrits** au **consulat** de Guinée.



Guinée-Bissau

République de Guinée-Bissau



Nature du régime : Régime parlementaire

Chef de l'Etat : M. José Mario Vaz (depuis le 23 juin 2014)



Superficie : 36 125 km²

Capitale (2015) : Bissau (492 004 habitants)

Villes principales : Bafata, Gabu, Cacheu

Langue officielle : Portugais.

Langues courantes : Krio, français, balante

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 656,51 FCFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 24 septembre, commémorant la commémoréDéclaration d'indépendance vis-à-vis du Portugal en 1973



Population (FMI, 2019) : 1,77 millions d'habitants

Espérance de vie (Banque Mondiale, 2017) : 57,8 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2017) : 2,5 %

Taux d'alphabétisation des adultes (Banque mondiale 2014) : 45,6 %

Religions : Musulmans (50 %), chrétiens (10 %), animistes (40 %)

partir du **XIII^e siècle**, les **Mansaya** (baronnies de l'empire du Mali), **s'étendent progressivement** et exercent, à l'Ouest, une **forte influence** sur la région et les autres nations de ce territoire (Royaume de Qinala, Confédération Balante, Seigneuries Brâmes/Papel...), **jusqu'au XVIII^e siècle**. Les **premiers contacts européens** sont établis, en **1447** par le **navigateur portugais António Fernandes**. Le Portugal loue plusieurs terrains en bordure de fleuves sur lesquels il **établit des comptoirs**, notamment à Cacheu, Bissau... En **1867**, le **royaume de Gabu** est **vaincu** par l'**armée de la confédération peule et musulmane du Fouta Djallon**. La région devient une **colonie portugaise** en **1879** puis une province ultramarine en 1951. En **1959**, une **grève ouvrière au port de Bissau aboutit** à un **massacre**. Cinquante ouvriers sont tués par les forces de l'ordre portugaises et plus de 100 blessés. En **1963**, le **Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) déclenche** la **guerre d'indépendance**. L'insurrection rencontre progressivement l'adhésion des populations rurales et les « **zones libérées** » s'étendent sur **50 % du territoire** dès **1966**, puis **70 % à partir de 1968**. Sous la direction d'Amílcar Cabral, les rebelles tentent d'y reconstruire un modèle politique où le pouvoir serait exercé par les paysans eux-mêmes et entreprennent de développer le système sanitaire et l'alphabétisation. L'objectif se situe au-delà de la simple indépendance nationale. Les **Portugais quittent le pays** après la **révolution des Œillets en 1974**, qui devient **indépendant**. Le **Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert** qui avait **mené la lutte politique** puis l'insurrection pour l'indépendance **pendant 12 ans remporte les élections**.



L'**économie** de la Guinée-Bissau se **structure** essentiellement autour de l'**agriculture** (49 % du PIB), qui **occupe entre 75 et 80 % de la population active**. La **culture de la noix de cajou**, peu mise en valeur, est la **principale source d'exportation et de revenus du pays** (73 % des exportations en valeur en 2017, 84 milliards de FCFA de recettes fiscales en 2017 soit 48 % des recettes de l'État). L'activité économique reste fortement pénalisée par l'**état très dégradé des infrastructures**, notamment dans le **secteur énergétique**. Le **réseau public n'assure qu'un vingtième des besoins nationaux en électricité**, avec une concentration sur Bissau, la capitale. Le **réseau routier est peu développé** et ne permet pas le désenclavement de certaines régions présentant un potentiel agricole. Le pays **connait depuis 2015 une croissance économique soutenue**, alors que le PIB réel a quasiment stagné en moyenne entre 2000 et 2014. Grâce au soutien continu de la dépense publique, le paiement d'arriérés, et l'augmentation en valeur des exportations de noix de cajou, la croissance a été de 4,8 % en 2015, de 5,8 % en 2016 et 5 % en 2017 (pour une croissance démographique estimée à 2,5 % par an). Le taux d'inflation moyen, qui avait atteint 5,1 % en 2011, a décéléré pour atteindre 1,5 % en 2016 et 2,8 % en 2017.

Le volume des **échanges commerciaux** est très **faible**. En 2018, les **exportations** françaises vers la Guinée-Bissau représentent **3,3 M€** et **concernent** essentiellement les **équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique**, les **produits des industries agroalimentaires** (18 %) ainsi que **les produits métallurgiques et métalliques**. Nos **importations** depuis la Guinée-Bissau ne **représentent** que **0,1 M€** et concernent essentiellement les **fruits d'arbres ou d'arbustes** et **fruits à coque** (91 %). La **présence économique** française en Guinée-Bissau est **modeste** et se limite **principalement** à *Orange*, quelques filiales de taille réduite d'AGS, CFAO et Delmas...

La France **concentre** son **action** dans deux domaines : **l'enseignement du français** et la **santé**. **Ouvert** en mars **2004**, le **centre culturel franco-bissau-guinéen** est aujourd'hui un lieu de culture renommé à Bissau qui répond à la demande d'enseignement du français pour promouvoir l'intégration régionale de la Guinée-Bissau. **L'enseignement du français touche plusieurs centaines de personnes dans des secteurs stratégiques** (primature, MAE, justice, finances, ENA bissau-guinéenne, etc.) L'enseignement grand public connaît par ailleurs une reprise prometteuse. La France est le **second contributeur au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** (environ 12,5 % du total des contributions) et le **premier contributeur** au Fonds mondial en **Guinée-Bissau**.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté guinéenne** en France est estimée à **10 000 personnes** (pas de distinction faite entre résidents Ghanéens et binationaux Franco-ghanéens) tandis que **100 français** sont **inscrits** au registre du **consulat** de Guinée-Bissau.



Guinée-Équatoriale

République de Guinée équatoriale



Nature du régime : République à régime présidentiel

Chef de l'Etat et chef du gouvernement : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Président du conseil militaire suprême depuis le 3 mars 1979 puis Président de la République depuis 1982)



Superficie : 28 051 km²

Capitale (2018) : Malabo (297 000 habitants)

Villes principales : Malabo, Bata

Langue officielle : espagnol, français (depuis 1997) et portugais (depuis 2011)

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 656,51 FCFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 12 octobre, commémorant la proclamation d'indépendance vis-à-vis de l'Espagne (1968)



Population (Banque Mondiale, 2018) : 1,2 millions d'habitants

Espérance de vie (Banque Mondiale, 2018) : 58 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2018) : 3,7 %

Taux d'alphabétisation (PNUD) : 95,7 %

Religions : catholicisme majoritaire, protestantisme en croissance (évangélistes), islam, animisme

L'histoire de la Guinée équatoriale avant la colonisation est mal connue. L'existence d'entités politiques, comme le royaume d'Oyo et les villes-États des clans Fang sur la partie continentale, le royaume Benga sur l'île de Corisco, et le royaume Bubi sur l'île de Bioko, est cependant attestée. Les **navigateurs portugais** sont les **premiers Européens** à explorer le **golfe de Guinée**, en **1471**. Vers **1493**, **Jean II le Parfait, roi de Portugal, s'autoproclame Seigneur de Guinée** et Seigneur de Corisco. Les Portugais commencent à **coloniser** les îles de Bioko, de Pagalu et de Corisco ; elles servent de **comptoirs** pour le **trafic d'esclaves**. Le 17 avril **1778**, le **comte d'Arjelejo débarque** sur l'**île de Bioko** pour **prendre possession** des **territoires** du **golfe de Guinée au nom de l'Espagne**. Les **Britanniques occupent** l'île de **Bioko** entre **1827** et **1832** pour **lutter contre le trafic d'esclaves**. Ils fondent Port Clarence - que les Espagnols appellent par la suite Santa Isabel, et qui est aujourd'hui Malabo, capitale de la Guinée équatoriale. Ils reviennent dans la région en 1840, après avoir proposé en vain d'acheter l'île à l'Espagne. En mars **1843**, une **expédition** commandée par Juan José Lerena y Barry **hisse le drapeau espagnol** à Santa Isabel pour réaffirmer les droits de son pays sur ce territoire. Les **territoires insulaires et continentaux** sont **réunis** en **1926** sous le nom de **colonie de Guinée espagnole**. Le 15 décembre **1963**, le **gouvernement espagnol** soumet à **référendum** un **projet d'autonomie approuvé** à une écrasante **majorité**. Les territoires adoptent donc le nom de Guinée équatoriale, la nouvelle entité est dotée d'une **Assemblée générale**, d'un **Conseil de gouvernement** et d'un **Commissaire général**, avec des organes particuliers pour chaque province. Le Commissaire général nommé par le gouvernement dispose de **pouvoirs étendus**, mais l'Assemblée générale de Guinée équatoriale a l'initiative des lois et des règlements.



L'économie de la Guinée équatoriale est caractérisée actuellement par la **forte production pétrolière** de la Guinée équatoriale qui place le **pays** comme le **troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne**. La production de pétrole et de gaz, portée par **trois grands gisements offshore** (Zafiro, Alba, Ceiba), a permis au pays d'avoir une **croissance économique à deux chiffres** depuis une dizaine d'années (ainsi en **2001** sa **croissance fut de 70 %**), et de devenir l'un des plus grands receveurs d'investissements étrangers en Afrique. La Guinée équatoriale **met à disposition un pavillon de complaisance**.

Les **relations** entre la France et la Guinée équatoriale, **antérieures** à la **découverte de gisements d'hydrocarbures**, se sont d'abord développées dans le **cadre** de la **coopération bilatérale**, puis de la **zone Franc** et de la **Francophonie**, dès les années **1980**.

La **présence française** en Guinée équatoriale **est non négligeable**, avec un stock d'IDE (investissements directs à l'étranger) de 121 M EUR en 2018. On y dénombre **12 filiales françaises**, dont Total distribution, CFAO, Accor, Bouygues, Vinci, Razel, Société générale, Castel, Air France, Bolloré Africa Logistics.

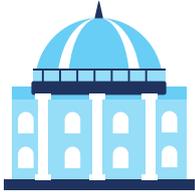
La France **mène une coopération en matière de défense** avec la Guinée équatoriale, dont l'objectif est de faciliter l'intégration de ce pays au sein des instances militaires et de sécurité de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC). Outre les **formations offertes aux officiers équatoguinéens** au sein des **écoles françaises** et des écoles à vocation régionale appuyées par la France sur le continent africain, **l'école navale à vocation régionale** de Bata a été ouverte en 2010 (sur financement du gouvernement équatoguinéen). Cette école a déménagé au sein de l'académie navale de Tica, inaugurée en juillet 2019, par le chef de l'Etat équatoguinéen, en présence du secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoine. Les **enseignements sont dispensés par des cadres militaires équatoguinéens**, avec **l'appui de coopérants français**, et **permettent** de former les **cadres des marines d'une dizaine de pays africains**. Ce projet s'inscrit dans le cadre de « l'architecture de Yaoundé », qui vise à améliorer la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté française** est de **320 inscrits au registre consulaire** (2020).



Kenya

République du Kenya



Nature du régime : république multipartite à régime présidentiel

Chef de l'Etat et du Gouvernement : M. Uhuru Kenyatta



Superficie : 580 367 km²

Capitale (2019) : Nairobi (4,397 millions d'habitants)

Villes principales : Mombasa, Kisumu, Eldoret, Nyeri, Meru, Embu

Langues officielles : anglais, swahili

Langues courantes : 40 langues locales.

Monnaie : Shilling kenyan, 1 Euro = 4,30 133,98 KES

Fête nationale : La fête nationale se tient le 12 décembre, commémorant l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni en 1963



Population (2017) : 49,7 millions d'habitants.

Espérance de vie (2017) : 67 ans.

Taux de croissance démographique (2017) : 2,5 %.

Taux d'alphabétisation (2016) : 78 %

Religions : Protestants 45 % ; Catholiques 33 % ; Musulmans 10 % ; Animistes 10 % ; autres 2 %

elon la datation archéologique des artefacts associés et du matériel squelettique, les **Cushites** se sont **installés** pour la première fois dans les basses terres du Kenya entre **3200 et 1300 avant J.-C.**, une phase appelée le **néolithique pastoral** de la savane des basses terres. Les **éleveurs** de langue nilotique (ancestraux des locuteurs nilotiques du Kenya) ont **commencé à migrer** du **Soudan** du Sud actuel **vers le Kenya** vers **500 avant J.-C.** Le **contact européen** a commencé en **1500** avec l'**Empire portugais**, bien que la **colonisation** effective du Kenya ait commencé au **XIXe siècle** pendant l'exploration européenne de l'intérieur. Le **Kenya moderne** est **sorti d'un protectorat** établi par l'**Empire britannique** en **1895** et la **colonie du Kenya** qui a suivi, ayant **commencé** en **1920**. De nombreux différends entre le Royaume-Uni et la colonie ont conduit à la **révolution Mau Mau**, qui a commencé en **1952**, et la **déclaration d'indépendance** subséquente en **1963**. Après l'indépendance, le Kenya est resté **membre** de le **Commonwealth des Nations**. La **constitution actuelle** a été **adoptée en 2010** pour remplacer la constitution d'indépendance de 1963.



Le Kenya est la **troisième économie d'Afrique de l'Est** (après le Soudan et l'Éthiopie) avec un **PIB de 79 milliards de dollars** en 2017. Le Kenya a bénéficié d'une **accélération** marquée de sa **croissance économique** au cours de la dernière décennie (5,9 % en moyenne depuis 2010). Toutefois, le **modèle économique** kényan doit faire à un **certain nombre de défis** : la **répartition** très **inégal**e des **revenus** à travers le territoire (20 % de la population appartient à la classe moyenne mais **40 %** vivent toutefois sous le **seuil de pauvreté**) ; des **facteurs de production** sont souvent **coûteux** ; l'**accès aux financements** reste **difficile** pour les **PME**. La **lutte contre la corruption** est également un **enjeu majeur** ; la **modernisation de l'agriculture** (30 % du PIB, mais qui occupe les deux-tiers de la population active) et le **développement du secteur industriel** (20 % du PIB) ; le **rééquilibrage de la situation extérieure du pays**. Le **déficit commercial** est chronique, **important** (8,4 % du PIB) et **structurel** (faible diversification des exportations - thé, café, fleurs - alors que les besoins de capitaux extérieurs et d'équipements sont importants). Au titre du **11e Fonds européen de développement**, le Kenya bénéficie pour la période **2014-2020** d'un programme de **435 M€**, centré sur trois secteurs : la **sécurité alimentaire** et la **résilience**, les **infrastructures durables** et la **gouvernance** et l'**État de droit**.

Le Kenya est encore un **partenaire commercial marginal** pour la France, qui n'est que le 14e fournisseur du pays et son 16e client. Pour autant, les **échanges commerciaux** bilatéraux **progressent** continûment depuis dix ans, au profit de la France. Les **exportations** françaises vers le Kenya ont atteint **171 M€** en 2017, et sont principalement composées d'**équipements mécaniques**, de **produits cosmétiques** et **pharmaceutiques**, et de **produits agricoles**. Les principaux postes d'**importations** en provenance du Kenya sont pour les **produits agricoles, sylvicoles**, de la **pêche** et de l'**aquaculture**, le reliquat étant composé de produits agro-alimentaires. **84 entreprises** sont **implantés** dans le **pays** (dont Schneider Electric, L'Oréal, Danone, Essilor, Limagrain, OCEA, Vinci, Egis, Accor, Sodexho, Peugeot), sont effectués dans de multiples secteurs, comme les transports, la santé, la construction, l'énergie, l'automobile, les télécommunications, les services financiers et la grande distribution.

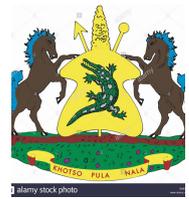
Le **dynamisme** de la **coopération** franco-kényane se traduit également dans la **promotion du français, première langue étrangère enseignée** au Kenya : 400 professeurs, 48 000 apprenants (40 000 dans le secondaire, 8000 dans le supérieur). Le Kenya accueille **un lycée français**, le lycée Diderot (650 étudiants de 53 nationalités), **22 centres de ressources pour le français** et **deux alliances françaises à Nairobi** (3000 étudiants en français) et à Mombasa.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté kényane en France** est de **1022 personnes** en 2017 tandis que la **communauté française au Kenya** est **1884 Français inscrits** au registre des Français établis hors de France en octobre 2018. Chaque année, **environ 18 000 touristes français visitent ce pays**.



Lesotho

Royaume du Lesotho



Nature du régime : monarchie constitutionnelle

Chef de l'Etat : Roi LETSIE III (depuis le 7 février 1996)

Chef du Gouvernement : M. Thomas THABANE (depuis le 16 juin 2017)



Superficie : 30.355 km²

Capitale : Maseru (environ 250.000 habitants)

Villes principales : Teyateyaneng, Mafeteng et Hlotse.

Langues officielles : anglais et sesotho

Monnaie : Loti, 1 Euro = 18,13 LSL

Fête nationale : La fête nationale se tient le 4 octobre, commémorant l'indépendance du Royaume Uni en 1966



Population (Banque Mondiale, 2017) : 2 263 000 millions d'habitants.

Espérance de vie : 54,7 ans

Taux de croissance démographique (Banque Mondiale, 2017) : 1,3 %

Taux de prévalence du VIH (Banque Mondiale, 2017) : 24 %

Taux d'alphabétisation : 75,8 %

Religions : Chrétiens (90 %, dont environ 45% de catholiques et 45 % de protestants et anglicans), Animistes et autres religions (10 %)

Les **San** ont **laissé des traces** depuis la **préhistoire**. Au **XVIe siècle** lorsque les **Sothos**, une **ethnie bantoue** originaire d'Afrique centrale, **arrivent** et **s'installent**. La **population actuelle** est **née du mélange de ces peuples**. Au début du **XIXe siècle**, les **premiers commerçants blancs arrivent** dans la région (appelée dès lors Basutoland). En **1820**, le **roi** des Sothos, **Moshoeshe Ier unifie les tribus sotho** afin de se **défendre** contre les raids **zoulou**. Mais, à partir de **1840**, le Lesotho doit faire face à une autre **menace**, celle des **Boers**. En **1868**, afin de se protéger des Boers, **Moshoeshe Ier demande l'aide des Britanniques** qui **établissent un protectorat** sur le territoire. De **1899 à 1902**, le Lesotho, en tant que protégé de la couronne britannique, **est pris** dans la tourmente de la **Seconde guerre des Boers**, qui s'achève par la défaite des Boers. À la création de l'**Union d'Afrique du Sud** en **1910** et de la **République d'Afrique du Sud** en **1961**, le **Lesotho** demeure à **part, autonome** sous **protectorat britannique**, et sous le nom de Basutoland. La **géographie montagneuse** du pays et l'**absence d'or** et de **diamants** ont **contribué** à la **sauvegarde** de son **autonomie**. Le 4 octobre **1966**, le royaume du Lesotho devient **indépendant** du Royaume-Uni dans le cadre du Commonwealth. Le **pouvoir** sera désormais **partagé**, non sans coups de force mais sans morts **jusqu'en 1993**, entre la **maison royale**, l'**armée** (formée par les Britanniques) et la **classe des oligarques civils**. En **1998**, des **protestations violentes** associées à une **mutinerie militaire** provoquent une **intervention brève** mais **sanglante** de l'**Afrique du Sud** à la suite d'élections contestés. Le 30 août **2014**, le pays subit un **coup d'État militaire** dirigée par le chef d'état-major de l'époque, le **général Tlali Kamoli**, qui avait été limogé. Le **Premier ministre Tom Thabane quitte** le Lesotho et **rejoint l'Afrique du Sud** où il demande l'aide internationale, **avant de revenir** au Lesotho le mardi 2 septembre.



Le Lesotho est **une petite économie ouverte** à bas revenu (PIB de 2,8Mds USD et PIB par habitant de 1360 USD en 2018), **enclavée dans l'Afrique du Sud** avec laquelle elle est **commerciallement, budgétairement** (via les transferts de migrants) et **monétairement** étroitement **liée** au sein de l'Union Douanière d'Afrique australe (SACU) et de la zone monétaire commune. Le Lesotho reste dans la **catégorie des pays les moins avancés** avec un niveau de revenu moyen inférieur, la **pauvreté** et **les problèmes sociaux** (VIH/SIDA notamment (25 % des adultes, 2e taux le plus élevé au monde)) demeurant des **enjeux majeurs** pour le pays. Le **pays** et son **agriculture** sont très **exposés** aux **aléas climatiques** et à la **sécheresse**. Près de **75 %** de la **population vit** en **milieu rural** et **dépend** directement de l'**agriculture** et de l'**élevage** pour **survivre**. Toutefois, **près de la moitié des revenus des ménages** proviennent des **transferts de migrants**, qui sont employés en Afrique du Sud, notamment dans le secteur minier. L'**eau** est aujourd'hui la **principale ressource** naturelle du pays. Le « **Lesotho Highlands Water Project** » (LHWP), le projet le plus important de l'histoire du pays, a **rendu** le pays **autonome** en matière **électrique** et lui a apporté une nouvelle source de revenus, grâce à la vente de ses ressources hydrauliques à son voisin sud-africain. La **deuxième phase** du Lesotho Highlands Water Project (LHWP) prévoyant la **construction d'infrastructures** à Polihali.

Historiquement, le Lesotho entretient avec la France une **relation toute particulière liée** à la présence, dès **1820**, de **missionnaires protestants français**, dont le rôle a été **prépondérant** dans l'**évangélisation** du Lesotho au XIXe siècle. En 1868, ces derniers **conseillèrent** au **Roi** Moshoeshe, dont le royaume était menacé par l'expansion des Boers, de **faire appel à la Grande-Bretagne** pour se placer sous sa protection, **épargnant** ainsi au Lesotho de **subir l'apartheid**. C'est également dans ce **cadre** qu'a été **créée l'œuvre missionnaire de l'Église réformée de France**, dont est issu le Service protestant de mission (DEFAP), qui reste aujourd'hui l'organisation de la Fédération protestante de France (FPF) en charge de la coopération missionnaire avec les pays en développement. Les **relations politiques** avec le Lesotho, bien que **modestes**, sont **bonnes**, comme en atteste la **tenue** de plusieurs **visites officielles** de haut niveau (visite du roi Letsie III en France en 2007 pour le Sommet Afrique-France, puis en 2015 pour la COP 21 ; visite au Lesotho du secrétaire d'État à la coopération et la Francophonie, Jean-Marie Bockel en 2007). Il convient également de noter que l'**Alliance française à Maseru** abrite les **consulats honoraires de France et d'Allemagne**. Le Lesotho n'a pour sa part pas d'ambassade à Paris (ambassadeur en résidence à Berlin).

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté lesothane en France** est de **7 personnes** en 2016 tandis qu'**aucun français ne vit là-bas**.



Libéria

République du Libéria



Nature du régime : présidentiel, calqué sur celui des Etats-Unis d'Amérique

Chef de l'Etat : M. George Weah

Chef du Gouvernement : Mme Jewel Howard Taylor



Superficie : 111 370 km²

Capitale : Monrovia (1 021 762 d'habitant)

Villes principales : Gbarnga, Harper, Sanniquellie, Voinjama, Zwedru

Langue officielle : anglais

Langue courante : Krio

Monnaie : Dollar libérien, 1 Euro = 207,58 \$L

Fête nationale : La fête nationale se tient le 26 septembre, commémorant l'indépendance vis-à-vis des États-Unis en 1847



Population (Banque Mondiale, 2016) : 4,61 millions d'habitants

Espérance de vie (Banque Mondiale, 2016) : 62 ans

Taux de croissance démographique (Banque Mondiale, 2016) : 2,5 %

Taux d'alphabétisation (Estimation Unesco) : 47,6 %

Religions : christianisme (2/3), religions traditionnelles (18%), islam (15%)

Le Libéria a **commencé** comme un règlement de l'**American Colonization Society (ACS)**, qui **croyait** que les **Noirs** auraient de **meilleures chances** de **liberté** et de **prospérité** en **Afrique** qu'aux États-Unis. Le pays a déclaré son **indépendance** le 26 juillet **1847**. Les **États-Unis** n'ont **reconnu l'indépendance** du Libéria que le 5 février **1862**, pendant la guerre civile américaine. Entre le 7 janvier **1822** et le déclenchement de la guerre civile américaine en **1861**, plus de **15000 personnes** de **couleur libérées** et **nées libres** qui ont fait face à l'oppression sociale et juridique aux États-Unis, ainsi que **3198 Afro-Caribéens**, ont **déménagé**. Les **colons** ont **emporté** leur **culture** et leur **tradition** avec eux. La constitution et le drapeau libériens ont été calqués sur ceux des États-Unis. Le 3 janvier **1848**, Joseph Jenkins **Roberts**, un **Afro-américain riche** et **libre** de Virginie qui s'est installé au Libéria, a été **élu premier président du Libéria**. Le Libéria a été la **première république africaine** à proclamer son **indépendance** et est la première et la plus ancienne république moderne d'Afrique. Pendant la **Seconde Guerre mondiale**, le **Libéria a soutenu l'effort de guerre** des **États-Unis** contre l'Allemagne et, à son **tour**, les **États-Unis** ont **investi** dans des **infrastructures considérables** au Libéria pour soutenir son effort de guerre, ce qui a également aidé le pays à moderniser et à améliorer ses principales installations de transport aérien. Les **colons américano-libériens** n'avaient **pas** de **bonnes relations** avec les peuples **autochtones**. Les Americo-Libériens se sont **développés** comme une petite **élite** qui s'est **accrochée** au **pouvoir** politique, et les membres des **tribus indigènes** ont été **exclus** de la **citoyenneté de droit d'aînesse** dans leur propre terre jusqu'en 1904. En **1980**, les **tensions politiques** liées au **règne** de William R. **Tolbert** ont **abouti** à un **coup d'État militaire** au cours duquel Tolbert a été tué, marquant le **début** d'une **instabilité politique** de plusieurs années. Cinq ans de régime militaire par le Conseil de rédemption du peuple et cinq ans de régime civil par le Parti national démocratique du Libéria ont été suivis par les **première et deuxième guerres civiles libériennes**. Ceux-ci ont entraîné la **mort de 250 000 personnes** (environ 8% de la population) et le **déplacement de nombreuses autres**, et réduit l'économie du Libéria de 90%. Un **accord de paix en 2003** a conduit à des **élections démocratiques en 2005**, dans laquelle Ellen Johnson Sirleaf a été élue présidente, marquant ainsi l'histoire en tant que première femme présidente du continent.



Malgré la **fin de l'épidémie d'Ebola**, officiellement constatée par l'OMS en juin 2016, **l'activité économique peine à rebondir**. La **baisse des cours des matières premières exportées** (minerai de fer en particulier) représente un **choc plus important** qu'initialement prévu en raison de la chute des volumes de production. Dans une moindre mesure, le démantèlement progressif de la mission de maintien de la paix de l'ONU pèse sur l'activité, notamment par l'intermédiaire du secteur des services. Le Libéria est **entré en récession** en 2016 (-1,6 %) après deux années de croissance atone (0,7% en 2014 et 0% en 2015). Le FMI projette en 2017/18 une reprise de 2,6% portée principalement par le secteur minier (or et fer). Le pays est **soutenu** par le **Fonds monétaire international** à travers un programme adossé à une facilité élargie de crédit. Les difficultés macroéconomiques du Liberia ont perturbé la conduite du programme (plusieurs critères de performance n'ont pas été respectés). La mise en œuvre de mesures correctives a toutefois permis l'adoption des 7e et 8e revues du programme.

L'**ambassade de France** à Monrovia a été **évacuée en août 1990**, en raison de la guerre civile qui faisait rage dans le pays. La représentation diplomatique de la France au Libéria a **rouvert** le 13 mars **2007**.

La **présence économique française** se renforce depuis **quelques années**. **Orange** est la deuxième compagnie de téléphonie (mais la première en nombre d'abonnés) ; **Total** assure 70 % de la distribution des carburants ; **Bolloré** est la première entreprise pour les services logistiques maritimes et aéroportuaires ; **CMA-CGM** est deuxième transporteur maritime (après Maersk) ; AGS a un quasi-monopole dans le secteur du déménagement ; SIFCA et Bolloré, par le biais de son contrôle à près de 40 % du capital des sociétés du groupe SOCFIN, sont impliqués dans les trois plus importantes plantations d'hévéa après celle de Firestone (Salala Rubber Corporation, Liberian Agricultural Company et Cavala Rubber Corporation) ; Renault, CFAO, Bureau Veritas, Gras Savoye etc... sont actifs dans leurs différents secteurs. **Air France/KLM** a fait son retour au Libéria à la fin mars 2017, au travers d'un vol KLM reliant Amsterdam à Monrovia.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté française** au Libéria est de **122 inscrits** en 2018.



Lybie



Etat de Libye (dans l'attente de l'adoption d'une constitution)



Nature du régime : Parlementaire (Déclaration constitutionnelle transitoire d'août 2011 et Accord de Skhirat)

Chef de l'Etat et du Gouvernement : M. Fayez Sarraj (selon l'article 8 de l'Accord de Skhirat, le Président du Conseil présidentiel a pour mandat de « représenter l'Etat dans ses relations étrangères. »)



Superficie : 1 759 500 km²

Capitale (2017) : Tripoli (3,072 millions d'habitants)

Villes principales : Benghazi, Misrata

Langue officielle : Arabe

Langues courantes : Arabe dialectal, langues berbères, langues touboues

Monnaie : Dinar libyen, 1 Euro = 5,42 LYD

Fête nationale : indéterminée (17 février : anniversaire de la Révolution de 2011 ; 23 octobre : anniversaire de la proclamation de la libération de 2011).



Population (Banque Mondiale, 2019) : 6 777 342 millions d'habitants

Espérance de vie (Banque Mondiale, 2018) : 72,7 ans

Taux de croissance démographique (Banque Mondiale, 2019) : 1,5%

Taux d'alphabétisation (2013, PNUD) : 89,5%

Religions : Islam sunnite (97 %) autres (3 %)

La **Libye** tire son **nom** d'une **tribu anazighe** qui était nommée **Libou**, qui a donné le **mot grec Libyè**. Traditionnellement, on y distingue les régions de Tripolitaine, de Cyrénaïque et du Fezzan. Peuplé **originellement de Berbères**, son territoire est **colonisé** pendant l'Antiquité par les **Phéniciens**, puis les **Grecs**, avant d'être **conquis** par l'**Empire romain**. Au **VII^e siècle**, il est **conquis** par les **armées arabes**, qui y diffusent leur culture et leur religion. Après avoir été **soumis à divers royaumes** pendant le Moyen Âge, il **passé** sous le **contrôle** de l'Empire **ottoman** au **XVI^e siècle**. La régence de Tripoli devient un véritable État avant d'être directement reprise en main par l'Empire ottoman en 1835. Dernière possession ottomane en Afrique, l'actuel territoire de la Libye est **conquis et colonisé** par le **Royaume d'Italie** en **1912**, à l'issue de la guerre italo-turque. Durant la **Seconde Guerre mondiale**, la **Libye** italienne est **envahie et occupée** par les **Alliés**. En **1951**, elle **proclame** son **indépendance** sous la forme d'une **monarchie** dirigée par **Idris I^{er}**. En **1969**, un **coup d'État militaire renverse le roi**, et la **République arabe libyenne** est **proclamée**. Dès lors, et pendant près de **42 ans**, la Libye est **gouvernée** par **Mouammar Kadhafi**. En **1977**, le pays prend le nouveau nom de **Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste**. En **2011**, dans le cadre des mouvements de **protestation** dans les **pays arabes**, une **rébellion éclate** et se **transforme** bientôt en **guerre civile** : avec le **soutien** d'une **intervention militaire internationale**, les rebelles renversent Kadhafi. La Libye s'avère cependant **incapable**, après la **chute de Kadhafi**, de **trouver la stabilité politique** et de **construire un État de droit** : à partir de 2014, le pays sombre dans une nouvelle guerre civile tandis que le gouvernement mis en place par le processus de paix des Nations Unis fait face à une rébellion dans l'Est du pays.



L'**activité économique** nationale est largement **tributaire** de la **situation sécuritaire**. Le **PIB** a **freiné** à partir de 2015 sa **chute continue** grâce à la sécurisation des terminaux pétroliers par l'Armée Nationale Libyenne (ANL) du maréchal Haftar. La **croissance économique** est redevenue **positive** en **2017** et le demeurait (dans une moindre mesure) en **2018**. La volatilité du PIB est accentuée par la forte **dépendance** de l'économie à l'activité **pétrolière** : en 2017, les **hydrocarbures** ont été le **facteur unique** de **croissance économique du pays**, et comptaient encore pour de **80% de la croissance** en **2019** selon les prévisions de la Banque Mondiale. La **production pétrolière** est à la **hausse** depuis août **2016**, passant de 0,27 M barils/jour (b/j) à 1,17 M b/j en octobre 2019. Toutefois, son **niveau** demeure **inférieur** à celui **observé** durant la décennie **2000** (entre 1,5 et 2 M b/j par an durant cette période). Le Président de la Compagnie pétrolière nationale (NOC), M. Sanalla, a déclaré le 20 novembre 2019 à Tunis que la NOC envisageait un plan d'investissement 2020-2024, pour que la production nationale de pétrole atteigne 1,5 M b/j en 2020 et 2,1 M b/j en 2024.

La France s'est **engagée** aux côtés de la **communauté internationale** sur le **fondement des résolutions 1970** (2011) et **1973** (2011) du Conseil de sécurité des Nations unies pour **accompagner la révolution** et la **transition politique** libyennes. C'est dans cette perspective que la France a été à l'initiative de la **conférence internationale de Paris sur la Libye**, qui s'est tenue le 29 mai **2018**, et a permis de fixer des engagements et des échéances constitutionnels et électoraux.

Le **développement** des **relations bilatérales** ainsi que l'**ouverture croissante** de la Libye après la révolution ont **stimulé** les **échanges économiques et commerciaux**. La France était le deuxième client de la Libye en 2014, soit trois places de mieux qu'en 2013. Nos relations commerciales sont marquées par un déficit commercial structurel et fluctuant, nos **importations** étant composées à **99% d'hydrocarbures**. Les **opportunités** sont **nombreuses** pour nos entreprises, dans tous les secteurs : hydrocarbures, **transport, santé, finances, télécommunications, eau** et assainissement, énergie, immobilier, planification et aménagement urbain, industrie, agro-alimentaire. La Libye constitue **toutefois** un **terrain difficile**. Les faibles capacités décisionnelles et administratives libyennes et les conditions sécuritaires ne facilitent pas l'accès au marché libyen. La **dégradation de la situation politique et sécuritaire** depuis l'été **2014 complique** considérablement nos **échanges commerciaux**.



Madagascar

République de Madagascar



Nature du régime : république

Chef de l'Etat : Andry RAJOELINA, élu en décembre 2018



Superficie : 587 040 km²

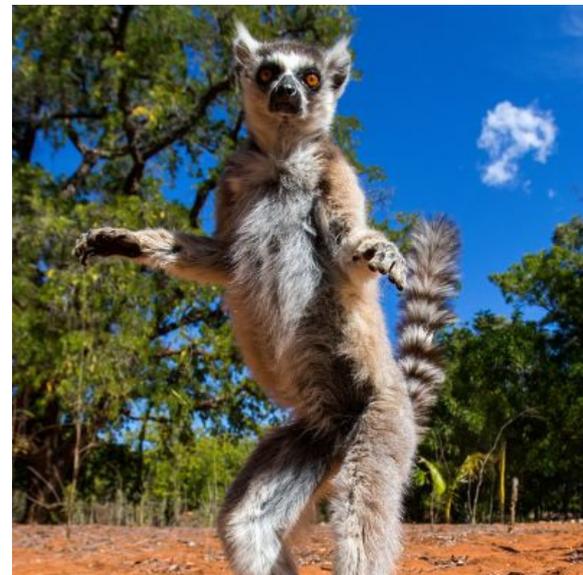
Capitale (2018) : Tananarive (1,275 million d'habitants)

Villes principales : Tamatave, Antsirabe, Fianarantsoa, Majunga, Tuléar, Diego-Suarez

Langues officielles : malgache, français

Monnaie : ariary, 1 Euro = 4 577,61 Ariary

Fête nationale : La fête nationale se tient le 26 juin, commémorant l'indépendance vis-à-vis de la France obtenu en 1960



Population (Banque Mondiale, 2019) : 27,05 millions d'habitants

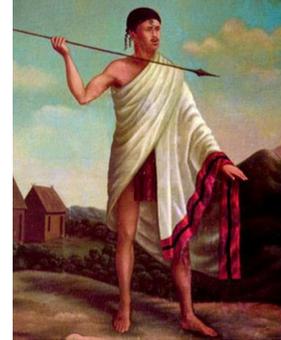
Espérance de vie à la naissance (Banque mondiale en 2017) : 66 ans

Taux de croissance démographique (Banque Mondiale, 2017) : 2,7 %

Taux d'alphabétisation (Banque Mondial, 2015, total adultes) : 65 %

Religions : culte traditionnel axé sur le respect des ancêtres (50 %) ; christianisme (45 %), dont 25 % de catholiques et 20 % de protestants ; islam (5 %)

L'établissement humain de Madagascar s'est produit entre **350 avant J.C.** et **550 après J.-C.** par les **peuples austronésiens indianisés**, arrivant sur des pirogues à balancier de l'Indonésie actuelle, où la situation sociale et religieuse contemporaine était celle de l'hindouisme et du bouddhisme, avec la culture indonésienne indigène. Ceux-ci ont été rejoints vers le **IXe siècle** après J.-C. par des **migrants bantous** traversant le canal du Mozambique depuis l'Afrique de l'Est. Le **groupe ethnique malgache** est souvent divisé en **18 sous-groupes** ou **plus**, dont les plus importants sont les Merina des hauts plateaux du centre. Jusqu'à la **fin du XVIIIe siècle**, l'île de Madagascar était **gouvernée** par un **assortiment** fragmenté d'**alliances sociopolitiques** changeantes. À partir du **début du XIXe siècle**, la majeure partie de l'île a été **unie** et **dirigée** comme le **Royaume de Madagascar** par une série de nobles Merina. La monarchie a pris **fin** en **1897** lorsque **l'île** a été **absorbée** dans l'**empire colonial** français, dont l'île a **obtenu** son **indépendance** en **1960**. L'État autonome de Madagascar a depuis **subi quatre grandes périodes constitutionnelles**, appelées républiques. Depuis **1992**, la nation est officiellement gouvernée en tant que **démocratie constitutionnelle** depuis sa capitale, Antananarivo. Cependant, lors d'un **soulèvement populaire** en **2009**, le **président** Marc Ravalomanana a été contraint de **démissionner** et le **pouvoir** présidentiel a été **transféré** en mars 2009 à **Andry Rajoelina**. La gouvernance constitutionnelle a été rétablie en janvier 2014, lorsque **Hery Rajaonarimampianina** a été **nommé président** à la suite d'une élection de 2013 jugée juste et transparente par la communauté internationale.



La **crise politique de 2009** a **interrompu** une période de **croissance économique** entamée en 2003. La **reprise économique** a été **amorcée** après la transition politique (2009-2013), mais elle reste **insuffisante** (5,2 % en 2018) pour assurer un véritable développement du pays et de sa population. Avec un RNB par habitant de 440 \$ en 2018, Madagascar fait **partie des pays les moins avancés** (PMA). En 2019, l'Indice de développement humain (**IDH**) de Madagascar demeure très **faible** (162e place sur 188 pays). Les **inégalités sociales** (plus de 80 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté à 2 \$ par jour) et **géographiques** (80 % de population vivent en zones rurales, parfois très enclavées) y sont très **marquées**. Selon l'indice de perception de la **corruption** (IPC) de Transparency International, Madagascar occupe en 2019 le 158e rang sur 180 pays et territoires dans le monde. Madagascar **bénéficie** du **soutien** de plusieurs bailleurs. En juillet 2016, le **Fonds monétaire international** (FMI) a accordé une Facilité élargie de crédit (FEC) de 304,7 M \$ sur 40 mois. L'**Union européenne** joue également un rôle majeur à Madagascar avec une programmation - Programme indicatif national (PIN) - de 492 M € au titre du 11e Fonds européen de développement (2014-2020).

Les **relations** entre la France et Madagascar sont **denses** et **amicales** en raison des **liens historiques, culturels** et **économiques** unissant nos deux pays et de la solidarité entre pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI).

Le **réseau scientifique** et **culturel** français à **Madagascar** est très **dense** : **CIRAD** (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), **IRD** (Institut de recherche pour le développement), **experts techniques internationaux** (ETI) au sein de l'**Institut Pasteur de Madagascar** (IPM) ; Institut français de Madagascar, **29 alliances françaises** et **23 établissements homologués** (11 000 élèves inscrits à la rentrée scolaire 2017-2018), soit le 5e réseau de l'AEFE dans le monde par le nombre d'élèves). La **coopération décentralisée** entre la France et Madagascar est très **active** : en 2017, Madagascar était la **première destination** de l'**aide publique au développement** des **collectivités territoriales** françaises avec 4,7 M € (3,8 M € en 2018). Les deuxièmes assises de la coopération décentralisée franco-malgache, organisées à Tananarive, du 5 au 7 mars 2018, ont rassemblé 450 participants français et malgaches.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté malgache** en **France** est d'environ **100 000 personnes** tandis que **16 287 Français** sont **inscrits au Registre de Madagascar**, dont près de la moitié de binationaux.



Malawi

République du Malawi



Nature du régime : république multipartite à régime présidentiel proportionnel

Chef du gouvernement et du Gouvernement : Dr Lazarus Mc Carthy Chakwera (depuis le 23 juin 2020)



Superficie : 118 484 km²

Capitale (2018) : Lilongwe (989 318 d'habitants)

Villes principales : Blantyre, Zomba, Mzuzu

Langues officielles : anglais, chichewa (langue nationale)

Langues courantes : chitumbuka, chiyao, makua, chisena

Monnaie : Kwacha, 1 Euro = 26,00 MKW

Fête nationale : La fête nationale se tient le 6 juillet, commémorant l'anniversaire de l'indépendance en 1964



Population (2019) : 18,6 millions d'habitants

Espérance de vie (2018) : 63,8 ans

Taux de croissance démographique (2019) : 2,9 %

Taux d'alphabétisation (2018) : 68,6 %

Religions : christianisme (environ 75 %), islam (18 %)

La partie de l'Afrique maintenant connue sous le nom de Malawi a été **colonisée** par des **groupes bantous** migrants vers le **Xe siècle**. Des siècles plus tard, en **1891**, la région a été **colonisée** par les **Britanniques**. En **1953**, le Malawi, alors **connu** sous le **nom** de **Nyasaland**, un **protectorat du Royaume-Uni**, puis est **devenu** un **protectorat** au sein de la **Fédération semi-indépendante** de la **Rhodésie** et du **Nyasaland**. La **Fédération** a été **dissoute** en **1963**. En **1964**, le **protectorat** sur le **Nyasaland** a pris **fin** et le **Nyasaland** est devenu un **pays indépendant** sous la reine **Elizabeth II** sous le nouveau nom de **Malawi**. **Deux ans plus tard**, elle est devenue une **république**. En accédant à l'indépendance, il est devenu un **État totalitaire à parti unique** sous la présidence de **Hastings Banda**, qui est resté président **jusqu'en 1994**. Le Malawi dispose **désormais** d'une **démocratie**, multipartite gouvernement dirigé par un président élu, actuellement **Lazarus Chakwera**.



Avec un **PIB par habitant de 390 USD**, le Malawi est **l'un des pays les plus pauvres au monde**. L'économie du pays est très **peu diversifiée**, particulièrement **dépendante** du **secteur agricole** et donc très vulnérable aux chocs externes et aux effets du changement climatique – volatilité des prix, conditions météorologiques, épidémies. Le pays est aussi **très dépendant de l'aide internationale**. La conclusion d'un **nouveau programme** avec le **FMI** en **2018** a eu des **effets bénéfiques sur la stabilisation du cadre macroéconomique**, malgré quelques difficultés sur le plan de l'assainissement des finances publiques et sur la mise en œuvre des réformes structurelles visant à réduire les vulnérabilités du pays et à diversifier la base productive – dans un climat politique par ailleurs très instable et peu propice à attirer des investissements.

L'**ambassadeur** de France **en Afrique du Sud** est également **accrédité** auprès des **autorités** du **Malawi**.

En 2019, le **commerce bilatéral** entre la France et le Malawi s'est **élevé à 12 M EUR**, en baisse de près de 50 % par rapport à 2018. Cette évolution **s'explique** principalement par la **chute de nos importations** en provenance du pays : **-70 %** pour atteindre 3 M EUR, du fait de la **chute des ventes de produits issus de l'industrie agroalimentaire**. Cette **évolution s'explique** également, mais dans une moindre mesure, par la **baisse de plus de 30 % de nos exportations** pour atteindre 8,5 M EUR – forte baisse des ventes de produits informatiques (-78 %). A noter que les **équipements mécaniques, électriques et informatiques** représentent notre **premier poste d'exportations** (56 % en moyenne sur cinq ans), suivi par les **produits pharmaceutiques** (27 % sur cinq ans). entreprises françaises sont implantées au Malawi : Lafarge, Total, CFAO, CMA-CGM, Bolloré Logistics, AGS, SDV.

La **communauté française au Malawi** recense une **soixantaine de ressortissants** français. Celle du **Malawi en France**, une **vingtaine de personnes**.



Mali

République du Mali



Nature du régime : république parlementaire

Chef du gouvernement (Président de la Transition) : Bah N'Daw (né le 23 août 1950)



Superficie : 1 241 231 km²

Capitale : Bamako (2 446 700 habitants)

Villes principales : Sikasso, Koutiala, Ségou, Kayes, Mopti, Gao

Langues officielles : français

Langues courantes : mandingue (bambara, malinké, dioula), tamasheq, poular, senoufo, bobo, songhaï

Monnaie : Franc CFA, 1 Euro = 657,42 FCFA

Fête nationale : La fête nationale se tient le 22 septembre, commémorant l'anniversaire de l'indépendance en 1960, vis-à-vis de la France



Population (Banque mondiale, 2018) : 19 077 690 habitants

Espérance de vie à la naissance (Banque mondiale, 2018) : 58 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2018) : 3 %

Taux d'alphabétisation de 15 ans et plus ((UNESCO, 2018) : 35,5 %

Religions (recensement de 2009) : islam 94,8 %, christianisme 2,4 %, animisme 2 %

Le Mali actuel faisait autrefois partie de **trois empires ouest-africains** qui **contrôlaient** le **commerce transsaharien** : l'Empire du Ghana (dont le Ghana est nommé), l'Empire du Mali (dont le Mali est nommé) et l'Empire Songhaï. À son apogée en **1300**, l'**empire du Mali** couvrait une **superficie** environ **deux fois plus grande que la France** d'aujourd'hui et s'étendait jusqu'à la **côte ouest de l'Afrique**. À la fin du **XIXe siècle**, pendant la ruée vers l'Afrique, la **France a pris le contrôle du Mali**, en faisant une partie du **Soudan français**. Le **Soudan français** (alors connu sous le nom de République soudanaise) **rejoint** le **Sénégal** en **1959**, obtention de **l'indépendance** en **1960** sous le nom de **Fédération du Mali**. Peu de temps après, après le **retrait** du **Sénégal** de la fédération, la République soudanaise s'est déclarée République indépendante du Mali. Après une **longue période** de **régime à parti unique**, un **coup d'État** en **1991** a **conduit** à la rédaction d'une **nouvelle constitution** et à l'établissement du Mali en tant qu'**État démocratique** et **multipartite**. En janvier **2012**, un **conflit armé** a éclaté dans le nord du Mali, au cours duquel des **rebelles touaregs** ont pris le **contrôle** d'un **territoire** dans le **nord** et déclaré en avril la **sécession** d'un **nouvel État, l'Azawad**. Le conflit a été compliqué par un coup d'État militaire qui a eu lieu en mars et des combats plus tard entre les Touareg et d'autres factions rebelles. En réponse aux gains territoriaux, l'**armée française** a lancé l'**opération Serval** en janvier **2013**. Un mois plus tard, les forces maliennes et françaises ont repris la majeure partie du nord. **Élections présidentielles** ont eu lieu le 28 juillet **2013**, avec un deuxième tour de scrutin le 11 août, et des élections législatives ont eu lieu les 24 novembre et 15 décembre 2013. Un coup d'État est actuellement en cours au Mali. Le 18 août **2020**, le **président** et le **Premier ministre** du pays ont été **arrêtés** par l'armée à la **suite d'une mutinerie** provoquée par des manifestations contre des difficultés économiques persistantes et une détérioration de la situation en matière de sécurité nationale, et le lendemain, tous deux ont démissionné.



Le Mali est un **pays en développement**, avec **65 % de son territoire en région désertique** ou **semi-désertique**. L'activité économique est surtout limitée autour de la région fluviale irriguée par le fleuve Niger. Environ **10 % de la population** est **nomade** et environ **80 % travaille dans l'agriculture ou la pêche**. L'activité industrielle est concentrée autour des activités agricoles. L'exportation constitue une très importante manne de revenus. Le Mali **dépend de l'aide étrangère** et est très vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux du coton, son exportation principale. L'économie malienne connaît des **faiblesses** dans plusieurs secteurs : **l'agriculture est fragile** face aux **sécheresses**, répétitives depuis les années 1970 ; **la baisse des cours des matières premières** a également un impact très négatif ; **la hausse des coûts de production** et le **secteur industriel peu développé**, entraîne une grande importation des biens de consommation ; le Mali est également **confronté au problème de la dette**. **L'or** occupe la **première place** dans les **recettes d'exportation** du Mali (70 % en 2012 soit 15 % de son PIB) suivi du **bétail**, du **coton** et du **fer**. D'autres produits comme **l'arachide** (360 000 tonnes produites en 2003) **s'exportent fortement**.

Le Mali et la France entretiennent des **relations étroites** et **confiantes** tant pour des raisons historiques et culturelles que du fait de la présence en France d'une importante diaspora malienne. Les **relations politiques** se sont **densifiées** ces dernières années et comptent de nombreuses visites bilatérales.

Notre **coopération économique** est **ancienne, solide**. La France reste le **principal partenaire économique du Mali** : 1er employeur direct privé, 1er en nombre d'entreprises présentes sur le sol malien, principal contributeur étranger aux recettes de l'État (20 % du total), 2d investisseur après les miniers. Les **entreprises françaises** sont notamment **présentes** dans le **numérique** (Orange, Thomso Broadcast), les **medias** (Canal Plus), la **logistique** (Bollore), les **produits raffinés** (Total), **l'agroalimentaire** (Castel, GIE AMI), le **transport aérien** (Air France, Servair), le **BTP** (Sogea-Satom, Razel) la **sous-traitance minière** (JA Delmas), les **services bancaires** (BNP Paribas), les **titres et documents sécurisés** (Oberthur).

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté malienne en France** est d'environ **90 000 personnes** titulaires de titres de séjour valides en 2019 tandis que la **communauté française au Mali** est de **8 592 Français** enregistrés.



Maroc

Royaume du Maroc



Nature du régime : Monarchie constitutionnelle

Chef de l'Etat : le Roi Mohammed VI (intrônisé le 30 juillet 1999)

Chef de gouvernement : M. Saad Eddine El Othmani (nommé depuis le 5 avril 2017)



Superficie : 446.550 Km²

Capitale (2014) : Rabat (577 827 habitants)

Villes principales : Casablanca, Fès, Tanger, Meknès, Marrakech, Salé, Agadir

Langues officielles : arabe, tamazight

Langues courantes : arabe dialectal (darija), langues berbères, français (commerce, politique, diplomatie)

Monnaie : dirham marocain, 1 Euro = 10,87 MAD

Fête nationale : La fête nationale se tient le 30 juillet, commémorant l'intronisation du Roi Mohammed VI en 1999



Population (2018) : 35,7 millions d'habitants

Espérance de vie : 76 ans

Taux de croissance démographique : +1,3%

Taux d'alphabétisation : 67,1% (84% pour les 15-24 ans)

Religions : islam sunnite de rite malékite (99 %), christianisme, judaïsme (1 %)

La **région du Maroc actuel** est **habitée** depuis l'**époque paléolithique** entre 190 000 et 90 000 av. J.-C.. L'Afrique du Nord-Ouest et le Maroc ont été **lentement entraînés** dans le **monde méditerranéen** émergent plus large par les **Phéniciens**, qui ont établi des colonies et des établissements commerciaux au début de la période classique. Mogador était une colonie phénicienne dès le VIe siècle avant J.C. Le Maroc est devenu **plus tard un royaume de la civilisation africaine** du nord-ouest de l'ancienne Carthage dans le cadre de son empire. Le **premier état marocain indépendant** connu était le **royaume berbère de Mauritanie sous le roi Baga**. La Mauritanie est **devenue un royaume client** de l'**Empire romain** en **33 av. J.-C.** L'**empereur Claudius** a **annexé la Mauritanie** directement en tant que **province romaine en 44 après J.-C.** Lors de la **crise du IIIe siècle**, des parties de la Mauritanie ont été **reconquises** par les **tribus berbères**. La domination romaine directe s'est limitée à quelques villes côtières, telles que Septum (Ceuta) en Mauretania Tingitana et Cherchell en Mauretania Caesariensis , à la fin du IIIe siècle. L'**Empire romain** a **perdu ses possessions** restantes en Maurétanie après que la **région a été dévastée par les Vandales** en 429 après J.C. Après ce point, les rois mauro-romains locaux ont pris le contrôle. L'**Empire romain d'Orient** sous contrôle byzantin **rétablit la domination impériale directe** de Septum et Tingidans les années **530**. La **conquête musulmane du Maghreb**, qui a commencé au milieu du **VIIe siècle**, a été réalisée par le **califat omeyyade** au début du siècle suivant. Il a apporté à la fois la **langue arabe** et l' **islam** dans la région. Le **premier État marocain** a été fondé par **Idris I en 788 après J.-C.**, le pays a été **gouverné** par une **série de dynasties indépendantes**, atteignant son **apogée** sous la domination **almoravide** et **almohade**, alors qu'il couvrait des parties de la péninsule ibérique et du nord-ouest de l'Afrique. L'**Empire portugais** a commencé au Maroc au **XVe siècle**, suite aux conquêtes portugaises le long de la côte marocaine, en **fondant des colonies** qui ont duré jusqu'aux **XVIIe et XVIIIe siècles**. Les **dynasties Marinid** et **Saadi** ont **résisté** à la **domination étrangère** jusqu'au **XVIIe siècle**, permettant au Maroc de rester **le seul pays d'Afrique du Nord-Ouest à éviter les ottomans**. La **dynastie alaouite**, qui règne encore aujourd'hui, **prend le pouvoir en 1631**. La situation stratégique du pays près de l'embouchure de la Méditerranée suscite l'intérêt de l'Europe, et en **1912**, le **Maroc est divisé en protectorats français et espagnol**, avec une zone internationale à Tanger . Il a retrouvé son **indépendance en 1956** et est depuis **resté relativement stable** et prospère.



Le Maroc a **renoué** avec la **croissance économique** depuis le début des années 2000, mais celle-ci reste **corrélée** au **secteur agricole** et à la **conjoncture mondiale**. Le pays s'applique à favoriser une meilleure résilience de l'économie marocaine aux fluctuations agricoles. En ce sens, **d'importantes réformes** ont ainsi vu le jour dans le **cadre d'une stratégie de diversification sectorielle** (décompensation de l'essence, du gasoil et du fuel industriel, amorce de fiscalisation du secteur agricole, réforme de la TVA, adoption d'une LOLF, nouveau plan de développement industriel). L'**adoption de ces réformes** a été **facilitée** par des **conditions exogènes favorables** (baisse du cours du pétrole, bonne pluviométrie, reprise de l'activité européenne). La **dette publique atteint 84% du PIB** en 2018. Si la dette a atteint un niveau élevé, notamment du fait de la forte hausse de l'endettement des entreprises publiques, le risque propre est contrebalancé par une gestion active (78% d'encours interne, coût moyen de 4,3% et maturité à plus de 6 ans). Le **taux de chômage** peine à diminuer, touchant **9,8%** de la population active en 2018. Il touche **principalement les jeunes** (26% des 15-24 ans). Le **Roi insiste** régulièrement sur l'ambition de **faire du Maroc un pays émergent** et pionnier sur le continent. A cette fin, le Maroc a décidé de **compléter son dispositif de zones franches** (Tanger) et ses **plans de développement sectoriels** (agriculture, tourisme, pêche, pôles de compétitivité) par une dynamique de développement régional vers l'Afrique subsaharienne, afin de trouver de nouvelles sources de croissance.

Nos **relations bilatérales, traditionnellement excellentes**, sont marquées par un **dialogue dense et régulier** depuis le milieu des années 1990.

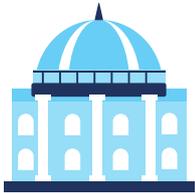
La France **reste un partenaire économique majeur du Maroc**, malgré l'accroissement de la concurrence dans les domaines du commerce et des investissements. Les exportations françaises vers le Maroc ont connu léger recul de 2% en 2017. Les **exportations marocaines** à destination de la France ont **augmentées de 52%** entre 2012 et 2017. Cette hausse est **concentrée sur les produits textiles**, les **composants électriques et électroniques** et les **produits agroalimentaires**. La France maintient son rang de **premier investisseur étranger au Maroc**. En 2017, la France a réalisé 31,4% (737 M EUR) du flux net total des IDE reçus par le Royaume, largement concentrés dans l'industrie. Avec plus de **900 filiales d'entreprises françaises** recensées, le Maroc est la première destination des investissements français sur le continent africain. A noter que 33 des 40 entreprises du CAC 40 sont présentes au Maroc.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté marocaine en France est estimée à 1,5 millions de personnes tandis que la communauté française au Maroc est de 54 043 ressortissants étaient inscrits au registre des Français établis hors de France fin 2017, dont 53% de binationaux.



Maurice

République de Maurice



Nature du régime : parlementaire
Président de la République (depuis le 2 décembre 2019)
: M. Prithvirajsing ROOPUN
Chef du gouvernement (et de l'exécutif) : M. Pravind
JUGNAUTH



Superficie : 1 865 km² et 1,1 million de km² de zone économique exclusive (ZEE)
Capitale (2015) : Port Louis (2 621 habitants)
Villes principales : Quatre Bornes, Curepipe, Rose-Hill
Langues officielles : anglais, français
Langue courante : créole
Monnaie : la roupie mauricienne, 1 Euro = 48,37 MUR
Fête nationale : La fête nationale se tient le 12 mars, commémorant le jour de l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni en 1968



Population (2018, Banque Mondiale) : 1,27 million d'habitants
Espérance de vie à la naissance (Banque Mondiale, 2017) : 75 ans
Taux de croissance démographique (2018, Banque Mondiale) : 0,1 %
Taux d'alphabétisation (total adultes) : 91 %
Religions : hindouisme (48,5 %), christianisme (32,7 %), islam (17,3 %), bouddhisme/taoïsme (1 %).

Ancienne colonie néerlandaise (1638-1710) et française (1715-1810), Maurice est devenue une **possession coloniale britannique** en **1810** et cela **jusqu'en 1968**, année de son indépendance. La **colonie** britannique de Maurice **incluait** jadis les territoires actuels de **Maurice**, de **Rodrigues**, les îles lointaines d'**Agaléga**, **Saint-Brandon**, l'**archipel des Chagos** et les **Seychelles**. Les territoires mauriciens se **réduisirent** progressivement avec la **création** d'une **colonie** spécifique des **Seychelles** en **1903**. Aujourd'hui, la **souveraineté** sur l'**archipel des Chagos** est disputée **entre Maurice et le Royaume-Uni**. Le Royaume-Uni amputa en effet l'**archipel** du territoire mauricien en 1965, trois ans avant son indépendance. Il dépeupla graduellement l'**archipel** de sa population indigène et **loua** sa plus grande île, **Diego Garcia**, aux **États-Unis**, qui en firent une **base militaire**. **L'accès à l'archipel est interdit aux touristes**, aux **médias** et à **ses anciens habitants**. Maurice **revendique** aussi, à la **France**, sa **souveraineté sur la petite île Tromelin**.



Classée par la Banque mondiale parmi la catégorie des « **pays à revenus intermédiaires, de la tranche supérieure** » (PRITS), Maurice a connu une **croissance de 3,8 %** du PIB en 2018. **L'économie** mauricienne (14 Md \$ de PIB en 2018), *prospère et relativement diversifiée*, fait toutefois face à un ralentissement depuis la crise de 2008. Les secteurs de la canne à sucre, du textile et du tourisme, qui ont fait la prospérité du pays, connaissent une décroissance progressive, dégradant la situation économique. La **stratégie 2030** de Maurice **fixe l'objectif pour le pays de rejoindre la catégorie des pays développés**. Le **programme de Pravind Jugnauth** était **centré sur le social** (hausse des pensions de retraite par exemple), le **renforcement du secteur public** (création de 10 000 emplois publics), la **lutte contre la drogue**, la **tolérance zéro contre la fraude** et la **corruption** et la **fin du plastique** en 2030. Le succès de la stratégie 2030 dépendra en grande partie des décisions du nouveau gouvernement en matière de relance de l'économie (en matière d'économie du savoir, de montée des compétences, la montée en gamme et de régulation des services fiscaux, d'effectivité de l'économie bleue). À ce jour, Maurice **dispose d'un climat des affaires attractif pour les investisseurs** : 1er rang en Afrique (20e dans le monde), selon le rapport Doing Business 2019 de la Banque mondiale, qui mesure la réglementation des affaires et son application effective dans 190 économies. Le total des actifs du système financier est quatre fois supérieur au PIB, et les actifs du secteur bancaire représentent plus de trois fois le PIB (12,4 milliards USD en 2018). Cependant, **l'attractivité fiscale de Maurice, telle que dévoilée dans les Mauritius Leaks** le 23 juillet **2019**, **pénalise les revenus fiscaux** de **certains pays africains en développement**.

Voisine par La **Réunion**, la **France** entretient d'**excellentes relations bilatérales** avec Maurice. En juin **2010**, les deux pays ont **signé un accord bilatéral de cogestion relatif à l'île de Tromelin** et à ses espaces maritimes environnants. Le processus de ratification n'est pas achevé en France. Géographiquement voisines, les « **îles sœurs** » de **La Réunion et de Maurice entretiennent une relation très dense**, notamment en termes de coopération. Une antenne de la région de La Réunion est installée à Ébène.

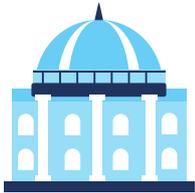
La **France** mène une **action dynamique** dans le **secteur de la formation**, de **l'éducation**, de **l'enseignement supérieur** et de la **recherche**, avec des coopérations interuniversitaires et des programmes de bourses. La France **soutient** à Maurice, à travers l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger, un **réseau d'écoles françaises d'excellente réputation** (cinq établissements, 5 000 élèves, aux 2/3 ayant la nationalité mauricienne). Dans la lignée du discours de Ouagadougou, la France soutient également l'implantation de grandes écoles françaises à Port Louis.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté mauricienne en France** est de **16 229 Mauriciens** (hors mineurs) tandis que la **communauté française à Maurice est de 11 567 Français inscrits** au registre au 31 octobre 2019, dont 49,7 % de binationaux. Chaque année, **420 000 touristes français en moyenne visitent ce pays**.



Mauritanie

République islamique de Mauritanie



Nature du régime : République islamique
Chef de l'Etat : Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani
Premier ministre : Mohamed Ould Bilal

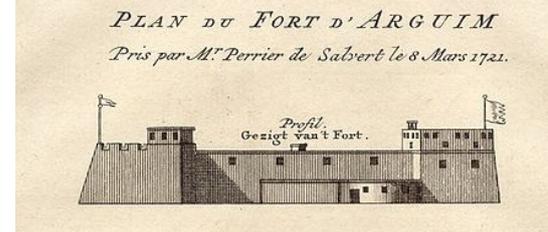


Superficie : 1,03 million km²
Capitale (2013) : Nouakchott (958 399 habitants)
Villes principales : Nouadhibou, Rosso
Langue officielle : Arabe
Langue courante : français
Monnaie : ouguiya, 1 Euro = 43,58 MRU
Fête nationale : La fête nationale se tient le 28 novembre, commémorant le jour de l'indépendance vis-à-vis de la France en 1960



Population (2019, Banque Mondiale) : 4,5 millions d'habitants
Espérance de vie à la naissance (Banque Mondiale, 2018) : 64 ans
Taux de croissance démographique (2018, Banque Mondiale) : 2,8 %
Taux d'achèvement de l'école primaire (Banque mondiale, 2018) : 99,9 %
Religions : islam 99% (religion officielle)

Le pays tire son nom de l'ancien royaume berbère de Maurétanie, qui existait du III^e siècle avant notre ère au VII^e siècle de notre ère dans le Maroc moderne et dans l'ouest de l'Algérie. Avant l'islamisation de la région par les conquêtes arabes au VIII^e siècle, la Mauritanie était habitée par des Berbères depuis le III^e siècle. Le pays a connu une période de faible domination portugaise sur les côtes. La Mauritanie est devenue une colonie française lors de la ruée européenne pour l'Afrique. Après être devenue indépendante de la France en 1960 de l'Afrique occidentale française, l'indépendance de la Mauritanie a été caractérisée par des coups d'État récurrents et des périodes de régime militaire autoritaire, dont la plus récente date de 2008 et dirigée par le général Mohamed Ould Abdel Aziz. Le 16 avril 2009, Aziz a démissionné de l'armée pour se présenter aux élections présidentielles du 19 juillet, qu'il a remportées. L'élection présidentielle mauritanienne de 2019 a été signalée comme la première transition pacifique du pouvoir du pays depuis l'indépendance.



La Mauritanie a bénéficié d'un environnement international favorable en 2019, dans le contexte de la hausse des prix des minerais exportés par le pays et de la faible hausse des prix du pétrole importé. Selon les données de la Banque mondiale, la croissance économique a considérablement augmenté, de 3,6 % en 2018 à 5,9 % en 2019. Les prévisions de croissance en 2020, initialement estimées à 6,3%, devraient être limitées à 3,2% dans le contexte de la pandémie de COVID 19. Bien que la dette publique soit viable (65,8% du PIB en 2020), le risque global et externe de surendettement reste élevé. Le secteur bancaire reste par ailleurs exposé à un risque de manque de liquidité. L'activité économique devrait rebondir en 2021-2022 grâce à une reprise des investissements directs étrangers (IDE) et à une augmentation de la production extractive. Initialement attendues pour 2022, les premières recettes d'exploitation du gaz découvert au large des côtes pourraient cependant n'être perçues qu'à compter de 2023. Afin d'appuyer la Mauritanie face à la crise sanitaire, la France a soutenu le plan de riposte mauritanien à travers l'Agence française de développement. Une aide budgétaire de 2,5 M€ a été octroyée pour le pilier sanitaire ainsi qu'un financement de 10 M€ destiné à renforcer un dispositif de filets sociaux et de transferts monétaires. A la demande de la Mauritanie, un premier accord de suspension du service de la dette pour la période allant du 1er mai au 31 décembre 2020 a été signé pour un montant de 5,3 millions d'euros, en accord avec le Club de Paris. L'échéance de paiement, qui devait intervenir en 2021, a finalement été repoussée en 2022. Enfin, la Mauritanie a entrepris une politique de relance du tourisme. L'absence d'incidents sécuritaires significatifs dans le pays depuis 2011 a permis à la France de soutenir cette dynamique, à travers un assouplissement successif du zonage sécuritaire de la carte aux « conseils aux voyageurs », d'abord en mars 2017 puis en mars 2019.

La France entretient avec la Mauritanie des relations historiquement privilégiées. En 2019, les échanges commerciaux entre la France et la Mauritanie se sont élevés à 291 M€. La balance commerciale bilatérale est excédentaire pour la France de 103,1 M€ au premier semestre 2020, contre 75,2 M€ au premier semestre 2019. Les importations françaises atteignent 15,6 M€ au premier semestre 2020 contre 31,1 M€ en 2019. Les exportations françaises augmentent quant à elles de 11,6% en 2020, pour atteindre 118,7M€. La France est le 7^e fournisseur de la Mauritanie, notamment s'agissant de l'agroalimentaire et des produits pharmaceutiques. Une soixantaine d'entreprises françaises (selon une acception large), dont certaines filiales de groupes français, sont présentes en Mauritanie. Elles sont actives dans divers secteurs (énergie, construction, logistique, banque et autres services) et créent près de 3000 emplois directs et indirects en Mauritanie. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté mauritanienne de France est de 18 099 Mauritaniens disposant d'un titre de séjour (2019) tandis que la communauté française en Mauritanie est de 1 834 Français inscrits (2019).



Mozambique

République du Mozambique



Nature du régime : régime présidentiel, multipartisme
Chef de l'Etat : Filipe NYUSI (investi le 15 janvier 2015, réélu le 15 octobre 2019)



Superficie : 782 574 km²
Capitale (2017) : Maputo (1,088 million d'habitants)
Villes principales : Beira, Nampula, Quelimane, Pemba, Nacala, Tete, Chimoio, Maxixe, Matola, Angoche
Langue officielle : portugais
Monnaie : metical, 1 Euro = 91,47 MZN
Fête nationale : La fête nationale se tient le 25 juin, commémorant l'indépendance vis-à-vis du Portugal obtenu 1975



Population (2019) : 30,4 millions d'habitants
Espérance de vie (2019) : 60 ans
Taux de croissance démographique (2019) : +2,6 %
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans (2018) : 70,9 %
Religions : christianisme (56,1 %, dont catholicisme : 28,4 %), islam (17,9 %), animisme (17,8 %), sans religion (8,2 %)

Entre le **premier** et le **cinquième siècle** de notre ère, les **peuples de langue bantoue** ont **migré** vers le Mozambique actuel depuis le nord et l'ouest. Le nord du Mozambique se trouve dans les alizés de la mousson de l'océan Indien. Entre les **Ville et XIe siècles**, une **série de villes portuaires swahili** se sont développées ici, ce qui a contribué au développement d'une culture et d'une langue swahili distinctes. À la fin du Moyen Âge, ces villes étaient fréquentées par des commerçants de Somalie, d'Éthiopie, d'Égypte, d'Arabie, de Perse et d'Inde. Le voyage de **Vasco da Gama** en **1498** a **marqué l'arrivée** des **Portugais**, qui ont commencé un processus graduel de **colonisation** et de **peuplement** en **1505**. Après plus de quatre siècles de domination portugaise, le Mozambique a accédé à **l'indépendance** en **1975**, devenant la République populaire du Mozambique peu après. Après seulement **deux ans d'indépendance**, le pays a sombré dans une **intense et longue guerre civile** qui dure de **1977 à 1992**. En **1994**, le Mozambique a tenu ses **premières élections multipartites**, et est depuis **resté relativement stable**, même si elle se heurte encore à un faible insurrection d'intensité.



Après des **années de forte croissance**, l'économie du Mozambique a connu en **2016** (3,8 %), en **2017** (3,7 %) et en **2018** (3,25 %) un **fort ralentissement** (contre 7 % en moyenne entre 2010 et 2015). Les **cyclones** Idai et Kenneth, survenus en mars et avril 2019, et la crise du **COVID-19** ont **fragilisé davantage l'économie mozambicaine**. Des révélations faites en avril 2016 sur des emprunts d'1,4 milliard USD, réalisés depuis 2013 par des **entreprises publiques mozambicaines**, avec garantie souveraine, dans des **conditions opaques**, et dont l'existence n'avait pas été signalée au FMI, ont conduit à la **suspension du programme du FMI** (adopté en décembre 2015) et de **l'aide budgétaire** (264,7 M USD, soit 10 % du budget) de plusieurs pays partenaires du développement. La somme des « **dettes cachées** » souscrites sous le mandat du président Guebuza (2010 – 2015) **s'élève au total à 2,2 milliards USD**. L'économie du pays est fragilisée, avec une **dette publique de 110,5 % du PIB** fin 2018. Des négociations ont repris entre le FMI et le Mozambique sur la possibilité d'un programme sans financement (Staff Monitored Programm). Si les **investissements étrangers ont diminué** ces dernières années (baisse continue des flux d'IDE passés de 6,2 Mds USD en 2013 à 3,1 Mds USD en 2016, tendance qui s'est poursuivie en 2017), les **grands projets gaziers au Nord** du Mozambique (projets Coral LNG, Mozambique LNG et Rovuma LNG) n'ont pas été **compromis**. Les retombées budgétaires d'importance pour le Mozambique ne sont néanmoins pas attendues avant 2023/2024 (et pourraient devenir très significatives entre 2025 et 2030).

La France **entretient** avec le Mozambique une **relation de voisinage ancienne** dans l'océan Indien. Les **départements de la Réunion et Mayotte**, qui rassemblent un million d'habitants, sont des vecteurs importants de la coopération bilatérale. La **France** possède une **vaste zone économique exclusive** dans le **canal du Mozambique**, autour des îles Éparses.

Le **Centre culturel franco-mozambicain** (CCFM) de Maputo et le lycée Gustave Eiffel sont des **vecteurs du rayonnement de notre langue** et de notre **culture** au Mozambique. En matière de coopération universitaire et scientifique, la France développe les **relations entre chercheurs français et mozambicains** dans différents domaines (français langue étrangère, sciences humaines et sociales, sciences marines). En matière de **coopération linguistique**, le nombre **d'apprenants du français** a été **multiplié par 10 en 10 ans** (de 50 000 à 500 000 apprenants).

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté mozambicaine en France est de 320 personnes en 2020 tandis que la communauté française est de 570 inscrits.



Namibie

République de Namibie



Nature du régime : régime présidentiel, multipartisme
Chef de l'Etat : M. Hage GEINGOB (depuis le 21/03/2015)



Superficie : 824 148 km²
Capitale (2011) : Windhoek (325 858 d'habitants)
Villes principales : Rundu, Walvis Bay, Swakopmund, Grootfontein, Katima Mulilo
Langue officielle : Anglais
Langues courantes : Oshivambo (langue maternelle de 49 % de la population), Afrikaans (11 %), Nama - Damara , Herero, Rukavango, Allemand (2%), Tswana
Monnaie : Dollar namibien, 1 Euro = 18,13 NAD
Fête nationale : La fête nationale se tient le 21 mars, commémorant l'indépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud obtenu 1990



Population (2017, estimations) : 2 533 800 dont Ovambo 49,8 %, Kavango 9,3 %, Damara 7,5 %, Herero 7,5 %, Blancs 6,4 %, Nama 4,8 %, Métis 4,1 %.
Espérance de vie à la naissance (2017) : 64,7 ans
Taux de croissance démographique : + 2,3 % par an
Taux d'alphabétisation : 76,5 %
Religions : chrétiens (85 %, dont environ 50 % de luthériens), animistes (15 %)

Le pays le plus sec de l'Afrique subsaharienne, la Namibie est habitée depuis les temps les plus reculés par les peuples **San, Damara** et **Nama**. Vers le **XIV^e siècle**, les peuples **bantous immigrés** sont arrivés. Depuis lors, les groupes **bantous**, le plus important étant les Ovambo, **dominent la population** du pays ; depuis la fin du **XIX^e siècle**, ils constituent une **majorité**. En **1878**, le **cap de Bonne-Espérance**, alors colonie britannique, **annexa le port de Walvis Bay** et les **îles Penguin** au large ; ceux-ci sont devenus une **partie** intégrante de la **nouvelle Union de l'Afrique du Sud** à sa création en **1910**. En **1884**, l'**Empire allemand** a établi la règle sur la majeure partie du territoire, formant une **colonie** connue sous le nom de l'Afrique du Sud-Ouest allemand. Il a **développé l'agriculture** et les **infrastructures**. Entre **1904** et **1908**, il a commis un **génocide contre les peuples Herero et Nama**. La **domination** allemande s'est **terminée** en **1915** par une défaite des forces sud-africaines. En **1920**, après la fin de la Première Guerre mondiale, la **Société des Nations** a **mandaté l'administration** de la colonie en **Afrique du Sud**. En tant que puissance mandataire, l'Afrique du Sud a **imposé ses lois**, y compris les **classifications et règles raciales**. À partir de 1948, avec le Parti national élu au pouvoir, cela incluait l'Afrique du Sud appliquant l'**apartheid** à ce qui était alors connu comme l'Afrique du Sud-Ouest. À la fin du **XX^e siècle**, les **soulèvements** et les **demandes de représentation politique** par des militants politiques africains indigènes cherchant à l'indépendance ont conduit l'**ONU** à assumer la **responsabilité directe du territoire** en **1966**, mais l'Afrique du Sud a maintenu le pouvoir de facto . En 1973, l'ONU a reconnu l'Organisation du peuple de l'Afrique du Sud-Ouest (**SWAPO**) comme représentant officiel du peuple namibien; le parti est dominé par les Ovambo, qui constituent une grande pluralité sur le territoire. Après la poursuite de la guérilla, l'Afrique du Sud a installé une **administration intérimaire en Namibie en 1985**. La Namibie a obtenu son **indépendance** totale de l'Afrique du Sud en **1990**. Cependant, Walvis Bay et les îles Penguin sont restées sous contrôle sud-africain jusqu'en 1994.



La Namibie est l'**un des territoires les moins densément peuplés au monde** (seulement 2,5 hab/km² sur un territoire d'une superficie supérieure à celle de la France). **Petite économie ouverte**, elle fait partie des **pays à revenus intermédiaires**, avec un PIB/habitant de l'ordre de 5 619 USD, et doté d'un **environnement des affaires relativement favorable** (107^e place mondiale sur 190 dans le classement 2019 de « Doing Business »). Son **activité** repose principalement sur l'**exploitation de ses ressources minières** (diamant, cuivre, uranium, manganèse, zinc). Le **secteur minier** représente environ **10 % du PIB namibien**, mais son influence sur l'évolution de l'économie namibienne est bien plus importante, puisque **plus de 50 % des exportations namibiennes en sont issues**. Des **réserves de pétrole**, dont l'ampleur reste à déterminer, ont par ailleurs été **découvertes en 2011**. Le pays est toutefois confronté à des **défis sociaux considérables** : **inégalités de revenus parmi les plus élevées au monde**, **forte prévalence du VIH/SIDA** et un **taux de chômage** qui dépasse les **23 %** en 2017. Après une période de politique budgétaire et fiscale expansionniste, qui a mené à une **forte augmentation de la dette publique**, l'État namibien procède depuis 2016 à des coupes dans les dépenses publiques, notamment dans les infrastructures. Ceci, conjugué aux **difficultés économiques des pays voisins** (Afrique du Sud, Angola) et à la **sécheresse**, a engendré un **fort ralentissement économique**, la croissance passant d'une moyenne de plus de 5 % à 0,2 % en 2016 et même - 0,9 % en 2019.

La **relation** bilatérale entre la France et la Namibie est **sans nuage**. Elle **bénéficie de l'engagement** pris dès **1980** par la France de **soutenir le combat de la SWAPO** pour l'indépendance.

Les **échanges commerciaux** bilatéraux sont **modestes**. Nos **exportations** sont de l'ordre de **10 M€ par an** en moyenne depuis 2015, sujettes à de fortes hausses en cas de grands contrats. Nos **importations** s'élèvent à environ **130 M€** par an, essentiellement de **l'uranium** et des **produits agricoles**.

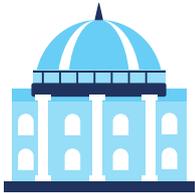
De **1991 à 2004**, la **France** a été le **5^e bailleur de fonds** de la Namibie, avec 70 M€ de dons, d'assistance technique, et d'aide-projet. La **coopération** bilatérale est aujourd'hui essentiellement portée par le **Centre culturel franco-namibien (CCFN)**, établissement binational inauguré en **1991**, qui assure la **promotion du français**, de la **francophonie** et des **cultures française** et namibienne dans toutes leurs expressions.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté namibienne en France** est de **47 personnes en 2020** tandis que la **communauté française est de 239 inscrits**, dont 28 % de double-nationaux.



Niger

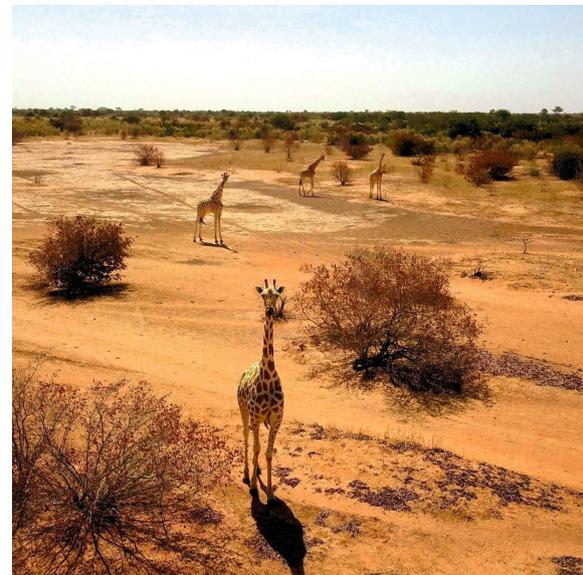
République du Niger



Nature du régime : régime semi-présidentiel
Chef de l'Etat : Mahamadou Issoufou (né en 1952)
Premier ministre : Brigi Rafini (né en 1953)



Superficie : 1,267 million km²
Capitale (2012) : Niamey (1,027 million d'habitants)
Villes principales : Zinder, Maradi, Tessaoua, Agadez
Langue officielle : français
Monnaie : franc CFA, 1 Euro = 656,43 FCFA
Fête nationale : La fête nationale se tient le 18 décembre, commémorant la proclamation de la République en 1958



Population (Banque mondiale, 2019) : 23,3 millions d'habitants
Espérance de vie à la naissance (Banque mondiale, 2018) : 62 ans
Taux de croissance démographique (Banque mondiale, 2019) : 3,8 %
Taux de fertilité (Banque mondiale, 2018) : 6,9 enfants par femme
Taux d'achèvement de l'école primaire (Banque mondiale, 2018) : 62,3 %
Religions : islam (90 %, dont 95 % sunnites), christianisme, animisme

Occupation humaine de la région remonte au moins au **VIIIe millénaire av. J.-C.** (céramiques du massif de l'Air) ; un cimetière du IIIe millénaire av. J.-C. a été découvert en 2005 dans le désert du Ténéré. Au **Ier millénaire av. J.-C.**, les **Berbères** se seraient **introduits** par une des routes transsahariennes, refoulant vers le sud les populations sédentaires ou se métissant avec elles. Au **VIIe siècle**, l'**Empire songhaï** se **constitue**. La capitale de l'Empire est, à partir du Xe siècle, Gao. La région **devient musulmane** au début du **XIe siècle**, lorsque les rois de Moukia se convertissent à l'islam. En **1591**, l'**Empire** est **défait par les Saadiens**. Entre les **XVIIIe et XIXe siècles**, les **Touaregs** et les **Peuls** **contrôlent une partie du pays** et, bien avant cette date, les **Haoussas** dominent sa partie **sud**. La zone est **conquise** par les **Français** en **1890**, la frontière franco-anglaise (ligne Say-Barroua), est reportée plus au nord par la **Convention franco-britannique 1898**. Trois missions françaises (Fourau-Lamy au Sahara, Voulet-Chanoine puis Joalland-Meynier par l'ouest, Émile Gentil à partir du royaume du Kongo), lancées cette même année, se rejoignent en avril 1900 à Kousséri et y détruisent les forces du chef Rabah, unissant l'ensemble des possessions françaises d'Afrique. **Territoire militaire depuis 1900, pacifié depuis 1920**, le Niger est érigé en **colonie** le 13 octobre **1922**, à l'intérieur de l'Afrique-Occidentale française ; **devenue** membre de la **Communauté française** en décembre **1958**, la république est **indépendante** depuis le 3 août **1960**.



La croissance du produit intérieur brut (PIB), soutenue, se situe autour des 5 % depuis plusieurs années (5,8 % en 2019). L'**activité économique** bénéficie du **dynamisme** des secteurs du **BTP** et des **services** (télécommunications) mais la **croissance** est **absorbée** en grande partie par la **forte évolution démographique**. Touchée par la crise sanitaire, la croissance économique devrait être environ de 1 % en 2020, selon le FMI. Le Niger fait face au **tassement** des **recettes** tirées de **l'uranium** et du **pétrole**, **principales ressources du pays**. Son **solde commercial** avec le **Nigéria**, **principal débouché agricole**, a été **pénalisé** par la **dévaluation du Naïra** et la **fermeture de la frontière**. Les **tensions budgétaires** sont caractérisées à la fois par la **difficulté de recouvrer les recettes** et les **besoins liés à la sécurité** dans un environnement régional instable (le Niger consacre 4,1 % de son budget aux dépenses militaires). **L'endettement augmente**, étant passé de 36,2 % du produit intérieur brut en 2014 à 53,8 % en 2018. Le Niger bénéficie d'une facilité élargie de crédit du Fonds monétaire international, qui a été renouvelée pour trois ans début 2017.

La France **entretient** avec le Niger des **relations historiquement privilégiées**.

En **2019**, les **exportations** de la France vers le Niger ont **augmenté de 17 %**, avec un volume de **127 M EUR**. En parallèle, les **importations** de la France en provenance du Niger ont **sensiblement augmenté**, avec un volume de **51 M EUR**. Toutefois, la balance commerciale bilatérale est historiquement et structurellement favorable au Niger, avec un déficit français qui tend cependant à se réduire du fait de la nette diminution des importations d'uranium. Au niveau sectoriel, le **Niger importe** essentiellement depuis la France du **matériel électrique**, des **ordinateurs** et **équipements et des produits pharmaceutiques**. En contrepartie, les trois premiers produits nigériens **exportés** vers la France sont : des **métaux non ferreux**, des **minerais métalliques** et des **produits chimiques divers**. Une **trentaine d'entreprises françaises** sont **actives** dans ce pays et couvrent l'ensemble des secteurs économiques, notamment dans les services, la distribution et dans le secteur minier.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté nigérienne** de France est de **2 057 Nigériens** en 2015 tandis que la **communauté française** est de **1 317 inscrits** en 2020.